



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

LA PENETRATION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES
ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BRESIL

Par : Pierre LESSARD

Thèse présentée à l'Ecole des études
supérieures de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise
en Sciences Politiques.

AUTOMNE 1978

Un simple remerciement à monsieur Lawrence Alschuler serait nettement insuffisant pour exprimer tout le soutien et l'aide qu'il m'a apportés pour la réalisation de cette thèse de maîtrise. Les mots étant ce qu'ils sont : un chaleureux merci.

Nous ne serions pas excusables d'omettre ici la Société allemande de recherche sur la paix et les conflits qui nous a fourni le support théorique et financier sans lequel la réalisation de cette thèse aurait été sérieusement compromise.

TABLE DES MATIERES

	Page
LISTE DES TABLEAUX.....	v.
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I: HISTORIQUE.....	5
Période coloniale.....	8
L'empire du Brésil.....	12
La première république (1889).....	17
Première période de Vargas: 1930-1945.....	20
La présidence de Dutra: 1945-1950.....	24
Les antécédents de la dictature militaire de 1964...	30
Le régime militaire: 1964-....	39
CHAPITRE II: PROBLEMATIQUE.....	51
La pénétration des entreprises multinationales au Brésil.....	53
Le modèle schématique.....	59
Concepts soutenant l'articulation des variables du modèle.....	62
1) La pénétration des entreprises multinationales.....	62
2) La dépendance financière.....	63
3) La dépendance technologique.....	65
4) Accumulation interne de capital.....	66
5) Accumulation interne de devises étrangères...	67
6) Politiques économiques du pays hôte.....	67
7) La croissance économique.....	69

Formulation et analyse des hypothèses.....	70
1) Pénétration des EMNs, dépendance financière, accumulation interne de capital et croissance économique.....	70
2) Politique de contrôle, dépendance financière, accumulation interne de capital et croissan- ce économique.....	76
3) Entreprises multinationales, dépendance tech- nologique, accumulation interne de devises étrangères, croissance économique.....	84
CHAPITRE III: L'ANALYSE STATISTIQUE.....	94
Stratégie de recherche.....	95
Les indicateurs.....	97
Analyse des résultats.....	103
1) Les coefficients de corrélation simple et les bêta.....	103
2) Interprétation des résultats.....	108
CONCLUSION.....	123
ANNEXE I: Résumé de la méthode statistique de l'analyse de régression multiple.....	128
ANNEXE II: Source des données pour les indicateurs du mo- dèle théorique.....	135
ANNEXE III: Résultats calculés et compilés par l'ordinateur	144
BIBLIOGRAPHIE.....	150

LISTE DES TABLEAUX

	Page
TABLEAU 1: La valeur au livre des investissements directs américains au Brésil: par secteur, sélection d'années.	54
TABLEAU 2: Stock des investissements directs étrangers au Brésil: par secteur et par provenance. 1967, en millions de \$US.	55
TABLEAU 3: Mode d'établissement des nouvelles filiales, par acquisition ou formation.	56
TABLEAU 4: Propriété des 300 plus grandes entreprises dans le secteur manufacturier; 1966 et 1972.	58
TABLEAU 5: Corrélation entre la pénétration des investissements directs étrangers et la conjoncture socio-politique.	72

I N T R O D U C T I O N

La recherche sur l'origine du sous-développement, malgré de nombreuses études, demeure encore aujourd'hui un sujet de polémique. Par tradition manichéenne, deux écoles de pensée se querellent; chacune revendiquant le monopole de la vérité: d'un côté, les marxistes et le déterminisme historique du capitalisme mondial; de l'autre, les diffusionnistes et leur idéalisme inébranlable. Grosso modo, les premiers soutiennent que le système capitaliste, pour accumuler et concentrer les richesses dans les pays métropolitains, doit s'appuyer sur l'exploitation des pays périphériques; les pays pauvres seraient ainsi voués au sous-développement tant qu'ils ne rompent pas les liens les unissant au capitalisme mondial et qu'ils n'optent pas pour un mode de production basé sur l'appropriation collective des moyens de production.

Les diffusionnistes défendent, pour leur part, la thèse inverse: les pays pauvres ne pourront rattraper les pays riches que s'ils acceptent la diffusion libre des ressources en capital et en technologie (contrôlées par les pays du centre), en échange des matières premières abondantes dans plusieurs des pays périphériques, mais surtout moins dispendieuses à exploiter que dans les pays métropolitains. A longue échéance, une certaine homogénéisation des niveaux de développe-

ment devrait s'opérer à l'échelle de la planète. Une des conditions attachée à ce transfert sans contrainte de ressources serait qu'au moins 1% du PNB des pays riches soit utilisé à des fins de développement dans les pays périphériques.

Notre intention n'est pas de trancher ce débat théorique, ni de proposer une voie mitoyenne; nous nous limiterons à l'analyse d'un acteur privilégié dans l'évolution du capitalisme mondial, soit les entreprises multinationales; et nous tenterons de voir si, dans le cas particulier du Brésil, la diffusion du capital et de la technologie par cet intermédiaire favorise ou nuit à sa croissance économique, donc au rattrapage éventuel de ce pays par rapport aux pays du centre.

Il serait excessif et erroné d'associer "croissance économique" et "développement", car des indicateurs comme la distribution des revenus, l'emploi, la santé, l'exercice de la démocratie, etc., expriment de façon beaucoup plus pertinente notre conception du développement. Mais nous nous attacherons particulièrement à cette facette non-négligeable bien qu'incomplète du développement pour des raisons à la fois pratiques et théoriques. Pratique, parce que dans le cadre d'une thèse de maîtrise, une étude la plus exhaustive possible est de mise; et théorique, parce que les résultats obtenus nous permettront d'apporter une contribution précise au débat entre marxistes et diffusionnistes: les entreprises multinationales, étant devenues les courroies de transmission prépondérantes entre pays riches et pays pauvres (soit

un vecteur plutôt qu'un symbole de l'internationalisation du capital et de la technologie), favorisent-elles le rattrapage ou le recul entre le centre et la périphérie par leurs interventions directes et les effets qui s'en suivent sur la croissance économique?

Afin de répondre le plus adéquatement possible à cette question, nous avons suivi une démarche qui nous permettait, par l'observation de la réalité, de formuler les hypothèses utiles à la vérification empirique du problème posé. Il y a donc trois chapitres dont le contenu peut se résumer comme suit: le premier volet s'ouvre sur l'histoire politico-économique du Brésil qui nous sert de bassin d'informations factuelles. Nous proposons, en deuxième lieu, un modèle théorique causal, dont le support logique s'appuie sur les observations historiques du premier chapitre; ce modèle s'inspire des théoriciens de la dépendance* et a été développé principalement par M. Lawrence Alschuler (1977) dans une recherche sur l'Argentine. Finalement, nous vérifions la validité des hypothèses formulées à l'aide de la méthode statistique de régression multiple**; l'analyse des résultats nous permet de conclure sur le rôle négatif ou positif joué par les EMNs sur la croissance économique au Brésil.

Avant d'entreprendre le sujet proprement dit de cette recherche, nous nous permettons de lever certaines réserves quant aux

* Il est à noter que les théoriciens de la dépendance trouvent l'essentiel de leur base conceptuelle dans la théorie de l'impérialisme de Lénine.

** L'essentiel de cette méthode est résumé en annexe I du présent travail.

résultats obtenus à la suite de l'analyse statistique. Ces résultats, quels qu'ils soient, doivent être interprétés uniquement comme un argument en faveur ou en défaveur de nos hypothèses, et non comme une preuve de la validité ou de la non-validité de ces hypothèses. Trop d'impondérables échappent au contrôle du chercheur éloigné de son sujet d'étude (la cueillette des données et les informations truquées, entre autres) pour y attacher une confiance absolue; de plus, le caractère relativement nouveau de ce type de recherche lui confère une dimension plus exploratoire que définitive.

CHAPITRE I

HISTORIQUE

L'énorme territoire du Brésil suffirait à lui seul pour lui assurer un rôle déterminant en Amérique Latine. Avec une superficie de 3,286,488 milles carrés, son territoire le place parmi les cinq plus grands pays du monde. Comme c'est le pays le plus peuplé du continent sud-américain, ses 106 millions d'habitants représentent le marché le plus large et augmentant le plus rapidement de la région. Durant les années soixante, la population a ~~cro~~ à un taux d'environ 3% par an. Environ la moitié des habitants vit dans les villes, et presque 50% est âgée de moins de vingt ans; et c'est le groupe qui augmente le plus rapidement.

Le pays a réalisé une croissance économique exceptionnelle de 1968 à 1973. Durant ces cinq années, l'économie a prospéré à un taux annuel de 10.3% pour atteindre un revenu annuel per capita de \$565. Pourtant, les conditions symptomatiques de sous-développement persistent. La pauvreté prévaut pour tous les groupes dans les villes sauf pour les classes supérieure et moyenne; et la moitié du groupe des plus pauvres est généralement sous-alimentée, mal vêtue et logée dans des conditions insalubres. Le chômage s'accroît et

est encore chronique dans les zones rurales et urbaines moins industrialisées. Dans le Nordeste, environ 28 millions de personnes vivent avec un revenu annuel inférieur à \$100. La distribution des revenus est grandement biaisée comparativement aux standards latino-américains. En 1970, les 3.2% les plus riches recevaient 33% du revenu national, pendant que les 57% les plus pauvres en recevaient 14.2%.

Ainsi, après presque un siècle d'indépendance politique, le sous-développement se perpétue et le rattrapage se fait attendre. Comment peut-on expliquer la chronicité du phénomène? Encore une fois, rappelons que notre intention n'est pas de fournir une réponse définitive à cette question. Mais pour assurer une cohérence méthodologique à l'histoire politico-économique qui doit suivre et aussi par conviction personnelle, nous avons adopté un cadre théorique spécifique. C'est Andre Gunder Frank qui nous le fournit dans son livre Capitalism and Underdevelopment in Latin America (1971): de par son insertion dans le système capitaliste mondial, le Brésil a été (et est encore) subordonné aux impératifs de croissance économique des pays hégémoniques qui se sont succédés depuis le colonialisme portugais; cette relation de dépendance s'est opérée au détriment du Brésil et au bénéfice des pays métropolitains.

Pour faciliter la compréhension, nous avons divisé ce chapitre en sept périodes couvrant plus de quatre siècles d'histoire.

Un accent particulier sera mis sur la période suivant la deuxième guerre mondiale parce que l'analyse empirique touche exclusivement les années 1950 à 1972.

LA PERIODE COLONIALE

Le Brésil n'offrait à première vue aucune richesse en or ou en argent, comme les Espagnols avaient pu en trouver en pillant l'Empire Inca au Pérou et l'Empire Aztèque au Mexique. De plus, ce vaste territoire était peuplé de tribus d'Indiens, clairsemées, petites et encore aux premiers stades du développement humain. Ces caractères spécifiques déterminèrent le mode d'insertion du Brésil dans le système capitaliste mondial.

Le Portugal, une grande puissance maritime de l'époque, devait, sous les pressions du capitalisme mercantile en pleine expansion, s'assurer des sources nouvelles de matières premières. Dès la conquête, au XVI^e siècle, la partie Nord du Brésil (le Nordeste) s'introduisait dans l'arène des circuits commerciaux mondiaux (Furtado 1972 et Frank 1971), comme productrice et exportatrice de sucre, denrée dont les prix et la demande augmentèrent rapidement au milieu du XVI^e siècle (Simonsen 1962:112).

Cette spécialisation dans une production alimentaire d'exportation et son mode d'organisation interne devaient jeter les bases d'une structure socio-économique déterminante pour l'avenir de cette région du Brésil. En voici les deux principales caractéristiques:

1° Formation d'une aristocratie terrienne puissante: le territoire du Nordeste était occupé par 20 concessions octroyées à des seigneurs portugais et de vastes terres gérées par de grands propriétaires. Dans l'impossibilité d'exploiter les Indiens comme force de travail asservie, on fit venir de nombreux esclaves africains (Frank 1971:181). L'accumulation primitive du capital s'est donc réalisée par l'appropriation de la plus-value tirée du travail de cette main-d'oeuvre servile à travers le commerce international du sucre. Et d'après Furtado (1972:46) la classe économique dominante de l'époque devait bénéficier d'énormes réserves de capital. Mais ce surplus monétaire (provenant uniquement de l'exportation) n'a pu générer d'autres activités économiques que l'élevage confiné à l'hinterland, parce que les propriétaires (les seigneurs) du sucre consommaient presque exclusivement des biens de luxe importés.

2° La dépendance externe sur le commerce international: la surspécialisation (monoculture) dans la production de matières premières (alimentaire ou minière) pour l'exportation soumet le pays aux aléas de la demande internationale et rend ainsi le pays très vulnérable aux moindres soubresauts des pays métropolitains.

La vivacité du cycle de production sucrière dura jusqu'au milieu du XVIIe siècle (Furtado 1972:42); au début du siècle suivant, le prix du sucre chutait de près de la moitié (Frank 1971:181), ce qui était dû principalement à la concurrence de la production antil-

laise. Cette poussée des puissances française et anglaise marquait le début de l'effritement de la position dominante du Portugal sur la scène mondiale et plongeait irrémédiablement le Nordeste dans la décadence. On note une courte période de reprise, du dernier quart du XVIIIe siècle aux deux premières décennies du XIXe siècle, provoquée essentiellement par une série d'événements qui ont eu de grandes répercussions sur les marchés mondiaux des produits tropicaux: la guerre d'indépendance des Etats-Unis, la révolution française et les guerres napoléoniennes avec les blocus et contre-blocus. Ce concours de circonstances fut le seul qui permit au Nordeste de revivre l'exaltation du boom du sucre, et cela, jusqu'à aujourd'hui, laissant dans cette région du Brésil les vestiges de la structure agraire coloniale, d'une économie stagnante et d'un conservatisme désuet. La population locale apprit donc très tôt à vivre au seuil de la subsistance ou encore à rechercher les régions du pays pouvant lui offrir un espoir d'amélioration de son niveau de vie.*

L'Age de l'or ou l'Eldorado brésilien, amorcé au début des années 1740 (Frank 1971:185; Furtado 1972:71) offrit une opportunité inespérée à l'excédent de main-d'oeuvre du Nordeste. L'émigration vers le centre-sud, où sont concentrées les exploitations minières, s'accompagne de l'apport d'immigrants européens. Ce bassin de main-d'oeuvre libre et mieux distribué qu'au Nordeste rendit la région minière plus propice au développement des activités liées au marché in-

* Encore aujourd'hui, les zones de colonisation aux abords de la route transamazonienne sont peuplées en grande partie par des habitants de la région du Nordeste.

terne. En effet, la propension à consommer des produits locaux, liée à l'affaiblissement des liens de dépendance du Portugal vis-à-vis de son satellite, permirent, d'après Frank (1971:90), l'émergence d'un secteur manufacturier directement concurrentiel avec la métropole.* On pouvait dénombrer un certain nombre d'industries reliées à l'usage du fer et à la production textile. Mais la cour du Portugal ne pouvait tolérer plus longtemps ce ferment d'émancipation économique et la riposte parvint au représentant royal au Brésil sous la forme d'un édit en 1789:

"I (la reine du Portugal) deem it well to order that all the factories, manufactures or shops of ships, of textiles, of gold and silversmithing... or of any kind of cotton or linen, and cloth... or other kind of woolen goods... shall be extinguished and abolished in any place in which they may be found in my dominions in Brazil."

(Frank 1971:190)

Cette tentative de réaffirmation du pouvoir de la métropole devait être une des dernières avant l'effondrement définitif de son rôle dominant au Brésil et ailleurs, car l'Angleterre s'assurait peu à peu l'hégémonie du capitalisme mondial.

* Pourtant, d'après Furtado (1972:12), il n'y aurait pas eu de création d'un secteur manufacturier consistant parce qu'il manquait au Brésil "... le transfert initial d'une technique dont les immigrants étaient ignorants...".

L'EMPIRE DU BRESIL

Après le boom de l'or vers les années 1780, tout le pays retombait dans une période dite d'invololution, c'est-à-dire d'activités économiques qui assuraient à peine le niveau de subsistance pour l'ensemble de la population. L'aristocratie terrienne du Nordeste et les nouveaux riches de Minas Gerais, de Sao Paulo et de Rio de Janeiro ne voyaient aucun débouché interne viable pour leurs capitaux; les contrôles sévères appliqués par la métropole contribuèrent largement à cette stagnation et au drainage des surplus monétaires vers les pays du centre par le canal de la consommation de luxe. Il n'était pas encore question à ce stade de l'évolution du capitalisme mondial "d'exportation de capitaux", "d'investissements directs étrangers" ou de "prêts financiers".

Les liens coloniaux avec le Portugal prennent définitivement fin en 1827, soit cinq ans après la déclaration de l'indépendance; en effet, le Brésil signait un traité donnant à la Grande Bretagne le plein accès aux marchés brésiliens en des termes plus favorables que ceux accordés à l'industrie brésilienne (Frank 1971:192). L'ascension au pouvoir de la classe coloniale dominante formée par les seigneurs de la grande agriculture d'exportation et l'hégémonie britannique se confirment. C'est l'émergence du libéralisme économique (libre-échange) formellement appuyé par la théorie des avantages

comparés de David Ricardo, formulée en 1817. Essentiellement, cette théorie soutenait qu'un pays devait se spécialiser dans des productions où la productivité était la plus élevée. Sur le plan théorique, en tenant compte des réalités de l'époque, cette stratégie économique semblait valable; mais avec le recul, l'analyse nous permet d'observer qu'elle permit à la Grande Bretagne de conserver le monopole de la production manufacturière, confinant les pays périphériques au rôle de producteurs de matières premières nécessaires à l'approvisionnement de l'industrie métropolitaine. Les bases de la division internationale du travail étaient jetées; et par ses mécanismes structurels sous-jacents, soient la tendance à la détérioration des termes de l'échange au profit des pays exportateurs de biens manufacturés et l'échange inégal basé sur l'exploitation des travailleurs de la périphérie, les pays du centre possédaient l'armature leur permettant de maintenir leurs satellites dans un état de sous-développement chronique.

L'intégration du Brésil dans le système capitaliste international venait de franchir une autre étape et c'est ce qui faisait dire à Furtado (1972:83) que:

"En tant que grande plantation de produits tropicaux, la colonie (et en 1822 l'Empire) était intensément intégrée aux économies européennes dont elle dépendait. Elle ne constituait pas un système autonome, mais elle était le simple prolongement d'autres systèmes plus importants."

Les premières décennies de l'Empire sont caractérisées par une profonde récession due principalement au prix non-concurrentiel de toutes

ses productions: sucre, coton, tabac et cacao. La Grande Bretagne, forte de son nouveau statut et de ses énormes ressources en capitaux*, comble les déficits successifs de la balance des paiements, déficits observés surtout au chapitre de la balance commerciale. La Grande Bretagne retirait de cette pratique un double intérêt: d'un côté elle alimentait l'expansion hégémonique de son empire en s'assurant le contrôle politique des autorités brésiliennes; de l'autre, elle protégeait ce marché pour l'exportation de sa production manufacturière.

L'endettement s'accumule à un point tel qu'au milieu du siècle, le service de la dette dévore 40% des entrées d'argent au Brésil (Frank 1971:194). Les premiers jalons d'un développement économique dépendant des ressources financières étrangères sont mis en place et se perpétueront dans l'avenir sous différentes formes.

L'essor de la demande mondiale de café vers les années 1860 permet au Brésil de sortir d'une très longue période de stagnation économique. Ce secteur de production qui s'affirmait déjà dans les années 1830 en tant qu'élément important de l'exportation brésilienne, prendra une expansion extraordinaire au milieu du siècle et sa progression sera par la suite soutenue et constante.

Les conséquences immédiates du cycle de la production caféière sur l'infrastructure socio-économique du Brésil peuvent se résumer comme suit:

* Avec la libéralisation des échanges de produits, on assiste à l'embryon de la libre circulation des capitaux.

1° Rio de Janeiro, promue capitale, devient le premier marché de consommation du pays, assurant ainsi la prépondérance de la dynamique économique de l'ensemble du Brésil à cette région. D'ailleurs, dès cette époque, on peut qualifier les relations entre le Nordeste et le Sud de "colonialisme interne": en plus de fournir une partie de la main-d'oeuvre à l'économie du Sud, les surplus en capitaux du Nordeste servent à la croissance de la production caféière sous forme d'investissements.

2° L'exportation du café et sa valeur marchande appréciable, en plus des coûts de production très bas, permettent aux producteurs de bénéficier de revenus abondants. Une part importante de ce surplus est réinvestie dans l'augmentation de la production de café, mais une portion sert à financer l'infrastructure des transports et communications de la région, ce qui n'a pas été fait dans le Nordeste.

3° Le boom du café a permis l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs qui eut un rôle déterminant dans le développement du pays. Furtado (1972:101) a d'ailleurs insisté en ces termes sur le rôle de cette classe:

"La nouvelle classe dirigeante naquit dans une lutte qui s'étend sur un vaste front: acquisition des terres, recrutement de la main-d'oeuvre, organisation et direction de la production, transport intérieur, commercialisation dans les ports, contacts officiels, interférences sur la politique financière et économique. Dès le début, ils comprirent l'importance énorme que représentait le gouvernement comme instrument d'action économique. Cette tendance à subordonner

l'instrument politique aux intérêts d'un groupe économique atteindra sa plénitude avec la conquête de l'autonomie des Etats lorsque la République fédérative sera proclamée en 1889. C'est cette claire conscience de leurs propres intérêts qui les distinguent des autres groupes antérieurs ou contemporains."

A cette période d'expansion économique reliée au boom du sucre, correspond une recrudescence marquée des investissements américains et britanniques au Brésil. Les secteurs privilégiés sont les chemins de fer, le télégraphe et les services (Manchester 1966: 108); mais les investisseurs étrangers possèdent des intérêts substantiels dans la production du sucre, dans les manufactures de grains, dans l'emballage de la viande, dans les banques et la finance (Newfarmer et Mueller 1975:96). D'ailleurs, le stock de capital étranger a été estimé à environ 190 millions de dollars US, en 1880 (Baklanoff 1971:191-194).

La pénétration des investissements directs étrangers, la dépendance financière sur les prêts étrangers (surtout britanniques), le drainage des capitaux du Nordeste vers le Sud, l'affirmation d'une classe dynamique d'entrepreneurs, l'osmose grandissante entre la politique et l'économie, représentent les principales caractéristiques de cette période.

LA PREMIERE REPUBLIQUE (1889)

La proclamation de la République le 15 novembre 1889 s'est réalisée avec l'intervention de l'armée brésilienne dont les intérêts "modernisateurs" se confondaient avec ceux des classes supérieures des centres du Sud (Nunn 1972:31). Cet événement suivait d'un an à peine l'émancipation des esclaves (Frank 1971:197) qui aggravait la position déjà précaire de l'aristocratie terrienne du Nordeste et renforçait encore davantage la position dominante des capitalistes du Sud. Cette divergence des intérêts des classes dominantes a contribué à l'accentuation des mouvements autonomistes régionaux, déjà stigmatisés par les énormes disparités régionales (De Castro 1966: 86-116). Le découpage du pays en états fédérés illustre bien ces profondes dissensions. Malgré tout, le pouvoir est assuré par une coalition plus ou moins stable des oligarchies terriennes du Nord et du Sud. La dynamique acquise des Etats du Sud leur confère pourtant un avantage décisionnel certain.

L'émancipation des esclaves a permis le développement d'un secteur salarié élargi (surtout lié aux activités de l'exportation du café), et la création du noyau d'une économie de marché interne (Furtado 1972:130). Dès cette époque, les conditions nécessaires à l'émergence d'une classe moyenne urbaine semblent réunies. Elle est composée essentiellement d'employés du gouvernement, civils et mili-

taires, employés du commerce, salariés urbains, producteurs agricoles liés au marché interne, groupes industriels naissants (Furtado 1972: 148). Cette nouvelle classe sociale jouera un rôle déterminant dans le renversement de la république oligarchique en 1930.

Certaines caractéristiques structurelles s'affermissent durant cette période, mais un certain nombre de nouvelles s'imposent timidement, toujours liées au développement dialectique du capitalisme mondial:

1° Accentuation de la pénétration du capital étranger: de 190 millions de dollars qu'il était en 1880, le stock de capital étranger a augmenté à 1.9 milliards en 1914 et à 2.6 milliards en 1930 (Baklanoff 1971:191-194).

2° La politique et l'économie sont définitivement complices: les politiques successives de dévaluation adoptées durant cette période répondaient aux intérêts des groupes exportateurs (oligarchie terrienne) qui augmentaient ainsi la concurrentialité de leurs produits sur les marchés mondiaux. Mais cette politique se faisait au détriment du pouvoir d'achat des classes moyennes urbaines émergentes parce qu'elle s'accompagnait invariablement d'une forte inflation domestique, sans réajustements proportionnels des salaires (Frank 1971: 197). Ce phénomène réapparaîtra subséquentement à chaque période d'expansion économique. De plus, les dévaluations contrecarraient les plans des groupes industriels naissants: en effet, ces derniers vi-

saient principalement l'augmentation de leur capacité productrice qui ne pouvait se réaliser que par l'importation d'une technologie étrangère fortement surenchérie à chaque dévaluation, limitant derechef leur potentiel d'expansion (Furtado 1972:148).

3° Le développement industriel prend des proportions significatives durant cette période. Le nombre d'établissements industriels est passé de 626 en 1889 à 3000 en 1907 et à plus de 13,000 en 1920 (Simonsen 1939:25-26-31). D'après Frank (1971:198), l'augmentation la plus significative s'est réalisée durant la première guerre mondiale, qui correspond à un relâchement de la domination des pays européens, surtout la Grande Bretagne, sur leurs satellites. Cet affaiblissement des liens de dépendance a permis aux capitalistes locaux d'affermir les bases d'une industrie légère typiquement nationale et de plus en plus diversifiée.

4° Un phénomène nouveau apparaît au début du vingtième siècle: la dénationalisation par "take over". Le début des années 1900 a vu les entreprises étrangères acheter des compagnies brésiliennes, mises en difficulté à cause de la surproduction mondiale de café. Le gouvernement, pour alléger cette contraction des prix, a pris des mesures pour supporter le prix du café et emmagasiner les surplus, politique qui dure toujours d'ailleurs. Cependant, le phénomène n'est pas limité au secteur du café mais à l'ensemble de l'industrie. En effet, une bonne partie du dynamisme économique des Etats du Sud, où

sont concentrées les entreprises, repose sur les surplus économiques issus de l'exportation du café; cette production étant mise en difficulté, toute l'économie s'en ressent. De plus, l'oligarchie caféière investit une part importante de ses épargnes dans l'industrie locale et l'osmose entre l'agriculture et l'industrie est grande.

PREMIERE PERIODE DE VARGAS: 1930-1945

Les "tenentes", jeunes officiers de l'armée, appuyés principalement par l'oligarchie foncière de São Paulo, par la bourgeoisie industrielle et les couches urbaines, renversèrent la République oligarchique en 1930 (Quartin 1971:671). Avec cette "révolution", la classe dominante traditionnelle concédait le monopole du pouvoir central et s'obligeait à composer avec la bourgeoisie industrielle des Etats du Sud, qui progressivement assurera son hégémonie.

Pourtant, l'éclatement des contradictions internes de la classe dominante et la promotion des intérêts "nationalistes" de la bourgeoisie industrielle n'auraient pu se concrétiser sans leur exacerbation par l'effondrement du système capitaliste mondial en 1929 (Dos Santos 1974:446). Les effets immédiats de la crise économique contribuèrent à augmenter le mécontentement interne et à accélérer le processus de désynchronisation du système politique brésilien, déjà passablement perturbé. En effet, entre 1929 et 1930, les prix

et la demande de café baissèrent dramatiquement, au point où les revenus de l'exportation passaient de 95 millions de livres sterling à 66 millions (Frank 1971:202). Le gouvernement brésilien, sous la présidence de Washington Luis, décide de couper les dépenses publiques afin d'accroître ses revenus et de payer les crédetes étrangers. Parallèlement, le gouvernement américain réduit son support financier de l'ordre de 10%.

A cette détérioration économique correspond l'envenimement du climat social et l'effervescence de la contestation politique. Les conditions sont réunies pour installer à la présidence Getulio Vargas, militaire et fils d'une grande famille terrienne, connu pour ses idées "nationalistes" et "progressistes"*.

Encore une fois, la conjoncture internationale, liée au recul de l'impérialisme aux prises avec les problèmes immédiats de la crise économique et, subséquemment, avec la deuxième guerre mondiale, sert de catalyseur aux vecteurs de changements nationaux.

Le début du mandat de Vargas s'accompagne d'une diminution considérable des échanges internationaux, dont les retombées provoquent de graves déficits dans la balance des paiements (Skidmore 1967:42), et une baisse significative de la capacité d'importer du pays.**

* Le mot progressiste est pris ici dans le sens de modernisateur.

** La capacité d'importer du pays, évaluée à partir des revenus d'exportation, était, en 1932, 2.5 fois inférieure au niveau de 1929 (Newfarmer et Mueller 1975:96).

Ces contingences l'obligent à adopter une stratégie économique particulière basée sur la production industrielle interne des produits de consommation courante, dont les prix sont devenus trop onéreux suite à la capacité d'importer réduite du pays, ou encore parce que les produits sont devenus trop rares conséquemment à la diminution du volume des échanges internationaux. C'est ce qu'on a appelé le développement économique par la substitution des importations. Mais les lois "obscurcs et anarchiques" du libéralisme économique ayant déjà plongé l'Amérique et l'Europe dans la pénombre et la misère ne pouvaient répondre aux objectifs restrictifs de la nouvelle stratégie brésilienne. C'est ainsi qu'en 1937, Vargas proclame l'Estado Novo qui institutionnalisait l'intervention directe de l'Etat dans l'économie.*

"Les entrepreneurs privés étaient encouragés à continuer leurs propres efforts, pendant que le gouvernement fédéral étendait son autorité pour diriger l'économie sous deux approches principales: 1) l'administration de stimulants comme les taxes, le contrôle sur l'échange et les salaires, les quotas d'importation, le contrôle sur le crédit; 2) et l'intervention directe au moyen d'investissements publics, dans des sphères comme les chemins de fer, la navigation, les services publics et des industries de base comme le pétrole et l'acier."

(Skidmore 1967:43)

L'interventionnisme accru de l'Etat s'est fait sous l'étiquette de l'autoritarisme entraînant la répression des partis progressistes,

* L'Estado Novo suivait dans les grandes lignes les tendances du grand économiste anglais Keynes qui proposait au début des années '30 un interventionnisme accru de l'Etat. Théorie qui a concouru à la proclamation du New Deal en 1932 par Roosevelt.

l'unification et l'intégration des centrales syndicales sous contrôle étatique, l'expansion de l'armée, la concentration des pouvoirs entre les mains du Président suivi de l'effritement proportionnel de l'autorité des Etats.

Suivant les propos de cette section, les principales caractéristiques de l'exercice présidentiel de Vargas peuvent se résumer comme suit:

1° Une période intense de substitution des importations qui permet le développement de la bourgeoisie nationaliste industrielle et d'un prolétariat urbain (Furtado 1972:168).

2° L'affaiblissement de l'hégémonie des grands capitalistes liés à l'exportation qui est une résultante directe du relâchement de la satellisation du Brésil par rapport aux pays du centre.

3° L'intervention accrue de l'Etat dans la marche de l'économie brésilienne, en plus d'une centralisation des pouvoirs, ce qui a contribué au gonflement du secteur tertiaire et à l'effritement de la tendance autonomiste des Etats.

4° En privilégiant la bureaucratisation et la production industrielle au détriment de la production agricole, le gouvernement brésilien a favorisé l'expansion d'une classe moyenne surtout concentrée dans les Etats du Sud.

LA PRESIDENCE DE DUTRA: 1945-1950

Vargas tout au long de son règne a usé de finesse pour tenter d'occulter les contradictions internes entre classes dominantes. En 1945, à la fin de la guerre, il a été limogé par ceux-là mêmes qui l'avaient mis au pouvoir, les militaires. Après huit ans d'autoritarisme, une partie importante de la population espérait recouvrer ses droits démocratiques. Il y eut une élection qui installa le général Dutra au pouvoir le 2 décembre 1945.

"Tant que la conjoncture politique internationale a favorisé Vargas, son Front National a pu se maintenir malgré ses faiblesses organisationnelles et ses contradictions internes. Mais lorsque se termina la Deuxième Guerre Mondiale et que l'hégémonie Yankee s'affirma sur l'ensemble du système capitaliste, la possibilité de jouer sur les contradictions inter-impérialistes, d'y fonder une politique étrangère nationaliste et aussi indépendante que possible disparaissait."

(Quartim 1971:673)

La présidence de Dutra s'est déroulée en deux étapes distinctes. Jusqu'en 1947, c'est un retour au libéralisme économique d'avant 1930 (Skidmore 1967:65-72). Sous les pressions psychologiques et concrètes de la victoire des Alliés sur le fascisme hitlérien, de l'hégémonie acquise de la démocratie américaine, du plébiscite des élections de 1945 qui demandaient sans équivoque le retour aux pratiques démocratiques, Dutra et ses conseillers ouvrent les frontières aux impor-

tations de biens manufacturés. Les crédits à l'importation et le maintien du cours élevé du cruzeiro (Skidmore 1967:70) sont autant de gifles infligées au nationalisme industriel. Mais cette ouverture sur le commerce mondial s'est soldée par un vacuum dramatique des réserves accumulées de devises étrangères*: de 708 millions qu'elles étaient en 1945, elles sont passées à 92 millions au premier quart de l'année 1947, diminuant derechef la capacité d'importer du pays (Skidmore 1967:70).

Alliées à ces facteurs économiques, les pressions de la bourgeoisie industrielle, qui avait affirmé son pouvoir depuis 1930, forcèrent le gouvernement à réviser sa stratégie économique. On revint à une certaine forme sélective de contrôles sur l'importation, en plus de pratiquer une politique de crédit aux secteurs clés de l'économie (Furtado 1972:183).

La reprise du commerce international, liée à ces mesures, a favorisé l'expansion du secteur industriel, qui s'était pourvu d'une capacité de production suffisamment importante durant sa longue période de gestation, pour répondre à l'accroissement de la demande.

* Les réserves de devises étrangères ont été passablement augmentées durant la présidence de Vargas, surtout durant la guerre. Les belligérants avaient une production de guerre, ce qui permettait aux pays périphériques non-engagés de jouer un rôle privilégié de fournisseurs de denrées alimentaires et de matières premières. La demande étant très élevée, les cours furent favorables; de plus la production de biens manufacturés voués à l'usage courant était réduite au minimum dans les pays du centre, diminuant ainsi les importations. La balance commerciale s'en trouva très avantagée.

Mais, avec la reprise des liens avec le capitalisme mondial, réapparaît le phénomène vicieux de l'inflation. Entre 1945 et 1953, le niveau général des prix augmentait de plus de 130% (Furtado 1972: 185). Cette inflation galopante s'est faite sentir surtout à partir de 1949 parce que l'accroissement du prix du café a généré une augmentation des revenus de ce secteur, sans qu'il y ait pour autant une augmentation parallèle des importations. Ce phénomène a ainsi contribué à l'expansion de la masse monétaire, que les banques accélérèrent parce qu'elles augmentaient leur capacité de crédit. La dynamique de ce système serait d'après Furtado (1972:194) à la base du processus inflationniste brésilien. Ce processus inflationniste aigu, et la hausse vertigineuse des prix qui en découle, place la population dans une situation précaire parce qu'il n'y aurait pas de contrepartie équitable des revenus (Skidmore 1967:111). Baer (1965:101-135) explicite davantage en disant que l'essor économique du Brésil depuis l'après-guerre s'est réalisé grâce à un transfert de revenus allant des travailleurs vers les entrepreneurs privés et le secteur public; ce transfert s'opérant principalement grâce à l'inflation.

De ces commentaires, il est possible de résumer un processus causal caractéristique - mais non exclusif - au Brésil par la chaîne de causalité suivante:

INFLATION → EXPLOITATION → EXPANSION

La reprise des liens étroits avec le capitalisme mondial et la mise en place d'un régime politique favorable à cette reprise ont encouragé la pénétration massive de capitaux étrangers, particulièrement américains. En 1946, la valeur des investissements américains n'atteignait pas \$323 millions; mais en 1950, elle gonflait à \$644 millions, soit presque le double en cinq ans (Newfarmer et Mueller 1975:96). Le secteur manufacturier reçoit déjà la majeure partie de ces argents (id.:104), accentuant de ce fait la substitution des importations de biens légers et intermédiaires pour le marché interne. Les investissements étrangers sont dirigés intentionnellement vers ce secteur par le gouvernement qui subventionne les importations de biens de capital et qui adopte des mesures de protection tarifaire sur les importations de biens légers et intermédiaires.

Considérant l'ensemble des thèmes développés dans cette section, nous pouvons synthétiser la Présidence de Dutra en cinq points:

1° Dutra a réellement mis en place une structure qui privilégiait les relations entre le capital international et le secteur manufacturier brésilien. Ce secteur continue à être le centre d'intérêt primordial pour le gouvernement, malgré la prépondérance incontestée du secteur agricole au chapitre de l'apport de devises étrangères.

D'un autre côté, l'expansion de la pénétration du capital direct étranger dans ce secteur représente une menace certaine pour les industriels nationalistes brésiliens. En effet, le spectre de la

dénationalisation de l'économie devient imminent, dès lors où la puissance que véhiculent ces investissements est de beaucoup supérieure à celle que possèdent les investisseurs locaux. Il est nécessaire de rappeler que cette période coïncide avec le début d'une nouvelle étape de l'évolution des entreprises multinationales qui commencent à investir massivement dans le secteur des produits manufacturés.

2° Après une courte période de "laisser-faire", l'interventionnisme gouvernemental se réaffirme: les investissements du gouvernement fédéral, incluant les compagnies publiques, ont triplé de 1947 à 1950 (Baer 1965:297) et les politiques particulières de contrôle sur les importations, de stimulants pour la production industrielle, de l'ouverture sur le crédit, sont autant de manifestations de la volonté des autorités d'orienter la marche de l'économie interne.

3° Le rétablissement du volume des échanges internationaux, la capacité accumulée d'importer, les subventions à l'importation de biens de capital, et peut-être la longue période de rétention de la population privilégiée au chapitre de la consommation de produits étrangers, représentent les principales causes de la croissance rapide des importations* et de l'endettement qui s'en suit. Le resserrement des liens avec l'impérialisme tend encore une fois à plonger le Brésil dans le cercle infernal de la dépendance financière.

* Les importations générales ont augmenté de 83% entre 1945 et 1951; mais les importations de biens d'équipement grimpaient à elles seules de 338% (Frank 1971:210).

4° La production manufacturière augmentait de 9% par année, pendant que la production agricole croissait au même rythme que l'output per capita, soit d'environ 3,2% (Baer 1965:254; Skidmore 1967:71). Le secteur industriel serait d'après ces chiffres le principal acteur dans la formation interne de capital et la croissance économique du Brésil; et cela malgré la part insignifiante de ce secteur au chapitre des revenus tirés de l'exportation. Les capitaux du secteur agricole, s'ils ne sont pas réinvestis pour la croissance de cette production*, sont drainés par le biais du secteur bancaire ou de l'osmose directe entre les deux secteurs, vers l'augmentation de la production industrielle.

5° En bipolarisant la lutte hégémonique à l'échelle de la planète, Truman "institutionnalise" la Guerre Froide et la course aux armements en 1948, cautionnant ainsi les volontés modernisatrices des militaires brésiliens dès lors assujettis à la stratégie de défense globale de l'Occident. Cet alignement idéologique avec les Etats-Unis ne peut être négligé parce qu'il servira de support à la politique interne de tous les gouvernements qui suivront sauf pour la deuxième présidence de Vargas et les courtes apparitions de Quadros et Goulart. L'orientation politique adoptée permettra la libre pénétration des capitaux étrangers (surtout américains), la répression de tous les mouvements nationalistes et progressistes, et le renforcement progressif des classes économiques liées au capital international.

* On observe durant cette période un accroissement des revenus tirés de l'exportation des produits agricoles, mais ils proviennent davantage d'une amélioration des prix sur le marché mondial que d'une augmentation des exportations.

LES ANTECEDENTS DE LA DICTATURE MILITAIRE DE 1964

Vargas pendant ce temps ne reste pas inactif, et par une série de gestes calculés il réussit peu à peu à effacer l'image du "dictateur" pour développer celle du "démocrate", surtout par la création du Parti des Travailleurs du Brésil. Il parvient à se faire élire en 1951.

Son retour correspond à une ultime tentative de nationalisme industriel dont la base est le développement à partir de la bourgeoisie industrielle locale et des entreprises d'Etat (Petrobras et Electrobras entre autres).

La situation générale du pays au moment de son arrivée au pouvoir était complexe et explosive: déficits chroniques et croissants de la balance des paiements; inflation galopante; "soviétisation" de la gauche dont il perd l'appui; "américanisation" définitive d'une large part des forces armées qui demandent des mesures plus énergiques pour contrer les menaces internes par un rapprochement accru avec les Etats-Unis; insatisfaction des classes moyennes qui voient leur pouvoir d'achat diminuer de jour en jour; opposition farouche des industriels brésiliens à la suite de l'augmentation de 100% du salaire minimum en 1954, etc...

Ces tensions internes ne peuvent être dissociées du contexte international; mais il n'est pas de notre ressort dans cette courte

rétrospective de dégager les causes des effets, les symptômes des maladies. Nous nous contenterons de proposer les remarques suivantes: d'abord, une autorité civile peut se maintenir au pouvoir par la dictature tant et aussi longtemps que le niveau de conscience des intérêts de classe est confus et embryonnaire, comme durant la période de l'Estado Novo ou comme un bon nombre de pays africains à l'heure actuelle; ensuite, toute politique économique visant à une meilleure redistribution des richesses nationales, comme a voulu le faire Vargas à son deuxième mandat, crée une conjoncture interne qui favorise la polarisation des intérêts de classe, car ce type de politiques économiques adoptées dans des pays dépendants se fait au détriment de la croissance et de la perpétuation des avantages socio-économiques acquis, ce que le péronisme en Argentine a très bien illustré (Alschuler 1977).

Ces remarques permettent de saisir, bien superficiellement nous l'avouons, les contextes très différents qui prévalaient lors de chacun des deux mandats de Vargas. Mais le climat socio-politico-économique du pays, à chacune de ces périodes, tient essentiellement de sa position structurelle de dépendance, car la marge de manoeuvre permise à l'intérieur du pays est profondément liée à l'espace que les centres hégémoniques laissent à la périphérie pour décider de son destin. D'ailleurs la responsabilité de l'échec des politiques nationalistes de Vargas* reviendrait à l'ingérence intéressée des pays métro-

* Mentionnons entre autres les contrôles sur le rapatriement des profits et l'instauration d'un taux de change multiple visant à diminuer les importations.

politains et principalement des Etats-Unis dans les affaires internes du pays. Cet échec l'a conduit au suicide en 1954 et il laissait un testament politique qui dénonçait l'intervention extérieure en ces termes:

"... une campagne souterraine de groupes internationaux joints à des groupes nationaux ont tenté de saboter les garanties des travailleurs, les contrôles sur les profits excessifs, les projets pour la création de Petrobras et d'Electrobras. Les profits des entreprises étrangères ont grimpé de 500% annuellement pendant que les mesures brésiliennes pour protéger ses exportations de café provoquaient de violentes pressions sur l'économie interne au point d'obliger le Brésil à les abandonner."

(Skidmore 1967:142)

Cette lettre rejette également le blâme sur les manigances de l'aile droite brésilienne, classe-clientèle de l'impérialisme (Frank 1971: 210).

Le suicide de Vargas a entraîné d'importantes manifestations dans tout le pays, ce qui a en quelque sorte désamorcé les protagonistes d'une politique économique moins nationaliste, c'est-à-dire de plus en plus liée au capitalisme international. Le vice-président en titre, Café Filho, remplace immédiatement Vargas. Au début de son mandat, il eut à composer avec les nationalistes mais très vite les "développementalistes" réussirent à imposer leurs vues. Les principaux fronts sur lesquels Filho devait expressément intervenir étaient les mêmes qui ont contribué à exacerber la crise politique sous Vargas,

soient l'inflation et les déficits de la balance des paiements (Skidmore 1967:159). En un peu plus d'un an, il y eut trois ministres des finances - Gudin, Whitaker, Câmara - qui ont tenté avec l'aide du gouvernement américain et du F.M.I. (Fonds Monétaire International) de juguler l'inflation et de diminuer le déficit de la balance des paiements. Une politique sévère anti-inflationniste a été mise de l'avant. Elle était très orthodoxe, donc basée sur la compression de la masse monétaire par des coupures des dépenses gouvernementales et par une diminution du crédit bancaire. Les résultats n'ont pas été concluants car le niveau de vie à Rio de Janeiro augmentait de 26% en 1954 et de 19% en 1955 (Skidmore 1967:161).

Par contre, du côté de la balance des paiements, les politiques drastiques de contrôle des importations ont permis au pays d'équilibrer virtuellement son compte courant, de liquider plus de \$200 millions de dettes à court terme et de diminuer de 30% les importations par rapport à l'année 1954 (Skidmore 1967:162). Mais ce résultat probant se serait accompli au détriment des compagnies nationales brésiliennes et à l'avantage des entreprises étrangères. En effet, ces dernières pouvaient importer leurs équipements au prix du marché, pendant que les firmes nationales devaient passer par le filtre des tarifs gouvernementaux imposés à l'importation; de plus, les entreprises étrangères pouvaient acheter de l'équipement usagé, ce qui n'était pas permis aux firmes nationales (Frank 1971:211). Ces dispositions permettaient aux entreprises étrangères de produire

à un coût que ne pouvaient pas rencontrer les firmes nationales. Elles furent appliquées jusqu'en 1961, contribuant ainsi à la dénationalisation de l'économie brésilienne par "take over" de firmes nationales par les entreprises multinationales (EMNs), et permirent également de continuer le développement industriel par substitution des importations (Bergsman 1972:71).

L'intérimaire de Filho se terminait en 1955 comme prévu par la constitution et il fut marqué par de nombreux troubles internes où s'entrechoquaient les diverses tendances des factions de la classe dominante. Les militaires, profondément anti-gétulistes, et dont les intérêts modernisateurs s'alliaient assez bien avec les développementalistes, tentèrent deux coups militaires pour empêcher Kubitchek de se présenter aux élections à la tête de l'alliance entre le Partido Social Democratico (PSD) et le Partido Trabalhista Brasileiro (PTB*) parce que ses visées politiques se rapprochaient sensiblement de celles de Vargas.

Ces tentatives ayant échoué, Juscelino Kubitchek fut élu président en 1955 et son mandat se continua jusqu'en 1960. Il adopta une stratégie mixte appelée "développementalisme-nationalisme" (Skidmore 1967:164) dont l'essentiel peut se résumer comme suit: une grande ouverture aux investisseurs privés domestiques et étrangers spécialement dans le secteur industriel; un effort supplémen-

* D'ailleurs le PTB a été fondé par Vargas après la Deuxième Guerre Mondiale.

taire du gouvernement brésilien dans les investissements pour l'infrastructure des transports et la production d'énergie; l'oubli systématique de l'agriculture et de l'éducation; la continuation de la politique de protection des importations. Les principaux effets de cette politique économique sont les suivants:

1° Les investissements directs étrangers entre 1956 et 1960 ont été 2.5 fois supérieurs à ceux réalisés entre 1951 et 1955 (Baer 1965:70), et ces investissements étaient principalement acheminés vers le secteur manufacturier (Newfarmer et Mueller 1975:108).

2° Le taux de croissance de la production industrielle a été remarquable durant cette période: il s'est accru de 80% (en prix constant), avec un accent sérieux mis sur l'industrie de l'acier (100%), l'industrie mécanique (125%), l'industrie de l'électricité et des communications (380%), et l'industrie des équipements de transports (600%) (Skidmore 1967:164). L'agriculture par contre continuait à demeurer secondaire dans la croissance de la production intérieure comme elle l'avait été depuis l'après-guerre: entre 1947 et 1961, l'agriculture a compté pour 18% de l'augmentation absolue du produit intérieur brut, le reste étant attribué au secteur non-agricole (Baer 1965:69). Pourtant, l'exportation de biens agricoles constituait encore la base de l'apport de devises étrangères, et bien que la valeur des exportations de biens manufacturés ait augmenté durant le mandat de Kubitchek, ce secteur demeure insi-

gnifiant pour l'ensemble de la valeur des exportations (Baer 1965: 285). Il devient clair que la croissance du secteur industriel est surtout axée sur la substitution des importations et est permise dans une certaine mesure par le transfert des ressources financières du secteur agricole.

3° Kubitchek, pour assurer le développement industriel, espérait renforcer les liens avec les Etats-Unis par des commissions conjointes comme la Commission Etats-Unis-Brésil, des groupes de travail, et surtout les institutions bancaires de développement dont la Banque Import-Export des Etats-Unis. D'ailleurs cette dernière aurait été, selon Skidmore (1967:377 renvoi no 7), la principale source de revenus du gouvernement brésilien durant cette période. Ces rapprochements rendus nécessaires par les impératifs de la croissance industrielle contribuèrent, sous le couvert des objectifs de la sécurité continentale, à l'affermissement de l'impérialisme américain et des liens de dépendance financière du Brésil par le truchement de l'endettement. On observe, en effet, que la dette extérieure du Brésil a presque doublé entre 1957 et 1961, comparativement à la période de 1952-1956 (Tyler 1976: appendice). Les paiements dus sur la dette étrangère comptaient pour 40% du total des revenus d'exportation à la fin des années '50 (Dos Santos 1974:452).

4° Parallèlement à l'affermissement du capital étranger et du clientélisme qui s'y rattache, le mouvement paysan (La Ligue Paysanne)

se radicalise par la revendication d'une réforme agraire en profondeur, ce qui crée des tensions avec l'aristocratie terrienne. Le prolétariat représenté par le rapprochement du Parti Communiste, que Dutra a vainement tenté de faire disparaître, et le Parti du Travail Brésilien constitue jusqu'à la fin des années '50 un soutien important pour la bourgeoisie nationaliste. De plus, Kubitchek accentue la répression des communistes surtout par des actions directes sur les syndicats qu'ils contrôlaient (Skidmore 1967:113), répondant ainsi aux volontés qu'exigeait le rapprochement étroit qu'il avait entrepris avec les militaires.

A la fin des années '50, on assiste à une dissociation de la paysannerie et du prolétariat d'avec les intérêts bourgeois, et à une recrudescence des groupements de gauche, surtout à partir de 1961 sous Quadros. L'émergence du Front de Mobilisation Populaire, du Commandement Général des Travailleurs, de la Confédération des Travailleurs, du Commandement Général des Sergents, de l'Union Générale des Etudiants, etc., a provoqué la réaction de la droite avec la formation entre autres de la Société Rurale Brésilienne, du Groupe d'Action Patriotique, des Milices Anti-communistes, de la Patrouille Auxiliaire Brésilienne. Au début des années '60, la radicalisation à gauche comme à droite monte, les grèves se succèdent, c'est le chaos politique et social. En 1961, le taux de croissance per capita était encore de 4%, mais en 1962 il tombait à 0.7%, en 1963 il diminuait de 1% et en 1964, il baissait de 6% (Frank 1971:

211). La dégradation des relations entre Goulart et Kennedy a entraîné une diminution importante des prêts officiels: entre 1958 et 1960 la moyenne atteignait \$190 millions, mais elle n'était plus que de \$140 millions pour 1962 et 1963 (Newfarmer et Mueller 1975:98). Finalement le taux d'inflation atteignait 100% en 1964.

L'ensemble de ces indicateurs économiques illustre bien la précarité de la situation de ces années troubles, et semble confirmer que l'instabilité politique entraîne la stagnation économique, une résultante de la faible marge de manoeuvre d'un pays dépendant financièrement de l'extérieur.

Quadros (1960-61) et Goulart (1961-64), les "populistes" opposés aux développementalistes, dont les principaux appuis se trouvaient dans l'aile droite de l'UDN, ne purent réconcilier les intérêts divergents des classes dominantes, les masses ouvrières, le latifundium, les masses paysannes.

Devant cette crise structurelle, la bourgeoisie nationaliste qui s'était, depuis Vargas, acquise l'appui du prolétariat pour atteindre ses visées hégémoniques de classe, a craint un revirement irréversible vers la gauche comme à Cuba, et s'est ainsi ralliée aux autres factions de la classe dirigeante (bourgeoisie internationale, aristocratie terrienne) pour affronter l'ennemi commun. C'était en quelque sorte un quasi-suicide, car elle acceptait de se vendre aux intérêts internationaux, ce qui, comme nous le verrons, revenait à accepter son assimilation progressive.

Dans ce climat d'anarchie qui laissait entrevoir la destruction du système, il est tout naturel que les militaires, endoctrinés par les dirigeants de l'Ecole de Guerre, partisans par excellence du colonialisme interne (Schooyans 1973), aient accepté unanimement la thèse de la subordination totale à l'impérialisme américain. La sauvegarde de la structure de domination rigide et oppressive était maintenant garantie de l'extérieur.

Alors, le putsch militaire de 1964 fut déclenché pour éloigner le spectre de la participation populaire (Arraes 1969:116-118), pour garantir la victoire des grands propriétaires traditionnels (latifundistes) et, en définitive, pour assurer la perpétuation de l'impérialisme américain (Frank 1971:214) par le clientélisme du capital monopoliste brésilien (Dos Santos 1974:449).

LE REGIME MILITAIRE: 1964-....

Le pouvoir est assuré jusqu'en 1966 par le Maréchal Castelo Branco dont l'orientation idéologique s'articule autour de deux pôles: le développement économique et la sécurité nationale. La politique économique principalement conçue et appliquée par le Ministre de la planification Roberto Campos est caractérisée par les mesures suivantes: 1° afin d'augmenter le surplus économique interne, on impose un contrôle drastique sur les salaires. Cette politique devait permettre

aux entrepreneurs d'accroître leur marge de profits sur le dos des travailleurs qui voient diminuer dramatiquement leur pouvoir d'achat, car leurs salaires ne sont pas réajustés au taux d'inflation (Dos Santos 1974:463). Ce taux atteignait 42% pour les six premiers mois de 1964, comparé à 30% pour les mois correspondants de l'année 1963 (Frank 1971:215); 2^o afin de contrer l'inflation, le gouvernement décide de restreindre le crédit, donc de diminuer cette partie de la masse monétaire dite inflationniste (Dos Santos 1974:464); cette mesure serait à la base du phénomène de dénationalisation depuis 1964, car ces restrictions touchent directement les petites et moyennes entreprises nationales qui ne peuvent plus soutenir la concurrence avec les EMNs qui, elles, bénéficient de conditions de crédit exceptionnelles (Galeano 1969:17); 3^o afin de diminuer la dette publique, on décide d'augmenter les revenus tirés de la taxation par la rationalisation du système de taxation; 4^o afin de combler le déficit croissant et persistant de sa balance commerciale, le gouvernement adopte des mesures sévères de contrôle dans le but de diminuer les importations*, et d'augmenter les exportations; 5^o afin d'ouvrir davantage les portes aux investissements étrangers, on permet aux EMNs de rapatrier la majeure partie de leurs bénéfices, contrevenant ainsi aux limites drastiques imposées sous Quadros et Goulart. De plus, elles bénéficient d'une réduction substantielle des taxes sur le revenu et de facilités extraordinaires de crédit (Galeano 1969:16).

* La période de stagnation de ces années (1964-66) facilite la compression des importations car la consommation de biens importés est moins grande.

L'application de ces politiques économiques requiert la mise en place d'une structure répressive efficace car elles sont source d'insatisfaction pour plusieurs couches de la population (travailleurs urbains, travailleurs agricoles, petite bourgeoisie industrielle ...). Et l'alignement du Brésil aux côtés des américains pour la protection du bloc occidental offrait aux gouvernants toute latitude pour exercer une répression sévère sous le couvert de la sécurité nationale. Une des premières mesures a été d'installer des surveillants militaires à l'intérieur des 409 syndicats, des 43 fédérations syndicales et des 4 confédérations (Frank 1971:215) réputés être des bastions du communisme, et devant contribuer à minimiser les effets négatifs des politiques anti-inflationnistes. De plus, Branco s'attaqua directement aux hommes publics dont l'orientation était teintée de gétulisme, aux militaires nationalistes, aux leaders de la gauche; enfin, tous les éléments qui pouvaient éventuellement contrecarrer l'installation du régime d'une dictature militaire dépendante des ressources extérieures.

Lorsqu'il fut remplacé en 1966 par Costa e Silva sous les pressions du Congrès, la synopsis de la situation économique pouvait se lire comme suit:

le taux d'inflation était passé de 87.8% en 1964 à 38.8% en 1966 (Rosenbaum et Tyler 1972:15);

le salaire minimum réel baissait de 16% durant la même période (id.:20);

les revenus provenant de la taxation augmentaient en moyenne de 17% durant son mandat (Wogart 1972:170);

les profits des entreprises nationales restaient stables (id.:184); pendant que le volume des investissements nationaux diminuait légèrement (id.:183);

la dette extérieure baissait considérablement, parallèlement à un surplus inespéré au compte de la balance des paiements (Donnelly 1972:108);

les investissements directs étrangers avaient plus que triplé entre 1964-67 comparativement à la moyenne de 1962-64, passant de \$22 millions à \$73 millions (Newfarmer et Mueller 1975:99), et cela, malgré l'incertitude de la situation économique interne.

La pénétration du capital étranger va minoritairement dans la formation de nouvelles entreprises (Newfarmer et Mueller 1975:122), car ces argents servent principalement à éponger les dettes des entreprises déjà existantes (Dos Santos 1974:465) et à amorcer le processus de dénationalisation par "take over", phénomène dont l'ampleur est sans précédent dans l'histoire du capitalisme mondial (Newfarmer et Mueller 1975:122; Dos Santos 1974:465).

Le milieu des années '60 correspond, d'après plusieurs auteurs (Fishlow 1972; Morley et Smith 1971; Tyler 1973, 1976), à la fin de la phase d'industrialisation par substitution des importations; il faut maintenant développer la capacité interne de consommation et

d'exportation de la production de biens manufacturés. C'est donc un changement complet de stratégie qui s'impose. Ce seront Costa e Silva, Emilio Medici et Ernesto Geisel qui, successivement, verront à appliquer le nouveau modèle de croissance brésilien, qu'on a appelé le "Miracle brésilien". Le phénomène aurait duré de 1968 à 1973, pour perdre ensuite de sa vivacité surtout à cause de l'augmentation vertigineuse du prix du pétrole, de la capacité limitée d'expansion du marché de consommation interne, de l'insuffisance de l'investissement direct étranger comparativement à celui escompté, et enfin de la difficulté d'imposer la consommation de sa production industrielle sur les marchés mondiaux.

Pour bien saisir l'évolution de la situation politico-économique brésilienne à partir de 1968, nous répondrons aux trois questions suivantes: Quelles ont été les performances économiques durant le "miracle brésilien"? Quels ont été les effets immédiats du modèle de croissance sur l'organisation de la classe dominante? Et à quels coûts ce miracle s'est-il réalisé?

1. De 1968 à 1974, le rythme de croissance du PNB au Brésil a été de l'ordre de 10% par année (Tyler 1976:863) et on réussissait à ramener l'inflation à un taux acceptable, soit entre 20-25% (1968-73), comparativement à 40% entre 1961-66 (Denis 1976:343). Durant la même période les revenus tirés des exportations ont plus que triplé, celles-ci étant encouragées par de mini-dévaluations périodiques de l'or-

dre de 1 à 2% toutes les sept ou huit semaines (Denis 1976:347); mais le déficit de la balance des paiements augmentait considérablement, reflétant surtout l'apport massif de capitaux étrangers. D'ailleurs, seulement entre 1970 et 1973, les investissements directs étrangers nets passaient de \$131 millions à \$979 millions (World Tables 1976:469). Les dépenses gouvernementales, comprenant en plus des dépenses courantes les dépenses pour la défense, les transferts de propriété, les subsides aux producteurs et les paiements d'intérêt sur la dette publique, sont passées de 16.3% du PIB en 1965 à 25.4% en 1973 (World Tables 1976:444). L'augmentation du PNB/C entre 1965 et 1973 a été en moyenne deux fois supérieur au taux d'augmentation de la population durant la même période (World Tables 1976:396). Et finalement, pour terminer cette liste des principaux indicateurs du "miracle économique brésilien", nous dirons que les exportations des produits manufacturés passaient, entre 1965 et 1973, de 5.7% à 27.2% du total des revenus tirés des exportations, pendant que la position des produits agricoles se détériorait de 10%, tout en conservant la première place à ce chapitre (World Tables 1976:452).*

A la lumière de ces données, il n'est pas abusif de prétendre que le Brésil a connu durant cette période une expansion économique exceptionnelle qui s'est développée de pair avec une conjonction de facteurs particulièrement favorables, dont les principaux sont: la guerre du Viet Nam qui a favorisé à la hausse le cours des matiè-

* Les exportations de biens manufacturés ne comptent encore que pour 5% du total de cette production en 1974 (Tyler 1976:866).

res premières; la courte dépression économique des Etats-Unis qui a permis aux capitaux d'affluer car la rentabilisation des investissements était de beaucoup plus favorable au Brésil; la capacité du régime militaire à exercer une forte répression sur les agents économiques et sociaux, ce qui leur permettait d'appliquer des mesures discriminatoires et impopulaires sans craindre la violence civile organisée; et enfin, on peut mentionner que le fait d'avoir une capacité de production industrielle "développée" permettait au gouvernement de réorienter sa stratégie globale de développement économique, passant d'une économie de substitution des importations à une économie d'exportation.

2. L'octroi de crédits à l'exportation de biens manufacturés, les dévaluations successives, l'augmentation des taxes sur la propriété des terres non-cultivées et la diminution des pouvoirs politiques des chefs locaux, toutes ces mesures devaient raviver l'instinct nationaliste du vieux latifundio et de la petite bourgeoisie industrielle et manufacturière. D'un côté, les latifundistes subissaient les affres d'une détérioration des termes de l'échange de leurs produits, en même temps qu'une augmentation de leurs impôts et taxes. De l'autre côté, la petite bourgeoisie devait faire face à une concurrence déloyale des EMNs que les politiques gouvernementales favorisaient en leur accordant une grande accessibilité aux sources de crédit locales et étrangères. La crainte incontrôlée du communisme qui leur avait fait oublier leurs intérêts de classe en 1964 leur ap-

paraissait maintenant dérisoire, surtout en raison de la politique de détente. Cette scission de la classe dominante se retrouve à l'échelle de l'armée et est à l'origine des événements de 1968, comme ceux de ces derniers mois (1976-77). L'opposition grandit malgré la répression et est principalement représentée par le seul parti d'opposition officiel, le Movimento Democrático Brasileiro (MDB) qui peu à peu réussit à devenir majoritaire au Congrès, sans pour autant influencer directement sur la chose publique.

3. Les principaux coûts de cette croissance accélérée sont une inégalité accrue au niveau de la distribution des revenus et des richesses en général à l'intérieur du pays; et une dénationalisation dramatique de l'économie du pays.

La concentration des revenus entre les mains des 3.2% de la main-d'oeuvre active la plus riche est passée de 27% en 1960 à 33.1% en 1970 (Fishlow 1972:399); et vu sous un autre angle, on observe qu'en 1960, 80% de la population recevait 45.5% du revenu national, comparativement à 36.8% en 1970 (Serra 1973:119). La publication de ces chiffres, issus du recensement de 1970, a contribué au remplacement de Costa e Silva par Médici, ce qui dans les faits ne s'est avéré qu'une simple formalité.

La situation au Nordeste, région vouée à la déchéance comme nous l'avons vu, semble empirer malgré de nombreux investissements de la SUDENE (Superintendance pour le développement du Nordeste) et on

observe un taux de chômage supérieur à 30% (Evans 1974:37). Les surplus économiques continuent à émigrer vers les états industriels du Sud parce que les rendements sur les investissements sont supérieurs aux espérances locales et que les opportunités pour investir dans le Nordeste sont rares.

Pourtant, depuis 1974, pour les raisons brièvement exposées plus haut, la situation économique se détériore entraînant dans son sillon des problèmes sociaux et l'éveil des contradictions internes du système. En 1977, Geisel suspend le Parlement, infiltré majoritairement par des représentants de l'opposition officielle (le MDB), pour éviter l'affrontement entre les forces nationalistes et les tenants du pouvoir qui continuent à prôner la pénétration massive du capital étranger (Juruna 1977:1). Sous la pression de ces conditions internes, le régime militaire a été forcé de prendre une certaine distance vis-à-vis les Américains, en n'entérinant pas, par exemple, la déclaration du Président Carter sur le respect des droits de l'homme. Mais la marge de manoeuvre est étroite, car le Brésil a absolument besoin des ressources financières des Etats-Unis pour combler une dette extérieure qui atteint \$30 milliards (Juruna 1977:1), et du support des pays occidentaux en général qui monopolisent le capital et la technologie, les deux composantes essentielles de tout modèle de développement capitaliste moderne axé sur la croissance industrielle. Encore une fois,

comme tout au long de son histoire de pays dépendant, le Brésil est tributaire de la conjoncture internationale, caractérisée par une grave période de récession, pour orienter sa politique interne. La concentration des richesses, une des tendances fondamentales du système capitaliste, est reproduite à l'échelle du pays; ce qui crée des distorsions profondes entre les intérêts plus nationalistes, voire plus distributifs, et les intérêts qui obéissent quasi mécaniquement aux pressions du système capitaliste mondial. La réponse des militaires brésiliens à ce dilemme cornélien a été d'accentuer la répression, mais il semble que dans un avenir rapproché la crise politique soit inévitable.

Le développement du Brésil nous apparaît, à la lumière de cette brève analyse historique, axé sur l'exploitation sévère de l'ensemble de la population par une minorité possédante qui n'a cessé de s'enrichir au cours des ans sur le dos des travailleurs. De "l'esclavagisme" au "miracle brésilien", la croissance économique a pu se réaliser tantôt grâce à la perception de la plus-value produite par les travailleurs serviles, tantôt grâce à une inflation galopante qui ne s'accompagnait pas de contreparties salariales équivalentes. Que le Brésil ait plus de routes, d'industries, d'écoles, ... qu'au début de la colonie, cela est indéniable; pourtant la majorité du peuple continue à souffrir de la faim, d'analphabétisme, d'absence de libertés civiles de base, etc... Dans ces conditions,

peut-on parler de développement? Peut-on approuver les tenants de la théorie économique du rattrapage du pays périphérique, surtout quand on sait que le Brésil est indépendant depuis 1822? Si plus de quatre siècles d'insertion dans le système capitaliste mondial n'ont pas encore permis à la majorité d'accéder au minimum de bien-être, ne serait-ce pas dû aux relations d'exploitation des pays périphériques par les pays du centre? Relations qui les maintiendraient dans un état de sous-développement structurellement permanent.

Ces questions sont fondamentales quoique très peu discutées, sauf peut-être dans le milieu universitaire; pourtant, il n'y a pas de réponses absolues, comme d'ailleurs dans chacun des domaines où l'homme est impliqué. C'est dans cette perspective que s'inscrit cette recherche: l'important étant d'éprouver quelques hypothèses visant à expliquer une partie du phénomène du sous-développement au Brésil.

Ce premier chapitre sert d'assise ~~factuelle~~ pour étayer l'argumentation théorique de notre modèle empirique et pour saisir les relations dialectiques entre les événements, les bases idéologiques, politiques et économiques.

Avec le prochain chapitre, nous amorçons le coeur de cette recherche, d'abord en brossant un tableau de la pénétration des investissements directs étrangers dans le secteur industriel entre la fin des années '40 et le début des années '70, soit la période

historique analysée par notre modèle; ensuite, en présentant le modèle que nous voulons mettre à l'épreuve; enfin, en développant les principaux concepts et rapports causaux contenus dans le modèle.

CHAPITRE II

PROBLEMATIQUE

Le volume des investissements directs étrangers a varié conjoncturellement depuis 1945, suivant de près le type de régime politique en vigueur. Durant la deuxième Présidence de Vargas, les apparitions controversées de Quadros et Goulart, et même les deux ou trois premières années du régime militaire, les investisseurs étrangers boudèrent le Brésil. Mais pendant les périodes de "stabilité" sociale, correspondant à l'ouverture sans condition au capital étranger, les capitaux affluaient et la croissance économique reprenait. De là à dire que les investissements directs étrangers sont déterminants pour la croissance économique du Brésil, il n'y a qu'un pas. Pourtant, dans la réalité, ce rapport de cause à effet est beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît à première vue.

L'objet de cette thèse est d'en démontrer les principales articulations appuyées sur l'histoire politico-économique du pays. Et pour y arriver, nous exposerons d'abord le modèle théorique qui servira de support aux trois hypothèses nécessaires à la démonstration des principales articulations entre les investissements directs étrangers et la croissance économique au Brésil; ensuite, nous proposerons les définitions sommaires des différents concepts contenus

dans le modèle; enfin, nous présenterons l'argumentation théorique à la base de la formulation des trois hypothèses que nous voulons éprouver statistiquement.

Mais auparavant, nous ferons une courte analyse du mode de pénétration des investissements directs étrangers au Brésil, de leur volume et de leur direction.

LA PENETRATION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES AU BRESIL

Au stade actuel du capitalisme mondial, les Entreprises Multinationales (EMNs) deviennent les pourvoyeurs privilégiés de capitaux et de technologie dans les pays en voie de développement (PEVD). Pour illustrer leur puissance, les données qui suivent sont amplement significatives: en comparant le PNB de tous les pays pour 1973, on s'aperçoit que General Motors est plus riche que la Suisse, le Pakistan et l'Afrique du Sud (Barnet et Muller 1974:15); que le taux de croissance de la majeure partie des EMNs est trois fois supérieur à ceux de tous les pays industriels avancés; et qu'environ 15% du produit mondial brut est réalisé par les EMNs (Cockcroft et al. 1972:3).

Le Brésil a été depuis longtemps une terre de prédilection pour les EMNs. En 1972, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) estimait à \$7 milliards le stock total d'investissements étrangers au Brésil, dont 36% étaient sous contrôle américain. De plus, 50% des ventes locales sont réalisées par des firmes multinationales étrangères (Newfarmer et Mueller 1975: 113). C'est le secteur manufacturier qui est devenu au cours des ans le principal bénéficiaire de ce type d'investissements (voir tableau 1).

TABLEAU 1

La valeur au livre des investissements directs américains au Brésil:
par secteur, sélection d'années.

[in millions of dollars]

Sector	1929		1946		1950		1960		1966		1972	
	Amount	Percent	Amount	Percent	Amount	Percent	Amount	Percent	Amount	Percent	Amount	Percent
Total.....	194	100	323	100	644	100	953	100	1,247	100	2,490	100
Petroleum.....	23	12	45	14	112	17	76	8	69	6	169	7
Manufacturing.....	46	24	126	39	284	44	515	54	846	68	1,745	70
Mining.....	(1)		(1)		(1)		10	1	58	5	136	5
Trade.....	(1)		(1)		(1)		130	14	183	15	(1)	
Public utilities.....	97	50	125	39	134	21	200	20	38	3	(1)	
Other.....	28	14	27	8	110	17	23	3	53	4	440	18

¹ Included in "Other" for the selected years.

Source: Department of Commerce, "U.S. Investments in the Latin American Economy, 1957" (Washington: Government Printing Office, 1958) for years 1929, 1946, and 1950; "Survey of Current Business," various issues for years 1960, 1962, and 1972.

La valeur au livre provient des comptes des firmes

N.B. Seuls les investissements américains sont représentés parce qu'il nous a été impossible de trouver les statistiques appropriées pour les autres pays. Mais cette lacune est minimisée du fait que les investissements européens et japonais datent principalement du milieu des années cinquante et ont été dirigés dès le début vers le secteur manufacturier.

Le tableau 2 nous indique que plus de 90% des opérations pour l'ensemble des investisseurs étrangers, sauf le Canada et les Etats-Unis, étaient concentrés dans ce secteur en 1967. La tendance s'est poursuivie ces dernières années avec la différence que les pays européens et le Japon ont amélioré leurs positions respectives

depuis 1968, rognant ainsi sur la place privilégiée qu'occupaient les américains depuis la première guerre mondiale.

TABLEAU 2

Stock des investissements directs étrangers au Brésil:
par secteur et par provenance.
1967, en millions de \$US.

Sector	Austria	Belgium	Canada	Denmark	France	Germany	Italy	Japan	Nether-lands	Norway	Portugal	Sweden	Switzer-land	United Kingdom	United States	Total
Petroleum.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10.0	79.0	89.0
Mining and smelting.....	0	0	0	0	4.0	2.0	0	0	0	0	0	0	0	2.0	68.0	76.0
Agriculture.....	0	0	0	0	2.0	0	0	0	0	0	0	0	0	2.8	5.0	9.8
Manufacturing.....	4.0	103.0	46.0	1.5	246.0	496.0	134.0	189.0	152.0	5.1	2.0	35.0	95.0	125.0	893.0	2,526.5
Trade.....	1.0	1.0	2.0	0	5.0	10.0	6.0	20.0	3.0	1.0	2.0	2.0	10.0	10.8	195.0	268.8
Public utilities.....	0	0	575.0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32.0	607.0
Transport.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4.0	0	4.0
Banking.....	0	2	2.0	0	6.0	6.0	6.0	3.0	2.0	0	2.0	0	5.0	18.0	30.0	82.0
Tourism.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20.0	20.0
Other.....	0	0	0	0	0	3.0	0	0	0	0	0	0	30.0	5.8	6.0	44.8
Total.....	5.0	106.0	625.0	1.5	263.0	517.0	146.0	212.0	157.0	6.0	6.0	37.0	140.0	178.4	1,328.0	3,727.9

Source: Organization for Economic Cooperation and Development, "Stock of Private Investments by DAC Countries in Developing Countries, End 1967" (Paris: OECD, 1972).

La présence massive des EMNs au Brésil s'est accompagnée d'une dénationalisation aiguë de l'économie. L'ampleur de cette dénationalisation se définit essentiellement par rapport au mode de pénétration et à la direction des investissements directs étrangers.

La pénétration du capital direct étranger au Brésil s'est opérée principalement sous trois formes: d'abord, par la formation pure et simple de nouvelles entreprises; ensuite, par l'acquisition des entreprises nationales déjà existantes (take over); et enfin, par la participation partagée entre les EMNs et l'Etat ou les entre-

prises locales (joint ventures). Le tableau 3 indique clairement que, depuis 1966, les capitalistes étrangers se sont introduits au Brésil majoritairement par l'acquisition d'entreprises déjà existantes.

TABLEAU 3

Mode d'établissement des nouvelles filiales,
par acquisition ou formation.

Time Period	Industry															
	Total		Total		Food		Textiles		Paper		Chemicals		Rubber		Stone, glass, and clay	
	Acqui-	For-	Acqui-	For-	Acqui-	For-	Acqui-	For-	Acqui-	For-	Acqui-	For-	Acqui-	For-	Acqui-	For-
	sition	mation	sition	mation	sition	mation	sition	mation	sition	mation	sition	mation	sition	mation	sition	mation
1945 and before.....	0	34	0	28	0	1	(1)	(1)	0	1	0	9	0	2	0	2
1946 to 1950.....	1	12	1	10	0	0	(1)	(1)	0	0	1	5	0	0	0	1
1951 to 1955.....	5	20	5	17	0	0	(1)	(1)	0	0	1	7	0	0	1	1
1956 to 1960.....	12	36	12	24	1	1	(1)	(1)	1	0	2	7	0	0	1	1
1961 to 1965.....	7	15	6	10	0	3	(1)	(1)	0	2	1	2	0	1	2	0
1966 to 1970.....	36	33	24	22	3	2	(1)	(1)	0	0	1	6	0	0	1	0
1971 to 1972.....	14	14	11	7	2	1	(1)	(1)	1	1	5	7	1	1	1	1
Total.....	75	165	59	118	6	8	(1)	(1)	2	4	14	43	2	4	5	6

¹ Included in "Other."

Source: Special Survey of the Senate Subcommittee on Multinational Corporations.

Ce phénomène se précise davantage lorsqu'on sait qu'en 1972, les entreprises étrangères contrôlaient près de 50% des actifs dans le secteur manufacturier des 300 plus grandes compagnies, pendant que le secteur privé brésilien n'en détenait que 35% (Newfarmer et Mueller 1975:108).

En plus de dénationaliser le pays en termes quantitatifs, le capital étranger privilégie l'aspect qualitatif de ses investisse-

ments en se concentrant dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie, ceux qui connaissent une expansion soutenue. En 1968, le capital étranger contrôlait 40% du marché des capitaux au Brésil, 62% du commerce extérieur, 82% du transport maritime, 77% du transport aérien outre-mer, 100% de la production industrielle des véhicules à moteur, 100% de la production de pneus, plus de 80% de l'industrie pharmaceutique, près de 50% de l'industrie chimique, 59% de la production de machines, 62% des manufactures de pièces d'automobile, 48% de l'aluminium et 90% du ciment (Galeano 1969:13). Globalement, la tendance serait à la concentration dans la production de biens de capitaux (72.6% en 1968) et de biens de consommation durables (78.3% en 1968).

Le capital national serait donc voué, d'après Evans (1976: 127), à la complémentarité du secteur externe, où la survie tient plus de la perspicacité commerciale que des innovations industrielles et technologiques. Ce rôle de subordonnée gravitant à la périphérie des grandes entreprises étrangères contribue à limiter le pouvoir économique indépendant de la bourgeoisie nationale, donc à accélérer le processus de dénationalisation (Dos Santos 1973:438).

Au cours des dernières années, la position du capital étranger par rapport à l'ensemble du capital national ne s'est pas modifiée de façon significative. Seules la distribution du capital national entre les secteurs public et privé et la position des Etats-Unis face au reste des investisseurs étrangers subissaient des changements notables. On observe, en effet, un transfert de capitaux du

privé vers le public qui serait dû principalement aux politiques gouvernementales d'achat des services possédés par des étrangers et de consolidation des petites entreprises d'Etat (Newfarmer et Mueller 1975:109); de plus, on remarque une nette détérioration de la prédominance du capital américain au profit des européens et des japonais depuis 1966 (tableau 4).

TABLEAU 4
Propriété des 300 plus grandes entreprises
dans le secteur manufacturier,
1966 et 1972.

Size class of firm	Nationality of owner									
	Foreign					Brazilian				
	United States		Other foreign		Total foreign		Private		State	
	1966	1972	1966	1972	1966	1972	1966	1972	1966	1972
Top 100.....	27	19	31	40	58	59	35	32	7	9
101 to 200.....	23	20	25	28	48	48	51	50	1	2
201 to 300.....	16	18	12	22	28	40	70	57	2	3
Total.....	66	57	68	90*	134	147	156	139	10	14
Percent.....	22	19	23	30	45	49	52	46	3	5
Average size ¹	28	137	37	174	33	161	23	118	86	600

* Includes 13 firms in petroleum refining.

* A breakdown of these firms by country of ownership is as follows: Germany, 23; France, 16; Italy, 14; Britain, 11; Japan, 9; Canada, 7; Argentina, 1; other (most European), 9.

* 1966 in billions of cruzeiros; 1972 in billions of new cruzeiros.

Source: Newfarmer et Mueller 1975:107.

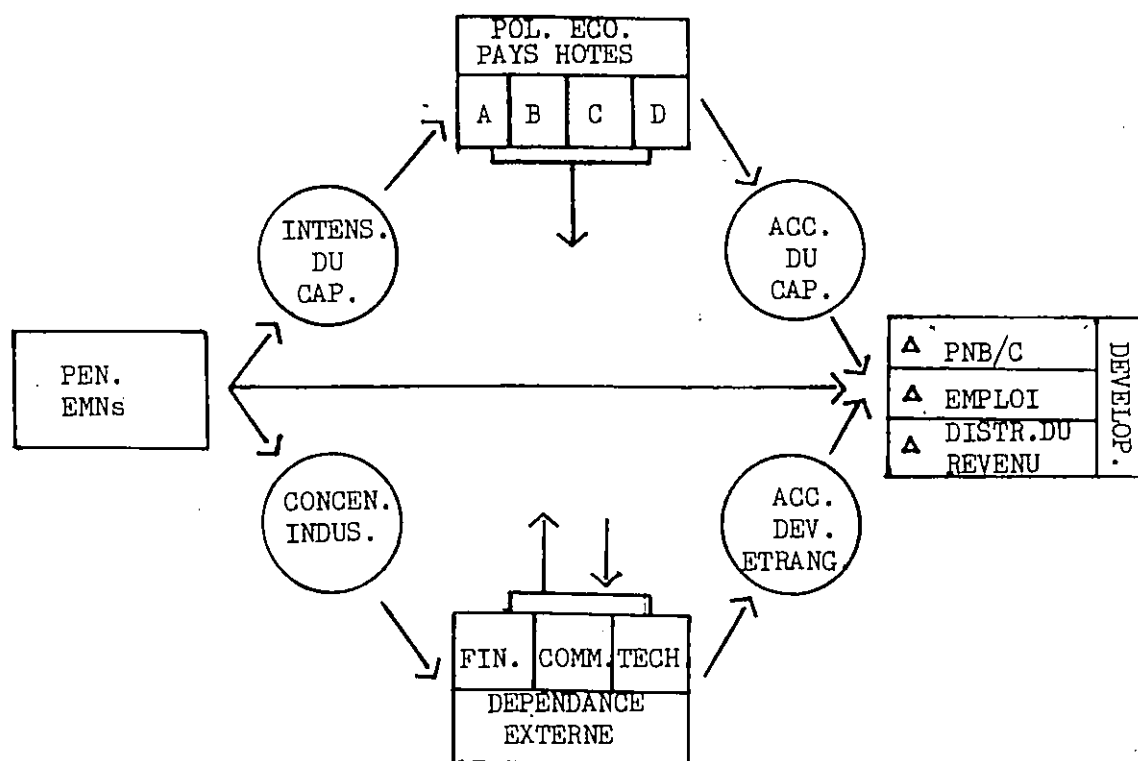
Cette discussion, avec chiffres à l'appui, confirme, tout au moins dans notre esprit, le vaste espace qu'occupent les investissements directs étrangers dans l'économie brésilienne. Il ne nous

reste qu'à démontrer qu'ils influencent et conditionnent la marche même de cette économie. La formulation et l'argumentation des hypothèses viseront essentiellement à répondre à cet objectif dans les prochaines lignes.

LE MODELE SCHEMATIQUE

Le modèle développé dans cette recherche s'inspire d'un modèle plus général développé par Lawrence Alschuler dans un travail sur l'Argentine (1977). Il tente d'inclure les éléments fondamentaux de la réalité socio-politico-économique des pays périphériques, laquelle réalité semble se remanier constamment selon l'importance de la pénétration des EMNs dans chacun des pays. Il n'est pas dans notre intention de soutenir que les EMNs sont le seul agent de l'impérialisme, car ce serait oublier entre autres le rôle des agences internationales et nationales de développement, des organismes régionaux et mondiaux, etc. Notre modèle, pourtant, se limite à ce véhicule parce que nous croyons qu'il joue un rôle prépondérant à l'échelle mondiale, et particulièrement au Brésil.

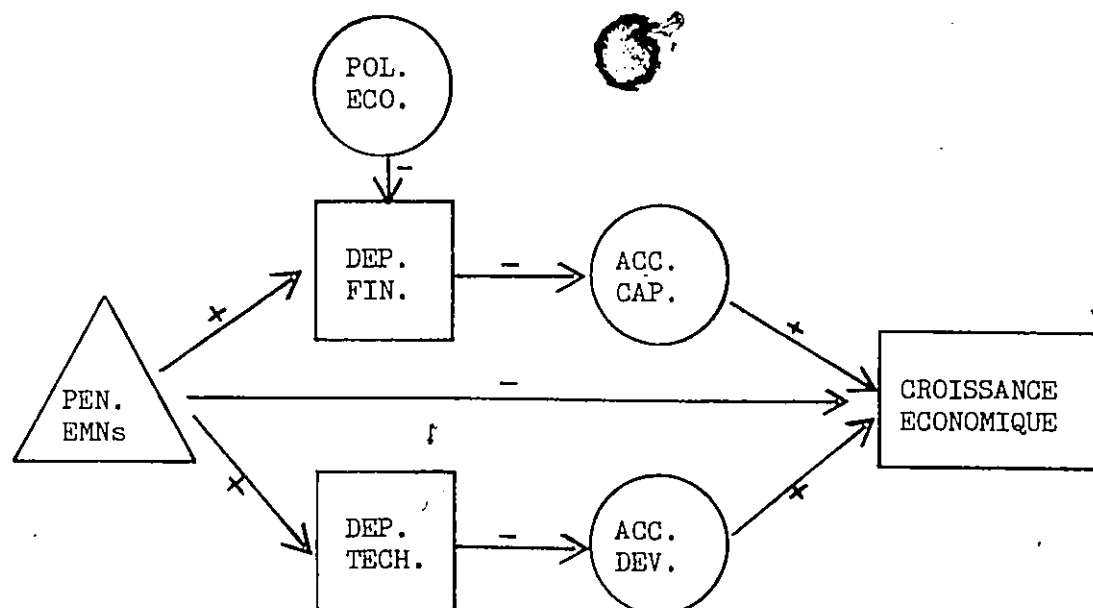
Graphiquement le modèle général se présente ainsi:



En raison de jugements de valeur personnels et aussi du nombre énorme d'hypothèses contenus dans ce modèle, nous avons privilégié les concepts qui nous apparaissaient les plus opérationnels pour l'étude d'un pays comme le Brésil. Ce choix n'est pas tout à fait intuitif, car il s'inspire de l'analyse historique que nous avons faite au premier chapitre, en plus de tenir compte de la finalité poursuivie par notre recherche, soit les effets de la pénétration des EMNs sur la

croissance économique. Cette finalité conditionne la capacité explicative de certains concepts comme l'intensité du capital qui joue un rôle beaucoup plus important sur l'emploi et la distribution du revenu que sur la croissance économique.

Schématiquement le modèle que nous proposons se présente ainsi:



Il est à noter que les signes + et - sur les flèches de rapport établissent le rôle qualitatif de chacune des relations. Les prochains paragraphes verront à expliciter la nature de ces relations, ainsi que les concepts et les hypothèses qui sous-tendent les influences positives ou négatives entre les différentes variables.

CONCEPTS SOUTENANT L'ARTICULATION DES VARIABLES DU MODELE

En un premier temps, il nous faut circonscrire et définir les concepts contenus dans le modèle. Tel qu'illustré précédemment, les principales variables sont les suivantes: pénétration des EMNs, dépendance financière, politique de contrôle du pays hôte sur la dépendance financière (dévaluation monétaire), dépendance technologique, accumulation interne de capital, accumulation de devises étrangères. Toutes ces variables sont indépendantes. Seule la croissance économique est dépendante des rapports de causalité de l'ensemble ou d'une partie, selon l'hypothèse, des variables indépendantes. Nous tenterons de définir ces concepts de la façon la plus générale possible sans faire appel au cas particulier du Brésil; d'ailleurs, le premier chapitre aura servi à les introduire presque tous en relation avec la réalité brésilienne.

1 - La pénétration des entreprises multinationales

Une entreprise est dite multinationale (ou transnationale), lorsqu'une partie importante de ses revenus provient de ses activités à l'étranger par l'intermédiaire de ses subsidiaires et dont la maison-mère est localisée dans les pays métropolitains. Les modalités d'établissement des EMNs dans les PEVD peuvent se résumer en cinq ty-

pes: 1° l'achat de parts dans des firmes nationales existantes; 2° la création de nouvelles subsidiaires; 3° l'acquisition entière de firmes nationales; 4° la fusion de subsidiaires existantes; 5° la création de nouvelles subsidiaires par la diversification de celles en place (Alschuler 1977:7). L'importance de la présence des EMNs devrait s'évaluer d'après le niveau de pénétration de celles-ci, soit par exemple le nombre de subsidiaires ou encore le volume des investissements directs. Et l'influence qu'elles exercent sur le processus productif de l'ensemble de l'économie pénétrée devrait être à la mesure du niveau de pénétration.

2 - La dépendance financière

La dépendance financière est un concept principalement développé par les théoriciens de la dépendance, une école de pensée latino-américaine. Ces derniers soutiennent que l'intégration de ces pays dans le système économique mondial entretient des relations asymétriques entre le centre et la périphérie, au désavantage de l'un et à l'avantage de l'autre. Une série de mécanismes structurels perpétue cette situation; entre autres on peut mentionner les plus connus: la division internationale du travail, la tendance séculaire de la détérioration des termes de l'échange, la concentration industrielle, la monopolisation des ressources financières et technologiques, la marginalisation économique des masses, etc... Un des effets de la con-

jonction de tous ces facteurs est la dépendance financière de la périphérie sur les métropoles. C'est dire que globalement ces mécanismes structurels contribuent à enrichir les pays hégémoniques au détriment des pays dépendants, les subordonnant ainsi à l'apport constant de capitaux étrangers pour assurer leur croissance économique. Plus spécifiquement, la dépendance financière axée sur les circuits externes de financement, engendre un endettement croissant, donc une augmentation progressive des paiements alloués au service de la dette; et pour fermer le cercle, des besoins croissants en financement externe pour payer cette dette. En plus de gréver le budget de l'Etat, le fait de recourir au capital étranger pour financer le développement économique a pour conséquence immédiate d'aliéner le pouvoir décisionnel des PEVD parce qu'il est, en définitive, exercé directement par les détenteurs de capital, ou indirectement par l'intermédiaire de la classe clientèle locale. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre pour le cas particulier du Brésil, toute tentation trop nationaliste est généralement accompagnée par une baisse significative des ressources externes. Cette concordance factuelle n'est qu'un exemple entre plusieurs des pressions que peut exercer le capital étranger sur la vie politique d'un pays réputé indépendant. Les tracasseries vont même jusqu'à l'utilisation d'organismes gouvernementaux de leur pays d'origine pour contrer tout changement dans les règles du jeu. Et ici nous pensons aux interventions de la C.I.A. au Chili à la demande de l'I.T.T.

Si les théoriciens de la dépendance (A.G. Frank, T. dos Santos, A. Quijano, C. Furtado, etc.) soutiennent que la dépendance financière perpétue l'état de sous-développement des pays latino-américains, les développementalistes (économistes orthodoxes) affirment au contraire que le développement global des PEVD repose sur l'apport constant de ressources capitalistiques (capital et technologie) venant de l'étranger. La principale confusion chez ces derniers, c'est de confondre croissance économique et développement. Il est indéniable que l'influx de capitaux étrangers stimule la croissance économique; mais ces effets sont-ils durables? Cette croissance profite-t-elle à l'ensemble de la population? Permet-elle aux PEVD d'accroître leur autonomie? Etc., etc...

3 - La dépendance technologique

Ce concept se réfère à l'incapacité foncière de réaliser sur place les activités de recherche menant au développement d'une technologie endogène, adaptée au contexte socio-économique. Cette incapacité est entretenue par les pays détenteurs de technologie qui, par le système des patentes, des marques de commerce et des licences, conservent le monopole de la production et du transfert de technologie. Dès lors, les PEVD pour assurer le développement industriel, la modernisation de l'agriculture et la rationalisation bureaucra-

que, doivent compter sur les pays métropolitains et leur expertise, leurs méthodes et procédés de production, leurs machines et équipements, de même que leurs produits.

4 - Accumulation interne de capital

La capacité d'épargner d'un pays est intimement liée à la potentialité de la structure économique à générer cette épargne. L'addition constante des surplus économiques et sa mutation en investissements productifs contribuent à illustrer le processus d'accumulation nationale de capital. Ces investissements doivent pourtant permettre la maximisation de la rentabilité des transactions de biens ou de services pour participer à cette accumulation. En effet, dans la mesure où l'épargne locale est drainée vers des secteurs improductifs, les effets multiplicateurs d'accumulation interne de capital n'opèreront que très peu; de plus, si ces mêmes épargnes publiques et privées servent au financement de la croissance du secteur dénationalisé, le flux extérieur de capitaux peut diminuer d'autant la participation de ces investissements à l'augmentation de l'accumulation interne de capital. Donc, la recherche de l'optimisation de l'usage des épargnes nationales pour des fins nationales est à la base de l'efficience de ce concept. Il est à noter que le capital accumulé tire sa substance de l'extorsion de la plus-value générée par la force de travail.

5 - Accumulation interne de devises étrangères

Ce concept est probablement le plus simple à cerner parce qu'il s'articule autour de la rubrique import-export du commerce national avec le reste du monde. Toute transaction à ce chapitre influence directement le niveau de devises étrangères accumulées; en effet, si les importations sont supérieures en valeur aux exportations, les réserves de devises internationales du pays concerné diminueront d'autant et l'inverse est également vrai. Le volume des devises accumulées détermine en définitive la capacité d'importer; mais la "qualité" de ces réserves est également importante parce qu'elles devraient être en monnaies fortes (dollar US et Can., Mark allemand, Franc suisse, Yen, etc.) ou de la nationalité des principaux partenaires commerciaux.

6 - Politiques économiques du pays hôte

Ces cinq premiers concepts sont, à notre avis, des entités structurelles, c'est-à-dire qu'elles réagissent "mécaniquement" au déterminisme de l'évolution du capitalisme mondial et son rayonnement dans les pays dépendants. Cette assertion suppose que la connaissance des mécanismes moteurs de l'évolution du capitalisme mondial permet la connaissance de la dynamique interne de chacun des

pays qui y participe. Comme les résultats du système dans les PEVD, en particulier, semblent très distorsionnés par rapport aux attentes, il devient nécessaire de corriger la courbe balistique de ce système. C'est à ce moment que rentre en jeu ce que nous appelons les externalités fonctionnelles du système, soient les politiques économiques de contrôle des pays qui subissent les contrecoups structurels de la dynamique du capitalisme mondial. Alors pour réenligner la trajectoire, les autorités gouvernementales interviennent par des mesures visant à diminuer les effets structurels négatifs.

Dans notre modèle, nous supposons que tous les pays en voie de développement visent à accroître leur autonomie financière et technologique pour accélérer leur croissance économique; mais comme nous l'avons vu pour le Brésil, l'insertion dans le capitalisme mondial entraîne la dépendance sur les métropoles où se concentrent de plus en plus ces deux ressources. Dès lors, les autorités des pays périphériques tentent par voie de législations de diminuer ces deux types de dépendance. C'est dans cet esprit que nous voulions introduire dans notre modèle les deux variables de politiques de contrôle; mais du fait que la prise de conscience des effets pernicioeux de la dépendance technologique est assez récente, les législations afférentes à ce phénomène couvrent une période de temps trop courte pour rendre l'analyse statistique valable. Nous nous astreindrons donc à l'étude d'une politique économique propre à diminuer la dépendance financière du Brésil sur l'extérieur.

7 - La croissance économique

Tous les concepts préalablement définis et introduits sont des variables indépendantes, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas en soi des finalités du modèle, mais des jalons interreliés dont la résultante est la variable dépendante, soit la croissance économique du Brésil. Une des façons les plus simples pour définir ce concept c'est de présenter l'indicateur universellement accepté lorsqu'on parle de développement économique: le produit national brut per capita. Il mesure d'après World Tables (1976:5) l'output final total de l'économie du pays par habitant. Alors pour évaluer la croissance, il suffit de calculer le taux de changement du PNB/C entre deux périodes données.

* * *

A la lumière de cette brève discussion sur les principaux concepts inclus dans notre modèle, nous pouvons maintenant présenter nos hypothèses. Elles sont construites sur la base de rapports causaux unissant les concepts entre eux par une flèche de rapport assortie des signes + ou -. Chaque relation de deux variables représente un rapport de causalité indépendant des autres variables du modèle. Pour réunir plusieurs variables, nous développerons des chaînes de causalité dont l'effet final sur la variable dépendante sera analysé

à partir des signes sur chacune des flèches de rapport; par exemple, si nous avons les signes + - - -, nous obtiendrons, en faisant la multiplication de ces signes, un -.

FORMULATION ET ANALYSE DES HYPOTHESES

L'argumentation qui soutient nos hypothèses s'inspire principalement des théoriciens de la dépendance; cette source analytique n'est pas le fruit du hasard et commande une prise de position objective, dans la mesure où l'information recueillie permet d'objectiver notre opinion. Pour bien illustrer la confrontation théorique entre dépendantistes et diffusionnistes, nous présenterons l'essentiel de l'argumentation de ces derniers.

1 - Pénétration des EMNs, dépendance financière, accumulation interne de capital et croissance économique

Le rapatriement des profits par les EMNs représente un des mécanismes les plus connus par lequel les pays hôtes se verraient diminuer, de façon relative, leur potentiel d'accumulation interne de capital (Bodenheimer 1971:331; Chilcote et Edelstein 1971:331). Généralement, comme il n'y a pas de profits sans investissements, le volume du capital étranger investi dans un pays détermine le volume

des profits rapatriés. Mais l'investisseur ne va pas dans un pays étranger sans que lui soient assurées des conditions attrayantes de rentabilité et de sécurité*, conditions à la base de la motivation capitaliste.** L'attrait du capital étranger pour le Brésil est intimement lié à la conjonction de ces deux facteurs. Le tableau 5 illustre bien la corrélation entre investissements directs étrangers et périodes d'instabilité ou de stabilité sociales. De plus, les phases de désynchronisation socio-économique, sous Vargas, Quadros et Goulart, correspondent à l'imposition de plafonds au rapatriement des profits variant entre 8 et 10%. Pour ajouter à ces constatations, mentionnons le fait qu'en 1971, année prolifique dans l'apport d'investissements directs étrangers, le taux de rendement des investissements directs américains au Brésil était supérieur à ceux réalisés dans tous les pays d'Amérique Latine, sauf pour le Panama (Evans 1974:29).

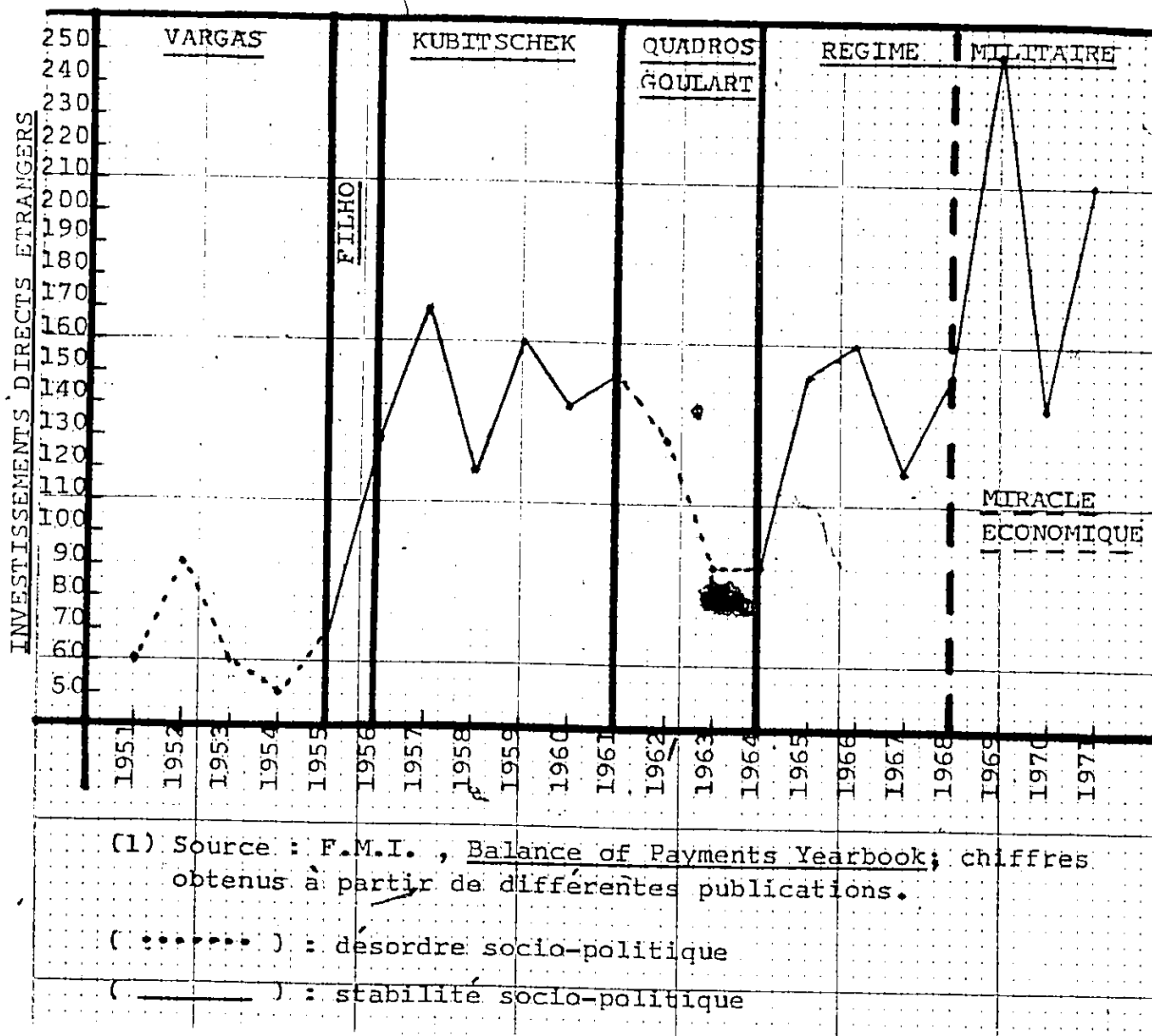
Depuis l'après-guerre, le volume de rapatriements des profits a toujours excédé le volume des nouveaux investissements di-

* L'investisseur peut accepter d'investir dans un pays très insé-
 cure, mais le rendement sur ses investissements devra être très éle-
 vé pour compenser le risque. Et il peut également miser sur la
 sécurité sans qu'il n'y ait de rentabilité immédiate élevée: in-
 vestir sur le foncier en temps de crise ou déposer l'épargne dans
 les Banques Suisses, etc.

** Il existe d'autres conditions préalables, mais elles sont reliées
 d'une façon ou d'une autre à la rentabilité ou à la sécurité.
 Pour n'en citer que quelques-unes, mentionnons les opportunités
 d'investir, les dimensions du marché interne, les ressources na-
 turelles, etc.

TABLEAU 5

Corrélation entre la pénétration des investissements directs étrangers
et la conjoncture socio-politique.



rects étrangers (Skidmore 1967:99; Galeano 1969:16) et les paiements qui s'y rattachent, comme le fret et les assurances atteignent souvent des montants énormes. Galeano (1969:17), d'après des évaluations de la Banque Centrale du Brésil, mentionne que le Brésil a payé 110 millions de dollars US en 1967 pour le fret et les assurances; et à cela, il faut ajouter les rapatriements illégaux estimés à environ \$180 millions en 1966 et \$120 millions en 1967.

Cette ponction de ressources financières devrait croître au rythme de la dénationalisation brésilienne. Comme nous l'avons vu à l'introduction de ce chapitre, depuis 1955, et particulièrement après 1964, les capitalistes locaux ont été désavantagés au profit des EMNs. Le gouvernement, le système bancaire et l'évolution même du capitalisme mondial semblent être les principaux instigateurs de ce phénomène: le premier, par l'application de politiques encourageant la pénétration massive de capitaux étrangers; le second, en prêtant à des taux discriminatoires en faveur des EMNs*; et le troisième, par la tendance inhérente à la concentration, principalement dans les secteurs industriel et manufacturier. Les entrepreneurs locaux, face à cette concurrence inégale, doivent se départir de leurs affaires et laisser aux EMNs le loisir d'accroître leur emprise sur l'économie locale et les possibilités de rapatrier capitaux et profits.

* Le fait que la moitié des actifs des banques et que 17 des 27 banques d'investissement appartiennent à des étrangers, cela expliquerait qu'au milieu des années '60, les firmes brésiliennes payaient 48% d'intérêt pour des prêts obtenus à l'intérieur du pays comparativement à 7 ou 8% pour les EMNs (Galeano 1969:14).

Le vacuum de ressources financières oblige le pays à hausser ses emprunts à l'étranger, renforçant ainsi sa dépendance des ressources externes par l'esclavage de la dette. A la fin des années '50, les paiements d'intérêts sur la dette comptaient pour 40% du total des revenus tirés de l'exportation (Dos Santos 1974:452); entre 1962 et 1966, elle atteignait 22% du PNB (Tyler 1976:868); de 1964 à 1967, elle augmentait à 4 milliards de dollars, soit le double du niveau de 1961 (Galeano 1969:16); et enfin, au début des années '70, on l'estimait à environ \$7 milliards (Evans 1974:29).

L'effet sur le développement économique d'une dépendance accrue sur le crédit étranger réduirait, selon Griffin et Enos (1970:313-317), la propension marginale à épargner et affecterait alors négativement la croissance économique en diminuant la formation domestique de capital. En d'autres termes, la dépendance financière, accélérée ou ralentie selon les variations dans la pénétration des EMNs, occasionne la décapitalisation, laquelle nuit à la croissance économique.

Cette chaîne de causalité n'obtient pourtant pas l'unanimité. En effet, les économistes néo-classiques, en général, soutiennent que la dépendance sur le financement externe est un pré-requis pour sortir les PEVD de leur état de sous-développement. Le capital étant essentiel à la croissance économique, les pays périphériques qui souffrent d'une carence endémique de cette ressource doivent compter sur le support des pays métropolitains (Chase-Dunn 1975:725). Les pays hôtes profitent alors d'une augmentation du volume des capitaux disponibles et

par là d'une croissance de leur économie. L'effet multiplicateur de la valeur ajoutée serait à la base de cette croissance (Ray 1973:12).

Les effets d'entraînement des investissements directs étrangers sont pourtant sérieusement remis en doute, principalement pour les raisons suivantes:

1° en rapatriant le gros de leurs profits au lieu de les réinvestir, les EMNs exportent les effets multiplicateurs de l'investissement (Evans 1974:29);

2° l'effet multiplicateur par lequel la demande dans un secteur de l'économie ou une région du pays crée une demande par rayonnement dans d'autres secteurs ou régions semble faible parce que les enclaves, orientées internationalement, transfèrent bientôt la demande dans l'économie internationale.

L'ensemble de cette argumentation nous incite à formuler notre première hypothèse comme suit:

HYPOTHESE I: La pénétration massive des EMNs, en accroissant la dépendance financière, diminue la capacité d'accumulation interne de capital et, par là, la croissance économique du pays hôte.

2 - Politique de contrôle, dépendance financière, accumulation interne de capital et croissance économique

La présence des investissements étrangers directs a soulevé un certain nombre de problèmes dans les pays hôtes: les décisions en matière d'investissements sont prises par l'investisseur étranger, habituellement une EMN, dans le cadre d'une stratégie globale d'investissements visant à accroître au maximum le revenu total de l'entreprise; les décisions prises à l'étranger par la maison-mère, tant en ce qui concerne l'investissement lui-même que les activités de la filiale, sont susceptibles d'influer considérablement sur l'économie du pays d'accueil (U.N., C.T.C. 1976:5), et entre autres sur la dépendance financière et sur l'accumulation interne de capital. C'est ainsi qu'en Amérique du Sud surtout, certaines mesures pour contrôler l'investissement étranger ont été élaborées à la fin des années 1960. Les accords du Pacte Andin comportent une série de recommandations à ce sujet, surtout en ce qui concerne la décapitalisation: détermination du revenu imposable dans les pays hôtes; élimination de la double imposition; contrôle du rapatriement du capital et des bénéfices; règlement des emprunts contractés sur place ou à l'étranger. Mais le Brésil ne s'est jamais aligné sur ces recommandations et a presque toujours favorisé la pénétration massive du capital étranger; par exemple, durant le Metas Plan (1957-1960) sous Kubitschek, on adoptait un taux de change spécial garantissant le rapatriement des profits et l'amortissement des investissements pour les firmes étrangères et le gouver-

nement assumait la co-responsabilité du paiement des dettes que ces firmes avaient contractées à l'étranger; et après le coup d'Etat de 1964, sous le gouvernement de Castelo Branco, on réduisait leurs taxes sur le revenu et on leur permettait des facilités extraordinaires de crédit (Galeano 1969:16-19).

La principale force qui a contrebalancé la pénétration des EMNs dans l'économie brésilienne a été l'expansion et la consolidation agressive des entreprises d'Etat, particulièrement dans les services, la raffinerie, le pétrochimique et la transformation primaire du minéral (Newfarmer et Mueller 1975:111); cette intensification de l'entrepreneurship étatique permettait au secteur public en 1969 de réaliser 61% des investissements totaux (Tyler 1976:876).

Ce rappel des deux lignes de force du procès de développement du Brésil depuis l'après-guerre nous permet de constater que les gouvernements brésiliens ont eu comme stratégie principale de créer deux pôles économiques de force comparable fonctionnant sur une base de complémentarité, soit le secteur privé axé sur l'industrialisation par les EMNs, et le secteur public dont la prépondérance nous incite à parler de capitalisme d'Etat (Tyler 1977).

Dans ce contexte, il peut paraître paradoxal de parler de politiques de contrôle sur la dépendance financière par les gouvernements brésiliens, puisqu'on encourage fortement la pénétration du capital étranger, qui serait, d'après notre modèle, une des principales

causes de cette dépendance. Mais il ne faut pas oublier qu'encourager la pénétration du capital étranger, c'est en quelque sorte activer par addition "d'enzymes" un système organique dont la dynamique structurelle évolue déjà de façon auto-alimentée. Le système capitaliste mondial trouve en effet dans ses contradictions le ferment de sa propre évolution qui s'opérationnalise de façon fonctionnelle par la déclaration de guerres, la création d'organismes mondiaux ou de cartels économiques, ou encore l'émergence du capitalisme d'Etat. Le problème fondamental pour les PEVD c'est qu'ils vivent ces contradictions avec plus d'acuité, principalement à cause de la faiblesse de leur riposte fonctionnelle: bureaucratie gouvernementale souvent hypertrophiée et inefficace, infrastructure économique faible ou dont les centres de décisions échappent aux nationaux, ineptie d'une large part de la bourgeoisie nationale liée aux intérêts internationaux, niveau de conscientisation maintenu très bas par des régimes répressifs, etc.

Le Brésil a donc opté, surtout depuis Kubitschek, pour une politique économique visant à accélérer le processus d'internationalisation du capital à l'intérieur du pays; ce processus se serait opéré de toute façon avec un minimum de conditions favorables, parce qu'il est une des conditions intrinsèques au développement récent du capitalisme mondial. Une des principales mesures d'incitation a été depuis l'après-guerre la dévaluation: 1^o durant la période de substi-

tution des importations, la dévalorisation du taux de change offrait un stimulant parfait pour la croissance de la production interne, parce qu'elle renchérisait le prix des produits importés; mais elle pénalisait les entrepreneurs locaux qui avaient besoin d'équipements importés pour assurer leur expansion et favorisait les subsidiaires des EMNs qui pouvaient contourner cette difficulté en important leurs biens d'équipement et leurs matières premières de la maison-mère ou d'autres filiales à des prix sous-évalués (prix de transfert que nous discuterons plus loin dans ce chapitre); 2° la phase de substitution des importations achevée (vers le milieu des années '60 comme nous l'avons vu), les autorités brésiliennes tentent de reconvertir leur économie en stimulant les exportations et de mini-dévaluations successives ont été pratiquées dans le but d'encourager cette nouvelle politique; la capacité d'exporter des biens manufacturés semblait acquise principalement à cause d'un potentiel industriel relativement développé, comparativement à celui existant au cours de la période de substitution des importations. Cette nouvelle stratégie s'avérait d'autant plus nécessaire que le marché interne apparaissait saturé. Encore là, les entreprises étrangères bénéficiaient d'un statut spécial car le gouvernement brésilien garantissait, entre autres, un taux de change spécial pour les paiements financiers à l'étranger en cas de dévaluation (Galeano 1969:14).

Ces fonctions attribuées à la dévaluation illustrent bien le rôle fonctionnel limité de l'Etat du Brésil qui pour développer le

pays doit le vendre aux étrangers (la dénationalisation), surtout aux EMNs; ces dernières sont, comme nous l'avons vu, les ambassadeurs structurels privilégiés de la perpétuation du capitalisme mondial.

A la lumière de cette discussion, en quoi le paradoxe que nous évoquions au début de cette section se trouve-t-il éclairci? Les lignes précédentes nous auront permis d'établir d'abord que les gouvernements brésiliens loin de vouloir diminuer la dépendance financière l'ont tout simplement encouragée, et ensuite qu'un pays dépendant comme le Brésil dispose d'un espace fonctionnel limité au point qu'il ne peut éviter la dénationalisation de son économie, une résultante structurelle de l'internationalisation du capital. Mais toute politique nationaliste (ex.: nationalisations d'entreprises étrangères, barrières tarifaires, etc.) est par essence un frein à l'évolution inexorable du capitalisme mondial; et la politique de dévaluation exprime bien cette contradiction: d'un côté l'argumentation théorique soutient que les effets de la dévaluation contribuent à assainir la balance des paiements, donc à diminuer la dépendance financière; de l'autre, on affirme que dans les pays dépendants ces effets jouent peu ou prou, n'affectant ainsi que très peu les corrections attendues sur la balance des paiements (Payer 1974).

La distinction supplémentaire que nous apportons dans ce débat, c'est que la politique de dévaluation a un rôle correctif à court terme: l'assainissement ponctuel de la balance des paiements fa-

vorise l'apport de revenus à l'exportation et le flux de capitaux étrangers; la recrudescence de capitaux disponibles contribue à diminuer la dette, donc la dépendance financière. Mais à moyen et à long terme, les effets négatifs de la pénétration du capital direct étranger, comme nous l'avons expliqué précédemment, devraient réapparaître. Ce processus cyclique pourrait expliquer en partie les déficits chroniques de la balance des paiements des pays dépendants.

Principalement à cause des problèmes techniques posés par des analyses diachroniques couvrant des périodes de plus de trois ans entre les causes et l'effet, nous n'analyserons empiriquement que la première partie de l'hypothèse voulant qu'à court terme la dévaluation diminue la dépendance financière. Mais dans les lignes suivantes, nous présenterons une partie de l'argumentation théorique qui supporte le contraire.

Les processus d'ajustements qui devraient permettre à toute dévaluation de contribuer à diminuer le déficit de la balance des paiements sont les suivants: 1° La demande interne des produits agricoles devrait diminuer en raison de l'augmentation des prix des denrées, ce qui libère un excédent de production pour l'exportation; d'autant plus que la dévaluation devrait rendre les produits avantageusement concurrentiels sur le marché international contribuant à l'augmentation de l'apport de devises étrangères (Alschuler 1977:15-16). 2° L'augmentation des prix des produits importés devrait stimu-

ler l'épargne interne des classes moyennes et supérieures à cause de la diminution de la consommation de ces produits (Roux 1972:73).

3° L'attrait pour l'investisseur étranger est très grand à la suite d'une dévaluation car son argent "vaut plus cher"; cet apport supplémentaire de capital devrait contribuer à accroître la formation interne de capital. Ces effets combinés devraient alléger la dépendance financière, augmenter l'accumulation interne de capital et par là stimuler la croissance économique, principalement en raison de l'apport de devises et d'investissements étrangers, et par l'augmentation de l'épargne.

Il y a pourtant de nombreux détracteurs à cette argumentation et nous ne mentionnerons que quelques arguments qui viendraient contrecarrer ce déroulement:

1° "L'élasticité de la demande pour les exportations majeures (matières premières et production alimentaire) d'un grand nombre de pays latino-américains semble être très basse" (Higgins 1968:287). Il est donc difficile d'espérer une augmentation substantielle des revenus générés par une croissance des exportations agricoles; d'autant plus que la demande pour les produits agricoles à l'intérieur de ces pays est presque inélastique vers le bas, car une grande partie de la population vit au seuil de la subsistance. S'il y a augmentation des revenus tirés de l'exportation de ce type de produit, elle devrait être due surtout à l'augmentation du cours des termes d'échange de ces

produits. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé au Brésil après 1965 pour le café (voir premier chapitre); mais en règle générale l'augmentation des prix des matières premières ne réussit pas à rejoindre celle des produits manufacturés nécessaires à leur développement; on a appelé ce processus structurel la tendance séculaire à la détérioration des termes de l'échange.

2° La consommation des biens importés dans les pays en voie de développement est réservée à une minorité, en raison principalement du niveau très faible des revenus. Et d'après une étude sur le niveau de l'activité économique au Brésil, la demande de consommation après une hausse des prix, peu importe la cause, reste sensiblement la même (Odeh 1963), et dans certains cas particuliers la consommation de biens importés peut s'accroître (Roux 1972:73).

3° Suite à une dévaluation, le capital étranger a tendance à affluer, mais ces investissements servent souvent à l'achat d'entreprises locales, comme nous l'avons vu pour le Brésil; ce qui nous rapproche inévitablement, à moyen terme, des effets négatifs de la dénationalisation sur la dépendance financière et l'accumulation interne de capital.

Malgré ces arguments pour le moins troublants et pour les raisons susmentionnées, nous soutiendrons l'hypothèse formulée au début de ce paragraphe, et, dans l'évaluation des résultats obtenus, il nous faudra tenir compte de ces aspects de la question.

HYPOTHESE II: Les politiques de dévaluation monétaire permettent de diminuer la dépendance financière, renversant ainsi les effets négatifs encourus suite à la pénétration des EMNs.

3 - Entreprises Multinationales, dépendance technologique, accumulation interne de devises étrangères, croissance économique

A partir du moment où le Brésil a accepté fonctionnellement le mode de consommation occidental, imposé par la structure même du capitalisme mondial, il renonçait à ses prérogatives ultérieures sur le contrôle de sa capacité technologique. L'objectif d'une croissance rapide impose l'apport massif de capitaux étrangers dont les EMNs en sont les principaux vecteurs et commande l'utilisation d'une technologie avancée dont le monopole de production est assuré par les pays du centre. Cette concentration de la production des connaissances scientifiques et techniques s'exprime par le fait que 80% de la R-D (recherche et développement) totale du secteur industriel est financé par les E.U.; ces derniers effectuent 94% de la recherche laissant les 6% restants à un petit nombre de pays développés (G.-B., R.-U., Canada, RFA, France), (Michalet 1976:163). Cette technologie a donc la particularité d'être adaptée aux besoins des pays métropolitains qui recherchent avant tout une plus grande productivité versus une pénurie relative de force de travail. Lorsque le transfert s'opère vers

les pays en voie de développement, aucune modification sérieuse n'est pratiquée sur cette technologie en vue de l'acclimater aux exigences locales; de plus, aucun effort réel n'est réalisé pour stimuler la R-D dans les pays hôtes. D'ailleurs, dans le rapport d'une recherche sur 23 EMNs et leurs activités dans 4 PEVD, Michalet constate que "R & D activities in centres attached to the subsidiaries we visited were practically non-existent" (Michalet 1975:10).

Afin d'illustrer jusqu'à quel point la technologie des pays hôtes est sous contrôle étranger, voici quelques chiffres significatifs: une étude préparée par le gouvernement d'Eduardo Frei au Chili montre une augmentation graduelle (65% à 95%) dans le pourcentage des patentes chiliennes possédées par des étrangers entre 1937 et 1967; de plus, en Colombie, 10% de tous les propriétaires de patentes dans les industries pharmaceutiques, de fibres synthétiques et chimiques, possèdent 60% de toutes les patentes, et ces 10% sont des EMNs étrangères (Barnet & Muller 1974:140). Le contrôle étranger semble accompagné d'une concentration des détenteurs de patentes, de brevets et de licences dont les principaux sont les EMNs (Grundmann 1976:187-196): par exemple, au Pérou, entre 1960 et 1972, un total de 5,796 patentes étaient enregistrées (94.9% étaient étrangères, 5.1% nationales); de ces patentes, seulement 54 (0.9%) ont été utilisées dans la production, et elles l'étaient toutes par des subsidiaries américaines (Katz 1973:15-19). Il est regrettable que nous n'ayions pu dénicher des informations de ce type pour le Brésil, mais nous croy-

ons qu'il n'est pas exagéré de supposer que le phénomène est observable là comme il l'a été pour la totalité des études de cas. De toute façon, plusieurs auteurs soutiennent avec preuves à l'appui (Jequier 1976; Galeano 1969; Michalet 1976; Bonilla et Girling 1973; Barnet et Müller 1974; etc.) que la circulation de la technologie passe dans une proportion croissante par le canal des investissements directs. C'est donc dire qu'elle est de plus en plus intimement liée au phénomène d'internationalisation du processus productif dont les EMNs sont le support concret. Dans ces conditions, le Brésil n'échappe sûrement pas à la loi générale, d'autant plus que son économie est fortement dénationalisée à la suite de la pénétration massive du capital étranger.

La stratégie globale des EMNs est de maximiser le rendement de l'ensemble de l'entreprise et de contrôler les marchés de façon monopolistique ou oligopolistique. Pour y arriver, elles adoptent une série de mécanismes dont les principaux sont: 1° la propagation d'une technologie homogène pour l'ensemble de l'entreprise (mère et filiales) (Barnet et Müller 1974:163) par le biais de licences, de brevets et de marques de commerce; 2° l'insertion de clauses restrictives dans les contrats de transfert technologique, comme la prohibition des exportations pour le pays récipiendaire de cette technologie (Vaitsos 1973:5). Le tableau qui suit illustre bien les liens entre les objectifs poursuivis par la firme multinationale et l'opérationnalisation de ces objectifs:

OBJECTIFS

Maximisation du rendement de l'ensemble de l'entreprise.



Contrôle monopolistique ou oligopolistique des marchés.

OPERATIONALISATION

Diffusion de la technologie à l'ensemble de l'entreprise par le biais de licences, de brevets et de marques de commerce.

Adoption de certaines clauses restrictives dans les contrats de transfert technologique.

Ainsi, en monopolisant les activités de recherche et de développement scientifique, les pays du centre conservent l'hégémonie de la diffusion de la technologie; et par le transfert de celle-ci, par les EMNs principalement, ils s'assurent la perpétuation de cet avantage par certaines pratiques dont la motivation profonde est issue du développement même du capitalisme mondial. Si on ajoute à ces caractéristiques le fait que les PEVD en général souffrent d'une carence de capitaux pour assurer le minimum de développement que commande leur réalité socio-économique, on comprendra que les dépenses en R-D soient maintenues au minimum. Les pays périphériques augmentent donc progressivement leur dépendance externe sur la technologie, dépendance qui entretient un lien étroit avec le modèle de consommation occidental.

La dépendance technologique en soi n'a rien de répréhensible comme le faisait remarquer d'ailleurs Emmanuel (1976:835) à peu près en ces termes: vaut mieux une technologie qui soit étrangère que

pas en avoir du tout! Le problème majeur de cette dépendance technologique tient des effets qu'elle exerce sur le potentiel d'accumulation de devises des pays hôtes:

"La première conséquence néfaste pour les PEVD découlant directement des pratiques actuelles du transfert technologique est la lourde charge financière - en devises - qu'ils subissent et qui représente une hypothèque sur les options de l'avenir du fait de l'alourdissement excessif de leur service de dettes."

(Germidis 1976:105)

Les importants versements en redevances, honoraires et royalties provoquent une saignée coûteuse sur les réserves de devises, lesquelles auraient pu servir à l'achat de biens jugés prioritaires par le pays hôte. Pour le Brésil en particulier, les paiements pour le savoir-faire, les licences dans le domaine manufacturier et l'assistance technique atteignaient \$57 millions US entre 1965-69 (Arruda 1975: 65); mais la tendance serait à l'accroissement des redevances à l'étranger car pour 1971 seulement elles se chiffraient à \$130 millions US (Ibid.). Une autre étude réalisée par Wionczek sur le Mexique (1968: tables 1 et 2) observe la même tendance: entre 1953 et 1962, le pourcentage des paiements de royalties et de services techniques sur les profits nets rapatriés est passé de 26% à 86%. Pourtant, plusieurs auteurs (Lall 1974; Evans 1976; Vaitsos 1975) soutiennent que la perte de devises la plus coûteuse pour les pays en voie de développement s'opère à partir de la surévaluation des prix de trans-

fert des biens transigés à l'intérieur des EMNs. Lall définit le prix de transfert dans le commerce "intra-firm" comme suit:

"... the pricing of transactions, both of commodities and intangibles (such as technology, services, or brand-names), between different branches of multinational corporations."

(1974:36)

D'après la théorie classique, les prix sont fixés par le marché dans une situation de concurrence, mais le type de transaction qui prévaut entre subsidiaires d'une même entreprise distorsionne les mécanismes de ce schéma car le commerce est effectué à l'extérieur des marchés. Dans ce contexte, la fixation arbitraire des prix devient une pratique courante, d'autant plus que souvent la technologie transigée ne souffre d'aucune contrepartie comparable sur les marchés mondiaux. Si le volume de ce type de commerce s'avérait insignifiant, il n'y aurait aucun intérêt à développer cette argumentation; mais quelques recherches disponibles traitant du sujet ont démontré que:

"... 75% of U.S.-based global corporations in Latin America which are engaged in export conduct all such transactions with other subsidiaries of the same parent, under circumstances in which price can be controlled because the company is trading with itself."

(Barnet et Müller 1974:158)

"... total intra-firms trade by U.S. MNCs (including non manufacturing) would be about \$40 billion in 1972."

(Robbins et Storbaugh 1973:186)

"In terms of broad magnitudes, intra-firm exports by U.S. MNCs accounted for about 35% of total U.S. ma-

manufactures exports in 1970 (having risen from 18% in 1962), and intra-firm imports accounted for about 22% of total manufactured imports (14% in 1962)."

(Lall 1974:43)

L'usage de la surévaluation des prix par les EMNs, dont le principal intérêt serait de contourner une taxation trop lourde et ainsi d'entretenir de hauts retours sur les investissements (FMI 1976:791; Lall 1974:38), apparaît être généralisée, mais les difficultés pour obtenir des renseignements à ce sujet sont énormes. Nous nous contenterons donc de citer quelques études particulières: 1° D'après une recherche réalisée par le gouvernement colombien entre 1966 et 1970 sur l'industrie pharmaceutique, la pratique de la surévaluation des prix serait étendue à l'ensemble des entreprises et varierait de 30% à plus de 3,000% (Lall 1974:44; Barnett et Müller 1974:164); 2° "With their expanding volume, manufactured exports of Brazilian affiliates of U.S. companies have been sold increasingly to sister affiliates abroad or to parents back home. Sixty-eight percent of what limited sales there were in 1960 were sold within the firm. By 1972, and with a much larger revenue, 73 percent of the international sales were to the parent system. This same pattern is observed with Mexican affiliates, where 82 percent of exports were in the form of intrafirm trade." (Newfarmer et Mueller 1975:128)

Les EMNs, pour préserver leur situation privilégiée sur les marchés et leur pouvoir de fixation arbitraire des prix, utilisent divers types de clauses restrictives dans les contrats de transfert technologique avec les pays hôtes. D'après une recherche réalisée par Vaitsos sous le couvert de l'ONU concernant les pays du Pacte Andin (1973), l'analyse de 451 "technology licensing contracts" démontre que:

"... 77% explicitly prohibited exports from the technology recipient countries while others permitted exports only in well defined geographical areas."

(Vaitsos 1973:5)

Mais si le pays détenteur de ces licences importées insiste pour avoir droit à l'exportation de ses produits sans restriction, le coût de ces licences devrait être sérieusement renchéri:

"Une licence de fabrication assortie d'une autorisation d'exportation sur l'ensemble des marchés internationaux peut coûter de deux à trois fois plus qu'une licence destinée à être exploitée sur le seul marché national de l'acquéreur."

(Jequier 1976:121)

Dès lors, la technologie, un prérequis indispensable pour l'industrialisation des PEVD, est devenue un facteur limitatif majeur dans le développement, principalement à cause de sa commercialisation.

Une série d'autres clauses restrictives sont utilisées par les EMNs; elles sont aussi sophistiquées les unes que les autres et poursuivent les mêmes objectifs, soient la maximisation globale du rendement de l'entreprise et la perpétuation des privilèges acquis. Pour n'en nommer que quelques-unes, mentionnons que:

"Many of the denationalized Brazilian factories depend on the use of trade-marks, patents, or technical assistance from the United States or Europe; these must be paid for in dollars, and the long drought of liquid capital makes it impossible to pay off these debts, which are multiplied by the devaluation of the cruzeiro. Technological dependence is expensive."

(Galeano 1969:18)

"A large percentage of the Andrean Pact contracts studied included terms which explicitly designated the purchase of intermediates and capital goods from the same source as the know-how."

(Vaitsos 1973:6)

"In Bolivia, of 35 contracts analysed 24 tied technical assistance to the usage of patents or trade marks and vice versa; 3 fixed prices of end products; 11 prohibited production or sale of similar products; 19 imposed secrecy on know-how during, and 16 following, the contract; 5 specified that any controversy or arbitration should be settled in the court of the country of the licensor. Of the 35 cases, 28 also contractually made quality control the responsibility of the licensor. Similarly, in Chile, of 175 contracts 98 had clauses making the licensor responsible for quality control, 45 controlled the volume of sales, and 27 the volume of production. In Peru, of 89 contracts 66 contained clauses controlling the volume of sales of the licences. Some clauses prohibited the sale of similar or identical products

after the contract had ended. Others tied the sale of technology to the appointment of key personnel by the licensor."

(Vaitos 1973:6-7)

Ajoutées à la surévaluation des prix des produits du commerce "intra-firm", les clauses restrictives afférentes aux contrats de transfert favorisent le blocage de l'épargne potentielle de devises. Cette "désaccumulation" contribue à l'accentuation des problèmes de la balance des paiements et stigmatise la chronicité des déficits à ce chapitre. L'accroissement de la dette et la diminution de la capacité d'importer s'en suit limitant derechef les objectifs de croissance économique du pays. On assiste, en quelque sorte, à un transfert d'excédent des pays dépendants vers les pays métropolitains par le véhicule de la technologie.

HYPOTHESE III: La pénétration massive des EMNs, en augmentant la dépendance technologique, diminue la capacité d'accumulation interne de devises et, par là, la croissance économique du pays hôte.

CHAPITRE III

L'ANALYSE STATISTIQUE

En nous rapportant à l'essentiel de la démarche scientifique, notre premier chapitre aurait couvert l'étape de l'observation, le deuxième la formulation des hypothèses par la mise en rapport de concepts issus de cette observation, et le troisième permettrait la vérification empirique de la validité de ces hypothèses. Pour atteindre ce dernier objectif, nous tenterons de répondre aux questions suivantes: 1° Comment la stratégie de recherche utilisée nous permet-elle d'évaluer les rapports causaux? 2° Quels sont les principaux indicateurs susceptibles d'être conformes aux concepts théoriques contenus dans nos hypothèses? 3° Quels sont les liens déterminés empiriquement entre la série d'indicateurs et sont-ils consistants avec les hypothèses? 4° Quelle est la capacité globale du modèle à expliquer la croissance économique au Brésil?

STRATEGIE DE RECHERCHE

L'analyse statistique devrait nous permettre d'abord de mesurer la validité de chacune des trois hypothèses formulées dans le chapitre précédent; et ensuite d'évaluer la consistance des rapports contenus dans chacune des chaînes de causalité illustrant nos trois hypothèses.

Pour ce faire, nous utiliserons l'analyse de régression multiple* avec écarts temporels de 0 à 3 ans entre les variables du modèle. Ces écarts se veulent conformes à la logique du modèle de causalité où la cause provoque des effets un certain laps de temps après son observation. Malheureusement, le choix des écarts est plus ou moins arbitraire car la recherche sur le sujet demeure embryonnaire; nous nous fierons donc à notre bon sens et aux connaissances parcellaires disponibles.

Notre analyse comporte 20 cas qui couvrent la période allant de 1950 à 1972. Nous avons dû procéder à un réaménagement des cartes de données pour respecter l'écart de 4 ans pour chacun des cas; c'est pourquoi malgré une différence de 23 ans entre 1950 et 1972 nous n'avons que 20 cas. Le réaménagement des cartes s'est effectué comme suit:

* En annexe 1, nous exposons brièvement la teneur de cette méthode statistique.

1 ^o cas	1950
	1951
	1952
	1953

2 ^o cas	1951
	1952
	1953
	1954

3 ^o cas	1952
	
	
	

20 ^o cas	1969
	1970
	1971
	1972

L'analyse de régression multiple sera complétée par le test de corrélation partielle qui devrait nous permettre de jauger la validité des sentiers (ou pistes) suivis par chacune des chaînes de causalité comprises dans les 3 hypothèses. Nous calculerons également le coefficient de corrélation multiple (R^2) pour l'ensemble des variables indépendantes du modèle général, afin de voir dans quelle mesure elles expliquent les variations de la variable dépendante, soit la croissance économique au Brésil.

LES INDICATEURS

Pour déterminer si les indicateurs sont conformes aux concepts à mesurer, nous utiliserons 2 types d'argumentation: 1^o un indicateur ayant acquis sa validité par valeur d'usage généralisée; 2^o lorsque le coefficient de corrélation simple (r) est très élevé entre deux indicateurs voulant mesurer le même phénomène. Dans les cas où la validation n'est pas possible à partir de ces deux méthodes, nous exposerons brièvement la logique de l'argumentation théorique à l'origine du choix de l'indicateur, ainsi que ses limites explicatives.

Nous retrouvons en annexe II les informations spécifiques pour chacun des indicateurs: sources des données, années, données qui manquent, données estimées, etc.

1. Variable indépendante: La pénétration des EMNs.

Indicateur: Le montant des investissements directs étrangers.

Validité: Cet indicateur a été utilisé dans une recherche collective pour le cours "Séminaire de recherche en politique internationale et comparée", donné en 1976 par M. Lawrence Alschuler à l'Université d'Ottawa.

Réserve: L'indicateur est un flux et par conséquent il n'indique pas le stock accumulé de capital étranger à l'intérieur du

pays. Cet indicateur pourrait éventuellement offrir des aberrations lorsque mesuré avec des indicateurs de stock. Par conséquent, nous devons tenir compte de cet aspect dans l'analyse des résultats.

Abréviation: INVDIRT1*

* * *

2. Variable indépendante: La dépendance financière.

Indicateur: Les revenus d'investissements étrangers.

Validité: Cet indicateur a été utilisé dans une recherche non publiée sur l'Inde** simultanément à un autre indicateur (factor payments to abroad); et le coefficient de corrélation simple entre les 2 indicateurs était de l'ordre de 0.90.

Réserve: On suppose ici que la majorité des revenus d'investissements sont rapatriés et qu'ils sont générés par des EMNs. Le deuxième chapitre aura mis en lumière des chiffres et une argumentation théorique suffisamment éloquentes pour nous permettre l'utilisation de cet indicateur; mais, si les résultats s'avèrent faibles, il faudra songer à une part importante de ces revenus soient réinvestis sur place, au

* "T1" indique l'année du cas qui comporte 4 écarts temporels jusqu'à "T4".

** Cette recherche devrait être éventuellement publiée par M. Lawrence Alschuler dans un livre sur six analyses de cas dont le Brésil et l'Inde.

lieu d'être rapatriés, surtout en raison des hauts rendements en profits.

Abréviation: INVINCT2

* * *

3. Variable indépendante: Dépendance technologique.

Indicateur: La valeur des importations de produits manufacturés comme une proportion de la valeur du produit industriel.

Validité: Cet indicateur a été choisi pour pallier au manque de données concernant les paiements de royalties sur les licences et brevets; chiffres beaucoup plus aptes à mesurer la dépendance technologique telle que définie précédemment. Faute de mieux, nous avons supposé qu'au Brésil, malgré une période intense de substitution des importations de biens manufacturés, cette catégorie d'importations loin de diminuer a augmenté progressivement, à cause de la pénétration massive des EMNs qui privilégient le commerce intra-firme, donc l'achat à l'étranger des produits qu'elles ont besoin. Les paiements de royalties sur les brevets et les licences devraient augmenter proportionnellement à la croissance du rapport de la valeur des importations de produits manufacturés sur la valeur du produit industriel.

Réserve: Le caractère indirect de cet indicateur lui confère une faiblesse évidente, et nous devons éviter de tirer des conclusions trop définitives lors de l'analyse des résultats.

Abréviation: DEPTECHT2

* * *

4. Variable indépendante: Politique économique du pays hôte.

Indicateur: Le pourcentage de dévaluation annuelle de la monnaie locale.

Validité: La validité de cet indicateur repose essentiellement sur la littérature très abondante sur l'usage répandu de cette politique économique dans le but de rétablir les déficits de la balance des paiements. Dans notre modèle, les réévaluations de la monnaie devraient influencer positivement sur les revenus d'investissements, principalement de trois manières:

- 1° en encourageant le volume des investissements directs étrangers grâce à la valeur accrue de leurs monnaies par rapport à la monnaie locale après une dévaluation;
- 2° en augmentant le volume des exportations facilitées par les dévaluations, donc l'accroissement des revenus tirés du commerce international par les EMNs d'exportation;

3° enfin, pour les EMNs visant le marché local, l'inflation liée rigoureusement à toute dévaluation, tout au moins au Brésil comme nous l'avons vu, permet de réaliser des profits accrus.

Ici, nous supposons que l'apport accru de revenus d'investissements devrait à court terme (soit 1 an et moins) permettre de compenser les rapatriements massifs de capitaux liés aux investissements directs étrangers, donc de diminuer la dépendance financière.

Réserve: Il y a pourtant une contradiction flagrante au niveau du signe des variables du modèle (POLECO et DEPFIN) liées négativement et par rapport au signe des indicateurs de ces variables (DEVAT2 et INVINCT2) liées positivement. Au niveau conceptuel le signe "--" est cohérent, mais au niveau pratique, à cause du choix des indicateurs, il se transforme en un +. Dans ces conditions, lors de l'analyse des résultats, nous devrions considérer un signe positif comme étant conforme à notre modèle conceptuel. Mais pour rendre plus homogène et lisible l'analyse des résultats, nous avons codifié sur les cartes de données les dévaluations successives de façon suivante: une dévaluation annuelle de 10% est représentée par -10. Ce signe négatif annule le rapport positif au niveau des indicateurs (un - multiplié par un + donne un -) et permet des résultats cohérents a-

vec le modèle conceptuel. Donc, des résultats négatifs devront être analysés comme étant conformes aux signes des rapports causaux contenus dans notre deuxième hypothèse.

Abréviation: DEVAT2

* * *

5. Variable indépendante: Accumulation de capital.

Indicateur: Formation brute de capital.

Validité: Cet indicateur est utilisé couramment par la Banque mondiale et la plupart des économistes pour illustrer le stock de capital généré par l'économie d'un pays.

Abréviation: ACCKT3

* * *

6. Variable indépendante: Accumulation de devises.

Indicateur: Réserves en devises internationales.

Validité: Usage courant.

Abréviation: ACCDEVT3

* * *

7. Variable dépendante: Croissance économique.

Indicateur: Produit national brut per capita.

Validité: Usage courant.

Abréviation: PNBCT4

ANALYSE DES RESULTATS

Nous présenterons d'abord les résultats obtenus pour chacun des rapports causaux contenus dans nos trois hypothèses*. Les coefficients de corrélation simple (r_s) et les bêta nous serviront de points de repère pour évaluer la validité de chacun des rapports causaux. Ensuite, nous analyserons ces résultats à la lumière des faits discutés dans les chapitres I et II, afin de proposer des explications acceptables aux résultats inconsistants.

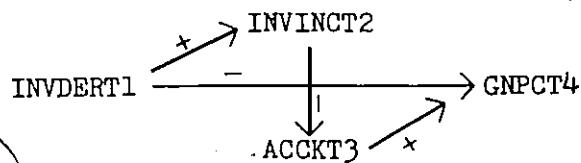
1 - Les coefficients de corrélation simple et les bêta

Les coefficients de corrélation simple devront être différents de zéro et supérieurs à 0.378 pour 20 cas à un niveau de probabilité de 0.05**, et les signes accolés aux résultats empiriques devront être conformes aux sens positif et négatif des rapports causaux pour en exprimer la validité. Les résultats consistants sont soulignés d'une ligne continue, tandis que ceux non conformes aux hypothèses, mais ayant un coefficient de corrélation simple significatif, sont soulignés d'une ligne hachurée.

* En annexe III, nous présentons les résultats des régressions calculés et compilés par l'ordinateur.

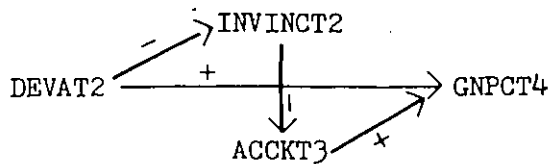
** Il est difficile d'établir le seuil significatif dans une étude avec écarts temporels. Mais il est possible de le choisir arbitrairement au niveau de 0.05%, comme s'il n'y avait pas d'écarts temporels; c'est ce que nous avons fait.

HYPOTHESE #I



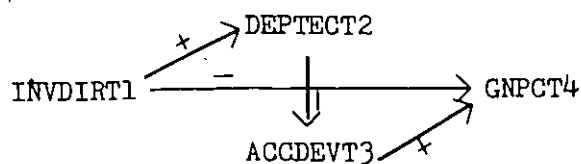
- a) INVDIRT1 $\xrightarrow{+}$ INVINCT2 : 0.63
- b) INVINCT2 $\xrightarrow{-}$ ACCKT3 : 0.92
- c) ACCKT3 $\xrightarrow{+}$ GNPCT4 : 0.87
- d) INVDIRT1 $\xrightarrow{-}$ GNPCT4 : 0.82

HYPOTHESE #II



- a) DEVAT2 $\xrightarrow{-}$ INVINCT2 : 0.29
- b) INVINCT2 $\xrightarrow{-}$ ACCKT3 : 0.92
- c) ACCKT3 $\xrightarrow{+}$ GNPCT4 : 0.87
- d) DEVAT2 $\xrightarrow{+}$ GNPCT4 : -0.01

HYPOTHESE #III



- a) $\text{INVDIRT1} \xrightarrow{+} \text{DEPTECT2} : -0.38$
 b) $\text{DEPTECT2} \xrightarrow{-} \text{GNPCT4} : -0.11$
 c) $\text{ACCDEVT3} \xrightarrow{+} \text{GNPCT4} : 0.54$
 d) $\text{INVDIRT1} \xrightarrow{-} \text{GNPCT4} : 0.82$

Nous aurions, d'après ces résultats, trois rapports causaux significatifs et conformes aux hypothèses:

$$\begin{aligned} \text{INVDIRT1} &\xrightarrow{+} \text{INVINCT2} \\ \text{ACCKT3} &\xrightarrow{+} \text{GNPCT4} \\ \text{ACCDEVT3} &\xrightarrow{+} \text{GNPCT4} \end{aligned}$$

Et trois rapports causaux significatifs mais allant dans le sens inverse de nos hypothèses:

$$\begin{aligned} \text{INVINCT2} &\xrightarrow{-} \text{ACCKT3} \\ \text{INVDIRT1} &\xrightarrow{+} \text{GNPCT4} \\ \text{INVDIRT1} &\xrightarrow{-} \text{DEPTECT2} \end{aligned}$$

A première vue, c'est une bien maigre réussite; mais un argument de poids nous incite à continuer nos investigations: l'ensemble de nos variables indépendantes explique une proportion de 96% dans la variation de la variable dépendante, soit la croissance économique. Ce pourcentage représente le coefficient de corrélation multiple, symbolisé par R^2 . Mais dans quelle proportion chacune des variables indépendantes participe-t-elle à la variation de la croissance économique? Et cette participation est-elle conforme aux chaînes de causalité illustrant nos hypothèses? Pour évaluer ces résultats, les valeurs des bêta deviennent un outil très utile. Elles indiquent combien de changement dans la variable dépendante est tributaire du changement standardisé* dans une variable indépendante quand les autres sont contrôlées. Pour éclairer les résultats précédents, nous avons donc calculé deux régressions pour les hypothèses I et III. Nous calculerons les coefficients de corrélation partielle pour l'hypothèse II parce que la variable indépendante-clé "pénétration des EMNs" n'est pas spécifiquement contenue dans cette chaîne de causalité; l'analyse des sentiers à partir de ces calculs nous permettra de voir si la logique de notre argumentation théorique est respectée.

Les valeurs des bêta nous permettront d'abord de clarifier l'apport individuel de chacune des variables indépendantes dans l'ex-

* Au sens large, la standardisation permet de rendre compatibles toutes comparaisons entre les variables du modèle. On transforme des pommes, des oranges, des pêches, etc. en une valeur commune, soit des fruits.

plication du phénomène de la croissance économique; ensuite de vérifier la pertinence des signes en rapport avec les chaînes de causalité; et enfin, de contrôler la validité des coefficients de corrélation simple des deux rapports causaux n'ayant pas de variables intermédiaires entre la variable indépendante et la variable dépendante, soit:

$$\text{ACCKT3} \xrightarrow{+} \text{GNPCT4} \quad \text{et} \quad \text{ACCDEV3} \xrightarrow{+} \text{GNPCT4}$$

Voici le tableau des valeurs des bêta pour chacune des variables indépendantes des hypothèses I et III*. Nous ajouterons le coefficient de corrélation simple, soit le rapport direct, afin de visualiser les changements survenus lorsqu'on contrôle les variables du modèle, soit la valeur des bêta.

HYPOTHESE #I

	Bêta	r_s
a) <u>INVDIRT1</u> $\xrightarrow{-}$ <u>GNPCT4</u> :	<u>0.43</u>	<u>0.82</u>
b) <u>INVINCT2</u> $\xrightarrow{-}$ <u>GNPCT4</u> :	<u>0.06</u>	<u>0.82</u>
c) <u>ACCKT3</u> $\xrightarrow{+}$ <u>GNPCT4</u> :	<u>0.53</u>	<u>0.87</u>

 $R^2 : 0.87$

HYPOTHESE #III

	Bêta	r_s
a) <u>INVDIRT1</u> $\xrightarrow{-}$ <u>GNPCT4</u> :	<u>0.56</u>	<u>0.82</u>
b) <u>DEPTECT2</u> $\xrightarrow{-}$ <u>GNPCT4</u> :	<u>-0.39</u>	<u>-0.64</u>
c) <u>ACCDEV3</u> $\xrightarrow{+}$ <u>GNPCT4</u> :	<u>0.29</u>	<u>0.54</u>

 $R^2 : 0.86$

* Il est à noter que nous utilisons le même procédé que celui adopté pour la validité des rapports causaux à partir des coefficients de corrélation simple: une ligne continue pour les rapports conformes et significatifs, et hachurée pour les rapports significatifs mais non conformes.

Lorsque mis en rapport avec les coefficients de corrélation simple (r_s), les bêta expriment une diminution notable de la covariation de toutes les variables indépendantes avec la croissance économique, tout en demeurant significatifs, sauf pour deux variables: INVINCT2 et ACCDEVT3. En effet, les r_s de ces dernières sont significatifs, mais en contrôlant les variables de leur hypothèse respective, les bêta expriment une covariation pratiquement inexistante. Dans le cas de la dépendance financière (INVINCT2), ce résultat devrait nous réjouir, car il pourrait impliquer un rôle important de la variable intermédiaire ACCCT3. Mais pour la variable ACCDEVT3, notre modèle n'indique aucune variable intermédiaire entre elle et la croissance économique (GNPCT4). Quelles interprétations pouvons-nous donner à ces résultats? A la lumière de ce qui précède, nous tenterons dans la section suivante de répondre à cette question fondamentale. Nous procéderons hypothèse par hypothèse en tentant de donner une conclusion définitive pour chacune d'elles.

2 - Interprétation des résultats

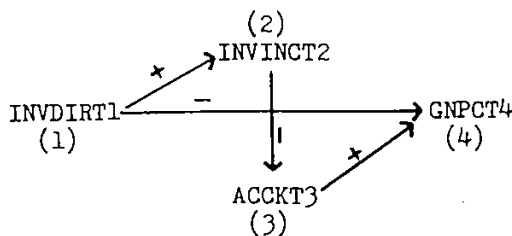
Pour nous aider dans l'interprétation des résultats, nous nous servirons de la méthode dite des "sentiers" (Blalock 1972:440-450), qui nous permet de mieux saisir la direction de nos rapports causaux. La corrélation simple est directe, c'est-à-dire qu'il n'y

a aucun intermédiaire entre les deux variables; notre modèle comporte pourtant une série de variables intermédiaires et nous voulons les introduire dans toute chaîne de causalité comportant plus de deux variables. La méthode des sentiers nous permet de contrôler les variables intermédiaires en les maintenant constantes, c'est-à-dire qu'à l'instar des bêta le coefficient de corrélation partielle détermine le lien entre deux variables lorsqu'on contrôle une ou deux variables spécifiques. Le bêta de la variable ACCKT3 dans l'hypothèse #1, par exemple, nous donnait la variation de la croissance économique (GNPCT4) expliquée par cette variable lorsqu'on contrôle les deux autres variables de la chaîne de causalité. Par contre, le coefficient de corrélation partielle de la variation entre INVDIRT1 et ACCKT3 calcule la covariation de ces deux variables en contrôlant spécifiquement la variable intermédiaire INVINCT2. Il s'écrit comme suit:

$$r_{13.2} \quad \text{où } 1:\text{INVDIRT1}, 2:\text{INVINCT2} \text{ et } 3:\text{ACCKT3}$$

Nous avons calculé plusieurs corrélations partielles visant à éclaircir la faiblesse des résultats exposés précédemment et à nous aider dans leur interprétation.

HYPOTHESE #1



Le lien de causalité entre les investissements directs étrangers et les revenus de ces investissements est supporté empiriquement par les résultats statistiques: $INVDIRT1 \xrightarrow{+} INVINCT2$ où r_{12} : 0.63. Cette corrélation positive devrait, selon notre argumentation théorique, entraîner une diminution relative de la capacité d'accumuler du capital au Brésil. Pourtant le lien direct entre les revenus des investissements et la formation interne de capital est fortement positif: r_{23} : 0.92.

Ce résultat pourrait signifier qu'une partie plus importante des revenus d'investissement a été réinvestie plutôt que rapatriée, comme nous le supposions au chapitre II. Cette constatation semble plausible, dans la mesure où au Brésil le rendement sur les investissements est très élevé: les profits et les dividendes sont suffisamment élevés pour inciter les investisseurs étrangers à réinvestir dans l'économie.

Nous avons calculé le coefficient de corrélation partielle entre $INVDIRT1$ et $ACCKT3$ pour vérifier si la variable $INVINCT2$ influence le lien entre ces deux variables, donc si le sentier de causalité proposé est valable. Le coefficient de corrélation simple entre ces deux variables est de 0.65, et le coefficient de corrélation partielle diminue à 0.24. L'hypothèse nulle n'est pas parfaitement vérifiée, mais cette diminution de la corrélation appuie le sentier proposé par notre hypothèse.

Littéralement, ces résultats peuvent s'interpréter comme suit: les investissements directs étrangers, lorsqu'ils pénètrent au Brésil, participent à l'accroissement brut de capital; mais à la suite du rapatriement d'une partie des revenus d'investissement, cette participation, tout en demeurant positive, diminue d'où la baisse dans la corrélation entre INVDIRT1 et ACCKT3 lorsqu'on contrôle INVINCT2. Le Brésil en retirerait tout de même un bénéfice net contrairement à ce que nous supposions dans notre argumentation théorique.

Le dernier rapport causal de notre hypothèse (ACCKT3 $\xrightarrow{+}$ GNPCT4) est fortement appuyé par les résultats empiriques: $r_{34} = 0.87$. Cette forte corrélation entre la formation brute de capital et la croissance économique tend à appuyer une partie de l'analyse économique classique: ce rapport tient à une évidence mathématique qui veut que la distribution égale d'une quantité de biens augmentera si la quantité de ces biens croît plus rapidement que le nombre de bénéficiaires. On décèle dans ce raisonnement la base des reproches adressés à l'indicateur de revenu per capita: il ne tient pas compte du volume de la redistribution de ces richesses pour chacun des bénéficiaires.

Pour terminer l'analyse de cette première hypothèse, nous avons calculé une deuxième corrélation partielle entre INVINCT2 et GNPCT4 lorsqu'on contrôle ACCKT3, afin de vérifier si le sentier pro-

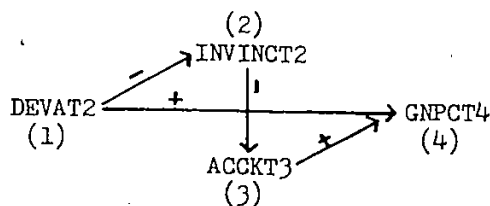
posé par notre hypothèse trouve sa validation empirique. Le lien direct entre les revenus d'investissements et la croissance économique est égal à 0.82; mais le coefficient de corrélation partielle diminue vertigineusement à 0.11. L'hypothèse nulle se voit presque vérifiée complètement, ce qui nous permet de supposer que la formation brute de capital est la variable intermédiaire.

A la lumière de ces résultats, il n'est pas étonnant de constater que l'apport de capitaux directs étrangers au Brésil aiderait à la croissance économique du pays: r_{14} : 0.82; $r_{14.25}$: 0.66; β -ta: 0.43. Malgré la confiance que nous donnons aux données recueillies pour appuyer l'argumentation théorique proposée au chapitre II, nous devons conclure, dans le cadre restreint de ce travail empirique, à l'impertinence de cette première hypothèse. Afin de coïncider avec les résultats statistiques, nous devrions reformuler cette hypothèse de la façon suivante: les investissements directs étrangers, grâce à des revenus d'investissements élevés, ce qui encourage le réinvestissement plus que le rapatriement, participent positivement à la formation brute de capital, donc à la croissance économique du Brésil.

Le domaine de cette recherche étant relativement nouveau, nous devons pourtant apporter quelques réserves à cette nouvelle proposition, surtout en ce qui concerne les indicateurs. Comme nous le disions au début de ce chapitre, l'indicateur INVDIR est un flux, tandis que les autres indicateurs de l'hypothèse sont des stocks ou

des flux liés au stock accumulé. Cette hétérogénéité des mesures pourrait éventuellement biaiser les résultats. De plus, le caractère très indirect de l'indicateur de dépendance financière, soit les revenus d'investissement, apporte une certaine confusion ou redondance par rapport au phénomène spécifique du rapatriement des profits et dividendes que nous voulons mesurer. Enfin, il pourrait y avoir une faiblesse méthodologique à la formulation de l'indicateur de l'accumulation interne de capital. Les chapitres précédents ont mis en évidence la prépondérance des investissements directs étrangers dans les secteurs manufacturier et industriel. Pourtant, les statistiques recueillies sur la formation interne de capital recouvrent l'ensemble des secteurs de l'économie brésilienne. Si nous avons choisi de prendre les statistiques concernant exclusivement les secteurs fortement pénétrés et dénationalisés, l'incidence du rapatriement des profits pourrait être beaucoup plus significative.

HYPOTHESE #II



Les effets simultanés entre les multiples dévaluations qu'a connues le Brésil depuis le début des années '50 et les revenus d'in-

vestissement (dépendance financière) sont inexistantes d'après les résultats observés (r_{14} : 0.29). Et si on regarde les résultats avec écarts temporels de 1, 2 et 3 ans (voir annexe III) les effets sont aussi invisibles.

D'après notre argumentation théorique, nous avons supposé qu'à plus long terme les effets immédiats positifs de la diminution de la dépendance financière devraient se muter en une augmentation de cette dépendance. L'absence totale de corrélation entre ces deux variables nous apparaît quelque peu troublante; en effet, d'après la théorie et l'observation de la réalité, toute dévaluation encouragerait l'apport des investissements directs étrangers à cause de la valeur accrue des devises étrangères par rapport à la monnaie locale. Ces encouragements seraient pourtant diminués dans la mesure où les importations nécessaires à la production deviennent plus chères, d'où l'espoir d'améliorer la balance commerciale du pays par la compression des importations et l'accroissement des exportations. Ces effets n'influencent que très peu les EMNs qui contournent ces difficultés par le commerce intra-firme et leurs achats en devises autres que nationales. Dans ces conditions, les dévaluations ne devraient pas empêcher les investissements directs étrangers d'affluer dans le pays hôte. Pourtant aucun des résultats observés n'est pertinent; il semble n'y avoir aucune corrélation entre ces deux variables.

A titre d'explication, nous proposons l'argumentation suivante: les EMNs au Brésil, tout au moins jusqu'au milieu des années

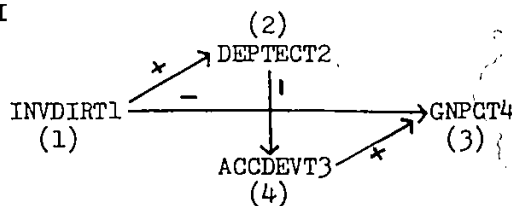
'60, soit la fin de la période de substitution des importations, se sont orientées principalement vers les secteurs dynamiques de l'économie du pays afin de répondre essentiellement à la demande du marché interne; du fait de cette orientation spécifique et des tactiques commerciales (comme le commerce intra-firme) les plaçant à l'extérieur du marché international, toute politique des changes ne devrait les influencer que très peu dans leur stratégie de croissance. Les dévaluations n'auraient donc aucun effet positif ou négatif sur les revenus d'investissement pour les deux raisons ci-haut mentionnées que nous explicitons comme suit: 1° la production est orientée principalement vers les marchés internes, ce qui limite de beaucoup les possibilités d'accroître les revenus d'investissement provenant des exportations; 2° le commerce intra-firme, une pratique systématisée au Brésil, isole les EMNs des contraintes du marché international, d'où la possibilité d'éviter les effets négatifs découlant d'une surenchère des importations.

Globalement, cette deuxième hypothèse stipule que la dévaluation devrait renverser les effets négatifs provoqués par la pénétration des EMNs. Le rapport direct entre DEVAT2 et ACCKT3 est égal à 0.12, ce qui n'est pas significatif mais encourageant parce que nous pouvons dès lors supposer qu'il existe une variable intermédiaire entre les deux variables. Le calcul de la corrélation partielle ($r_{13.2}$) nous apporte par contre un résultat assez surprenant de -0.40. Pour interpréter à la lettre ces résultats, nous disons que les dévalua-

tions ont un effet négatif sur l'accumulation interne de capital lorsqu'on contrôle les effets des revenus d'investissement. Mais l'hypothèse nulle n'étant pas vérifiée et le fait qu'il n'y a pas de corrélation directe significative entre DEVAT2 et INVINCT2, DEVAT2 et ACCKT3, nous devons conclure que la dévaluation n'est pas reliée aux revenus d'investissement ni à la formation brute de capital. Il n'y a donc pas d'interprétation possible de ces résultats, tout au moins à notre connaissance.

Cette deuxième hypothèse doit être complètement rejetée. Et la conclusion générale que nous pouvons tirer de cet exercice statistique, encore là dans le cadre restreint de cette étude, est que la dévaluation est inopérante lorsqu'utilisée par un pays hôte comme politique de contrôle sur l'influence possiblement négative des EMNs au chapitre de la balance des paiements. Et l'argumentation développée au début de cette section viendrait étayer cette conclusion.

HYPOTHESE #III



Le premier rapport causal (INVDIRT1 $\xrightarrow{+}$ DEPTCT2) devait indiquer un accroissement des importations de biens manufacturés suite

à l'accroissement des investissements directs étrangers. Mais le coefficient de corrélation simple ($r: -0.38$), bien qu'étant significatif, exprime une relation négative entre les deux variables.

Dans le deuxième chapitre, nous avons constaté que les pourvoyeurs de capitaux directs étrangers sont les EMNs. Elles investissent majoritairement dans le secteur manufacturier entraînant une forte dénationalisation, qui a augmenté considérablement depuis le début des années cinquante, d'où l'augmentation proportionnelle du stock de capital étranger au Brésil. Nous nous attendions donc à une corrélation positive significative entre les importations de biens manufacturés/produit industriel brut et la pénétration du capital direct étranger. L'orientation négative des résultats empiriques nous incite pourtant à réviser complètement notre raisonnement. Sans prétendre sauver la validité de ce rapport causal, nous proposons l'explication suivante:

L'interventionnisme étatique s'est accru sans cesse depuis l'Estado Novo sous Vargas, et il a donné lieu à la formulation de politiques économiques sévères face aux importations, dans le but d'encourager le développement par substitution des importations. La réussite relative de ces politiques pourrait expliquer en partie la corrélation négative entre les deux premières variables de cette hypothèse.

D'ailleurs, Newfarmer et Mueller (1975:129) mentionnaient dans leur recherche sur les EMNs au Brésil:

"On the import side of subsidiary trade in 1972, affiliates were still dependent on their parents for many critical inputs. The parent system was responsible for supplying 12% of the Brazilian subsidiaries' material inputs into the manufacturing process, down from 15% in 1966. The decline in the role of the parent as supplier reflects government efforts to reduce imports and encourage local purchasing. (...) Meanwhile, the combined import bill from parents and other sources held more or less constant at roughly 24%."

Le coefficient de corrélation simple ($r: -0.11$) du second rapport causal ($DEPTECT2 \longrightarrow ACCDEVT3$) indique qu'il n'y a aucune corrélation entre l'importation de biens manufacturés comme proportion du produit industriel brut et le niveau des réserves de devises étrangères dans le pays. De plus, la corrélation partielle entre $INVDIRT1$ et $ACCDEVT3$, lorsqu'on contrôle $DEPTECT2$, nous donne un $r_{13.2}: 0.36$ presque identique au lien direct où $r_{13}: 0.37$. Ces résultats nous permettent de conclure que la variable $DEPTECT2$ n'est pas intermédiaire et que ces trois variables ne sont pas reliées entre elles de façon significative. Comment expliquer cette absence de résultats valides?

Encore là, nous en sommes réduits à la spéculation intellectuelle, ce qui ne valorise en rien la validité de nos rapports causaux pourtant appuyés sur une argumentation qui semble a priori logique et acceptable.

Nous avons supposé, à la lumière de statistiques fiables, que les EMNs, par le biais de la surévaluation des prix du commerce

intra-firme, lésaient le Brésil d'une part substantielle de devises étrangères. L'explication qui nous apparaît la plus raisonnable au manque de corrélation entre ces variables repose sur le fait que le secteur agricole demeure déterminant dans la variation des réserves de devises étrangères. Du côté des importations, les politiques de contrôle du gouvernement et la relative stabilité des importations de biens manufacturés des EMNs ont contribué à maintenir la balance commerciale excédentaire pendant plusieurs années depuis 1954. Mais c'est du côté des exportations de produits agricoles qu'on trouve la réponse la plus adéquate pour expliquer les excédents au chapitre des échanges internationaux. En effet, les périodes fastes correspondent en général à des cours de change favorables pour les produits primaires d'exportation, particulièrement le sucre et le café: à la fin des années '40 sous Dutra et au milieu des années '60, par exemple. Jusqu'en 1965, les exportations de produits primaires comptaient pour plus de 90% des revenus à ce chapitre, et en 1973 elles atteignaient encore 70%, malgré le changement de stratégie économique encourageant les exportations de produits manufacturés qui passèrent de 5.7% en 1965 à 27.2% en 1973 (World Tables 1976:452). Dans ces conditions, la relative stabilité des importations des EMNs, la concentration des activités de ces EMNs dans les secteurs manufacturier et industriel, ajoutées à la prépondérance du rôle du secteur agricole dans la variation au niveau des réserves de devises étrangères, l'ensemble de ces facteurs servirait à expliquer l'absence de relation entre les trois premières variables de l'hypothèse.

Les résultats statistiques du dernier rapport causal (ACCDEVT3 et GNPCT4) sont significatifs et consistants, le coefficient de corrélation simple atteignant la valeur de 0.54.

L'accumulation de devises est couramment associée à la capacité d'importer, donc à la capacité du pays à équilibrer sa balance commerciale par ses propres ressources. Alors, plus les réserves sont grandes, moins le pays a besoin de contracter des emprunts, libérant de ce fait des argents pour le développement interne qui seraient allés au service de la dette. L'accumulation de devises participe donc au même titre que l'investissement total à l'intérieur du pays à la formation totale de capital. D'après les résultats obtenus dans les régressions précédentes, la formation interne de capital serait, avec l'apport des investissements directs étrangers, la principale source de la croissance économique tout en étant le principal élément de la formation totale de capital. A la suite des résultats obtenus dans la présente régression, les bénéfices du commerce international, sans être aussi importants, participent de façon significative à la croissance économique du Brésil.

Nous pouvons tirer cinq propositions générales de l'analyse des résultats de cette hypothèse. Nous employons sciemment le mot "propositions" au lieu de "conclusions" parce qu'elles mériteraient d'être approfondies, ce que ne nous permet pas le cadre limité de cette thèse.

- a) Les politiques de contrôle visant à promouvoir la substitution des importations se seraient avérées efficaces, d'où le rapport négatif entre pénétration des investissements directs étrangers et les importations de biens manufacturés par rapport au produit industriel.
- b) Les EMNs, par la stabilité de leurs importations de biens manufacturés, n'influencent pas statistiquement le volume des réserves de devises étrangères.
- c) Le gouvernement, par son rôle accru dans l'économie, pourrait être un agent-clé dans la variation des réserves de devises étrangères par le biais des importations de biens manufacturés.
- d) Le secteur agricole demeure prépondérant dans les variations observées au chapitre des réserves de devises étrangères.
- e) Enfin, le niveau des réserves de devises étrangères participe positivement à la croissance économique du Brésil, tout comme la formation interne de capital, bien qu'à un moindre degré.

* * *

Ce décortilage fastidieux et un peu désolant nous aura permis de mieux comprendre les rapports causaux entre les différents concepts, sans pourtant accroître le nombre de ces rapports significatifs. Ils demeurent les mêmes que ceux mentionnés au début de cette section.

L'apport le plus intéressant de ces résultats découle du double rôle joué par les EMNs face aux deux états de dépendance. En même temps qu'elles encouragent la dépendance financière, les EMNs diminuent la dépendance technologique. A notre avis, la prépondérance de l'interventionnisme étatique, concrétisé par les politiques encourageant la substitution des importations, illustre les avantages d'une contrepartie fonctionnelle efficace face au déterminisme négatif de la dépendance technologique. Par contre, les gouvernements brésiliens, ayant presque toujours adopté une attitude très libérale envers les pratiques des investisseurs étrangers, n'ont pu freiner la détérioration de leurs rapports financiers avec les pays métropolitains. Si ce n'avait été de la capacité du pays à stimuler le réinvestissement, le bilan positif de la pénétration des EMNs sur la croissance économique aurait été probablement compromis.

Ces résultats confirment, tout au moins dans notre esprit, le procès de l'évolution économique du Brésil (particulièrement depuis l'après-guerre) caractérisé par une alliance étroite entre le secteur public et le capital international. Alliance qui s'est réalisée au détriment des capitalistes locaux et de l'ensemble de la population: diminution de la part des entrepreneurs locaux dans la formation brute de capital, accroissement de l'inégalité des revenus, incapacité du capital privé brésilien de concurrencer le capital étranger, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, taux d'alphabétisation le plus bas d'Amérique Latine, absence de droits civiques fondamentaux, répression, pauvreté, etc...)

C O N C L U S I O N

L'apport d'investissements directs étrangers participe de façon mécanique à la formation de capital, donc à la croissance économique des pays hôtes. Cette assertion relève de l'évidence. Mais l'objet de cette thèse était d'illustrer et de mesurer d'abord l'impact négatif de la structure de dépendance sur cette relation, d'ailleurs simplifiée à outrance; et ensuite le rôle fonctionnel correctif des politiques économiques adoptées par les gouvernements des PEVD.

Force nous est de constater que les résultats statistiques ne nous apportent aucun support valable à l'illustration de ces phénomènes. Dans ces conditions, une conclusion générale s'impose: la pénétration des EMNs au Brésil a favorisé la croissance économique en participant à la formation totale de capital, sans que les mécanismes d'exode de ressources financières, liés à la structure de dépendance, n'interviennent suffisamment pour inverser le processus.

Nous avons proposé tout au long de l'analyse des résultats statistiques quelques suggestions propres à expliquer l'ineptie de plusieurs des rapports causaux fondamentaux. Au risque de se répéter, nous en reprenons l'essentiel à titre de rappel synthétique ouvrant la voie à des recherches ultérieures :

Le rapport causal déficient dans la première hypothèse reliait positivement les revenus d'investissements à la formation brute de capital. Nous en avons conclu à un volume de réinvestissements supérieur au volume des rapatriements, principalement grâce au taux élevé des profits réalisables au Brésil.

La deuxième hypothèse voulait que la politique économique de dévaluation participe à la diminution de la dépendance financière; mais l'absence de corrélation nous invitait à proposer que les EMNs au Brésil, isolées des contraintes du marché international principalement par les pratiques du commerce intra-firme, et ayant une production orientée surtout vers le marché interne jusqu'au milieu des années soixante, ces EMNs ne seraient pas influencées dans leur stratégie d'investissement par les politiques de dévaluation. Enfin, la dépendance technologique, telle que mesurée dans la troisième hypothèse, aurait permis d'évaluer le

succès de la stratégie de développement par la substitution des importations amorcée dès le premier mandat de Vargas et achevée vers 1965.

Ces propositions, bien qu'intéressantes, ne nous apportent pas d'arguments explicatifs sur l'accroissement de l'écart entre pays riches et pays pauvres; l'intérêt résidant essentiellement à une meilleure compréhension de certains aspects particuliers de l'activité des EMNs dans le procès de développement du Brésil. Ainsi, pouvons-nous exclure l'apport de ce travail dans la problématique générale du développement du sous-développement des pays dépendants économiquement sur l'extérieur? Une recherche réalisée par Bornschier, Chase-Dunn et Robinson (1978) nous incite, au contraire, à accepter les conclusions du présent travail, comme étant conformes aux conclusions spécifiques d'une série d'autres recherches sur les effets des investissements étrangers sur la croissance économique. En effet, ces auteurs ont observé que le flux des investissements directs étrangers a un effet positif à court terme sur la croissance économique des PEVD. Notre indicateur de pénétration étant un flux et l'écart temporel mesuré couvrant une période de "court terme" entre la cause et l'effet, les résultats obtenus semblent se conformer aux observations des auteurs

précités. De plus, ces derniers spécifient qu'en utilisant un indicateur de stock pour mesurer la pénétration, et un écart "long terme" entre la cause et l'effet, on obtient une diminution du taux de croissance des PEVD.

Bien que nos résultats demeurent cohérents avec les autres recherches sur le sujet, nous devons admettre que les hypothèses mises à l'épreuve dans la présente thèse auraient exigé l'usage d'indicateurs de stock et d'un écart temporel plus long entre les variables indépendantes et la variable dépendante. Sans vouloir minimiser le caractère erroné de nos choix, nous devons insister sur certaines considérations atténuantes : d'abord, l'intérêt relativement récent de ce type de recherche, à partir de la théorie de la dépendance, confère à la méthodologie une dimension plus exploratoire que définitive; ensuite, les données statistiques disponibles, ayant été développées principalement selon une longue tradition polarisée autour de la mesure des comptes nationaux, il devient problématique de mesurer les concepts de dépendance; enfin, il est nécessaire de garder une certaine distance critique face aux résultats statistiques à cause de l'hétérogénéité et de carences dans les méthodes de cueillette des données.

Avant de mettre le point final à cette thèse, nous rappelons, pour éviter toute confusion, que jamais dans notre

esprit nous n'avons voulu réduire la notion de développement au concept de croissance économique. Si, pour plusieurs, le taux de croissance du PNB per capita est une fin en soi, le reste y découlant inévitablement, pour nous, il n'évoque qu'une des nombreuses facettes entourant la notion de bien-être, le bien-être se définissant en termes d'une participation équitable de chacun des individus d'une collectivité à la construction d'une nation, propre à assurer, à tous, le maximum de la capacité redistributive à chaque instant.

A N N E X E I

RESUME DE LA METHODE STATISTIQUE
DE L'ANALYSE DE REGRESSION MULTIPLE

ANNEXE I

QU'EST-CE QU'UNE ANALYSE DE REGRESSION

Quelqu'un formule l'hypothèse suivante: plus un pays est pauvre (dans les pays à économie de marché), moins le système politique est démocratique. Nous voulons dès lors vérifier s'il y a une relation causale entre ces deux concepts, et savoir qu'elle est l'importance de cette relation. Une méthode appropriée pour vérifier cette hypothèse, c'est l'analyse de régression.

Les principales étapes à suivre pour y arriver sont les suivantes:

- 1° Définir chacun des concepts: qu'est-ce qu'un pays à économie de marché et qu'est-ce qu'un système politique démocratique.
- 2° Déterminer un indicateur pour chacun de ces concepts: PNB/C pour les pays à économie de marché et multipartisme pour mesurer l'exercice de la démocratie.
- 3° Tirer un échantillonnage significatif sur l'ensemble des pays à économie de marché, et trouver les mesures pour chacun de nos indicateurs pour chacun des pays choisis.

4° Dans notre hypothèse nous avons deux concepts, donc deux variables, et la relation de causalité détermine la nature de ces variables; en l'occurrence le niveau de richesse devient la variable indépendante parce qu'elle détermine un effet; et l'exercice de la démocratie devient la variable dépendante (l'effet) du niveau de richesse (la cause). Nous obtenons ainsi un modèle bivariable empirique de causalité. La variable dépendante est représentée par Y et la variable indépendante par X.

5° A partir des données recueillies pour chacun des pays, il est possible de tracer un graphique où l'ordonnée est en X et l'abscisse en Y. Ce qui nous permet de situer chacun des cas de l'échantillonnage en un point d'intersection sur un plan à deux dimensions. C'est ce qu'on appelle la valeur calculée.

6° Mais pour voir si l'hypothèse proposée est valable, il est nécessaire de déterminer si les changements dans la variable Y sont liés aux changements dans la variable indépendante X. Pour ce faire, il faut calculer une ligne de régression qui nous donnera la valeur prédite ($\hat{Y}$) par le modèle. Plus la différence est petite (donc l'erreur) entre les valeurs réelles (Y) et les valeurs prédites ($\hat{Y}$), plus la relation entre les deux variables est consistante.

7° Pour établir les valeurs prédites ($\hat{Y}_{1-N}$), il faut calculer une ligne de régression bivariable dont la formule est:

$$Y_{(1...N)} = a + b X_{(1...N)}$$

- où Y: valeur réelle pour chacun des pays de 1 à N (nombre de cas), pour la variable dépendante.
- a: point d'interception de la ligne de régression sur l'axe vertical.
- b: la pente de la ligne de régression.
- X: valeur réelle de la variable indépendante pour chacun des pays.

Avec les valeurs de chacune de ces lignes, nous pouvons tracer la ligne de régression; soit "a" qui nous donne le point de départ de la ligne sur l'axe vertical; et "b" qui permet de dire qu'à chaque variation de "1" sur l'axe des X (ordonnée), Y varie de la valeur de "b" qui est donnée en valeur variant de plus 1 à moins 1.

8° Alors chacune des valeurs prédites pour chacun des cas de l'échantillon devrait se situer idéalement sur cette ligne de régression. Mais ce n'est que très rarement le cas, car il y a toujours une différence entre la valeur réelle Y et la valeur prédite $\hat{Y}$.

Pour savoir si la somme de ces écarts peut invalider l'hypothèse, il est nécessaire de calculer le coefficient de corrélation simple d'ordre zéro (r). Ce test statistique permet de calculer la covariation, donc la variation simultanée de X et Y, lorsque X et Y varient. C'est donc une proportion qui varie entre -1 et +1 (comme la pente). Donc plus la covariation est grande plus le coefficient de corrélation simple est grand. Une hypothèse où la variable indépendante explique une grande partie du phénomène de la va-

riable dépendante (l'exercice de la démocratie) permettra d'avoir un très haut coefficient de corrélation, c'est-à-dire s'approchant de plus ou moins un; le signe indiquant le lien de causalité en plus ou moins d'effets selon la cause.

9° Mais on voit dès maintenant le problème de ce modèle bivariable; en effet, les phénomènes sociaux sont rarement expliqués par une seule variable. Il devient donc nécessaire de sophistiquer le modèle en ajoutant des variables explicatives (des causes: X) qui devraient contribuer toutes ensemble à expliquer davantage la variable dépendante (l'effet: Y). Nous proposons alors un modèle empirique de causalité multivariable: plus un pays est pauvre et plus la température moyenne de ce pays est élevée, moins le système politique est démocratique. La variable dépendante reste la même, mais on ajoute une autre variable indépendante X_2 où la pauvreté du pays devient X_1 .

10° On refait les trois premières étapes comme pour la régression simple, mais il nous faut faire maintenant une régression multiple qui devient pratiquement impossible à représenter graphiquement; en effet, à chaque nouvelle variable indépendante s'ajoute une dimension, et le maximum qui nous est possible de visualiser sur une surface à deux plans c'est trois dimensions. On plonge donc à plein dans l'abstraction mathématique et la formule pour l'hypothèse devient: $Y = a + b_1X_1 + b_2X_2$.

11° Et ce qui nous intéresse maintenant, c'est de savoir quelle est la part totale de covariation expliquée par les variables indépendantes X_1 et X_2 pour la variable dépendante Y ; c'est ce qu'on appelle le coefficient de corrélation multiple (R^2). Il détermine le pourcentage de la variation des deux variables indépendantes et de la variation de la variable dépendante qui sont en commun. Alors, plus la proportion est élevée, plus le modèle est significatif.

12° Mais si on veut connaître la part de covariation pour chacune des variables indépendantes, il y a une méthode très simple pour l'évaluer: c'est le test de la corrélation partielle. Le coefficient de corrélation partielle entre Y et X_1 nous donnera la part de covariation de ces deux variables quand on aura contrôlé la variable indépendante X_2 , donc qu'on l'aura maintenue constante. Il est également possible pour obtenir les mêmes résultats de se servir des bêta (qui sont dans notre équation de régression multiple), donc en employant la pente des variables indépendantes pour évaluer les effets directs de chacune de ces variables.

La similitude des deux mesures repose essentiellement sur le fait que le numérateur est identique dans les deux équations.

13° Lorsque nous avons formulé notre hypothèse, nous avons supposé des relations causales avec des signes négatif et positif. Pour comparer la validité de nos hypothèses avec les résultats obtenus, il nous suffit de regarder le signe des bêta qui doit être consistant avec l'hypothèse.

14° Enfin, pour savoir si le coefficient de corrélation multiple (R^2) est vraiment différent de zéro, donc vraiment significatif, nous pouvons faire le test de probabilité de la valeur de F. Ce qui nous permettra de dire si les résultats obtenus sont suffisamment significatifs pour le nombre de cas de notre échantillonnage et pour le nombre de variables indépendantes.

ANNEXE II

SOURCE DES DONNEES

POUR LES INDICATEURS DU MODELE THEORIQUE

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 1 abbreviation: INVDIR location
card no.:
columns: 1-6
variable name: Investissements directs étrangers
variable definition: Investissements directs étrangers en millions de
\$US.

SOURCE 1

author: Fonds Monétaire International (F.M.I.)
title: Balance of Payments Yearbook

place: Washington, D.C. U.S.

press:

year: différentes années couvrant la période 1950-1972

pages:

tables:

COMMENTS

data year: 1950-1972

cases: 23

reliability:

SOURCE 2

author:

title:

place:

press:

year:

pages:

tables:

COMMENTS

data year:

cases:

reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 2 abbreviation: INVINC location
card no.:
variable name: Débits sur les revenus d'investissements columns: 7-13

variable definition: Revenus des investissements étrangers- après
déduction de taxes - investis dans le pays moins les revenus
d'investissements faits par les nationaux à l'étranger.

SOURCE 1

author:
title:

place: voir variable #1

press:

year:

pages:

tables:

COMMENTS

data year:

cases:

reliability:

SOURCE 2

author:

title:

place:

press:

year:

pages:

tables:

COMMENTS

data year:

cases:

reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 3 abbreviation: IMPMAN location
 card no.:
 columns: 28-34
 variable name: Valeur des importations de biens industriels et manufac-
turés
 variable definition: Valeur en millions de \$US des importations de
 produits industriels et manufacturés, regroupées sous les rubriques 5,
 6 et 7 du S.I.T.C.; c'est-à-dire les produits chimiques, les biens ma-
 nufacturés et les biens d'équipement.

SOURCE 1

author: Organisation des Nations Unies (O.N.U.)
 title: Yearbook of International Trade Statistics

place:

press:

year:

pages:

tables:

COMMENTS

data year: 1953-1972

cases: 20

reliability:

SOURCE 2

author: UN Economic Commission for Latin America, Seccion de Comercio Exterior
 title: IBM Magnetic Tape Listing

place:

press:

year: 1965

pages:

tables:

COMMENTS

data year: 1950-1952

cases: 3

reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 4 abbreviation: PROIND location
 card no.:
 columns: 35-41
 variable name: Valeur ajoutée au produit industriel et le produit
intérieur brut du secteur industriel
 variable definition: Valeur du produit industriel brut donné en millions
 de cruzeiros et convertie en millions de \$US à partir du taux de change mo-
 yen annuel. Il est à noter que la valeur ajoutée représente sensiblement la
 même chose que le produit intérieur brut du secteur industriel.

SOURCE 1

author: Analises e Perspectivas Economicas
 title: A Economica Brasileira e suas Perspectivas

place: Rio de Janeiro

press:

year: juin 1965

pages:

tables:

COMMENTS

data year: 1950, 1951, 1952, 1959 et 1960

cases: 5

reliability:

SOURCE 2

author: O.N.U.

title: Annuaire Statistique

place:

press:

year: différentes années

pages:

tables: Secteur Manufacturier

COMMENTS

data year: 1953-1958 et 1962-1972

cases: 17

reliability:

CASES ESTIMATED: 1961

ESTIMATION PROCEDURES: L'année 1961 a été estimée en prenant la différence en-
 tre les deux valeurs voisines (1960 et 1963) qu'on a divisé par 2; le résultat
 obtenu s'ajoute à la valeur de l'année 1960.

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 5 abbreviation: ACCK location
card no.:
columns: 49-55
variable name: Formation brute de capital
variable definition: valeur donnée en millions de \$US

SOURCE 1

author: Werner Baer
title: Industrialization and Economic Development in Brazil

place:
press: Homewood, R.D. Irwin
year: 1965
pages: 226
tables: 2A-1

COMMENTS

data year: 1950-1960
cases: 11
reliability:

SOURCE 2

author: O.N.U.
title: Yearbook of National Accounts Statistics

place:
press:
year: 1970 et 1974
pages:
tables:

COMMENTS

data year: 1961-1972
cases: 12
reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 6 abbreviation: ACCDEV location
card no.:
columns: 56-62
variable name: Réserves en devises internationales

variable definition: The gross holdings of gold and convertible foreign
exchange of central bank and government entity and the reserve position of
Brazil with I.M.F..Commerce bank holdings of foreign exchange are included.
Reserve are reported in millions of \$US.

SOURCE 1

author: James W. Wilkie ed.

title: Statistical Abstract of Latin America, vol.17

place: Los Angeles

press: U.C.L.A. Latin American Center Publication

year: 1976

pages: 230

tables:

COMMENTS

data year: 1950-1972

cases: 23

reliability:

SOURCE 2

author:

title:

place:

press:

year:

pages:

tables:

COMMENTS

data year:

cases:

reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 7 abbreviation: DEVA location
 card no.:
 columns: 63-67
 variable name: Pourcentage de la dévaluation annuelle de la monnaie
locale

variable definition: Pourcentage de changement dans le taux de change entre le cruzeiro et le dollar américain pour chacune des 23 années. Un changement de 10 CRs par \$US à 20 CRs par \$US est calculé comme une dévaluation de -50%. De 1950 à 1952 le cours du CR est demeuré fixe; mais à partir de 1953, il a varié considérablement; nous avons donc pris le cours moyen.

SOURCE 1
 author: O.N.U.
 title: Bulletin Mensuel de Statistique

place:
 press:
 year: 1960, 1966 et 1974
 pages:
 tables:
 COMMENTS
 data year: 1950-1972
 cases: 23
 reliability:

SOURCE 2
 author:
 title:

place:
 press:
 year:
 pages:
 tables:
 COMMENTS
 data year:
 cases:
 reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

VARIABLE IDENTIFICATION AND DATA SOURCES

variable no.: 8 abbreviation: GNPC location
card no.:
columns: 68-72
variable name: Produit national brut per capita
variable definition: Le PNB per capita en \$US constants de 1970

SOURCE 1

author:

title:

place:

press:

year:

pages:

voir la variable #6

tables:

COMMENTS

data year:

cases:

reliability:

SOURCE 2

author:

title:

place:

press:

year:

pages:

tables:

COMMENTS

data year:

cases:

reliability:

CASES ESTIMATED:

ESTIMATION PROCEDURES:

A N N E X E I I I

RESULTATS CALCULES
ET COMPILES PAR L'ORDINATEUR

LES COEFFICIENTS DE CORRELATION SIMPLE

TEST DU MODELE BRÉSILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 195

CORRELATION COEFFICIENTS

A VALUE OF 99.00000 IS PRINTED
IF A COEFFICIENT CANNOT BE COMPUTED.

	INVDIRT1	INVINCT1	DEPTECT1	ACCKT1	ACCDEVT1	DEV
INVDIRT1	1.00000	0.58301	-0.44301	0.66002	-0.12412	0.0
INVINCT1	0.58301	1.00000	-0.69667	0.86756	-0.18640	0.2
DEPTECT1	-0.44301	-0.69667	1.00000	-0.53230	0.30423	-0.1
ACCKT1	0.66002	0.86756	-0.53230	1.00000	-0.11934	0.0
ACCDEVT1	-0.12412	-0.18640	0.30423	-0.11934	1.00000	0.0
DEVAT1	0.04343	0.28448	-0.17380	0.01510	0.30802	1.0
GNPCT1	0.72695	0.64966	-0.64267	0.74805	-0.54265	-0.1
INVDIRT2	0.58013	0.41771	-0.50668	0.54698	-0.32451	0.0
INVINCT2	0.62678	0.84636	-0.59825	0.93082	-0.06257	0.1
DEPTECT2	-0.37831	-0.51329	0.65474	-0.48942	0.54434	-0.1
ACCKT2	0.68371	0.83754	-0.48307	0.97917	-0.02089	0.0
ACCDEVT2	0.21927	0.32817	0.04466	0.53619	0.50600	0.1
DEVAT2	-0.11353	-0.15992	0.22868	0.12259	0.24820	0.0
GNPCT2	0.77515	0.67177	-0.60220	0.79411	-0.50091	-0.1
INVDIRT3	0.58133	0.44223	-0.42503	0.57787	-0.32298	0.0
INVINCT3	0.58547	0.79116	-0.57167	0.95869	-0.16933	-0.1
DEPTECT3	-0.23230	-0.20268	0.40212	-0.37020	0.53178	0.0
ACCKT3	0.65169	0.84304	-0.48367	0.99359	-0.07946	0.0
ACCDEVT3	0.37597	0.62699	-0.11281	0.80362	0.17176	0.0
DEVAT3	-0.15770	-0.04902	0.08699	0.18956	0.12882	-0.1
GNPCT3	0.80651	0.71428	-0.60445	0.84642	-0.44632	-0.1
INVDIRT4	-0.06003	-0.04759	-0.15283	-0.00654	-0.52611	-0.1
INVINCT4	0.66715	0.85045	-0.57911	0.96385	-0.32660	-0.1
DEPTECT4	-0.37140	-0.17809	0.38168	-0.25368	0.60019	0.0
ACCKT4	0.66786	0.86629	-0.51237	0.99372	-0.13944	0.0
ACCDEVT4	0.57300	0.71994	-0.26257	0.87649	0.20890	0.0
DEVAT4	0.18289	0.35225	-0.08013	0.26114	-0.26388	-0.1
GNPCT4	0.81736	0.75305	-0.59243	0.88814	-0.40315	-0.1

145.

09/01/77

PAGE 3

SSARD

RIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972

KT1	ACCDEVT1	DEVAT1	GNPCT1	INVDIRT2	INVINCT2	DEPTECT2	ACCKT2	ACCDEVT
5002	-0.12412	0.04343	0.72695	0.58013	0.62678	-0.37831	0.68371	0.21927
0756	-0.18640	0.28448	0.64966	0.41771	0.84636	-0.51329	0.83754	0.32817
3230	0.30423	-0.17380	-0.64267	-0.50668	-0.59825	0.65474	-0.48307	0.04466
0000	-0.11934	0.01510	0.74805	0.54698	0.93082	-0.48942	0.97917	0.53618
1934	1.00000	0.30802	-0.54265	-0.32451	-0.06257	0.54434	-0.02089	0.50600
01510	0.30802	1.00000	-0.19891	0.06460	0.15778	-0.14233	0.03217	0.18074
4805	-0.54265	-0.19891	1.00000	0.60807	0.71838	-0.75462	0.71649	0.04668
4698	-0.32451	0.06460	0.60807	1.00000	0.48521	-0.50005	0.43858	0.06940
3082	-0.06257	0.15778	0.71838	0.48521	1.00000	-0.61894	0.92416	0.46454
8942	0.54434	-0.14233	-0.75462	-0.50005	-0.61894	1.00000	-0.44389	0.07821
7717	-0.02089	0.03217	0.71649	0.43858	0.92416	-0.44389	1.00000	0.61959
3619	0.50600	0.18079	0.04665	0.06940	0.46454	0.07828	0.61959	1.00000
12259	0.24820	0.06261	-0.10197	0.14656	0.29472	-0.18206	0.11075	0.2334
79411	-0.50091	-0.18737	0.98776	0.63888	0.75085	-0.69625	0.76537	0.1094
57787	-0.32298	0.04812	0.60249	0.51726	0.53051	-0.56491	0.58277	0.1481
95869	-0.16933	-0.06264	0.78418	0.57193	0.90708	-0.57165	0.92396	0.4514
37020	0.53178	0.40087	-0.72780	-0.35515	-0.41293	0.66957	-0.32519	0.2780
99359	-0.07946	0.00961	0.72793	0.51641	0.91783	-0.44976	0.98431	0.5971
80362	0.17176	0.05967	0.33864	0.21632	0.69596	-0.10709	0.84528	0.8222
18956	0.12882	-0.42999	0.01257	-0.02020	-0.02845	0.22269	0.18227	0.1972
84642	-0.44632	-0.14368	0.96530	0.67198	0.78517	-0.64890	0.81697	0.1797
00654	-0.52611	-0.29402	0.23821	0.43303	-0.09386	-0.28191	-0.15944	-0.5585
96385	-0.32660	-0.09046	0.83476	0.54567	0.87417	-0.55201	0.93468	0.3849
25368	0.60019	0.48060	-0.71525	-0.21044	-0.15654	0.40709	-0.22248	0.3139
99372	0.13944	0.01144	0.74168	0.52048	0.91837	-0.46585	0.97940	0.5346
87649	0.20890	0.08955	0.49684	0.23261	0.81395	-0.19956	0.93873	0.7648
26114	-0.26388	-0.14624	0.16556	-0.06127	0.07641	0.07488	0.24826	0.1374
88814	-0.40315	-0.10669	0.94013	0.69434	0.81982	-0.63535	0.85660	0.2354

2 of 2

LES COEFFICIENTS DE CORRELATION SIMPLE (Suite...)

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950

	DEVAT2	GNPCT2	INVDIRT3	INVINCT3	DEPTECT3	ACCKT
INVDIRT1	-0.11353	0.77515	0.58133	0.58547	-0.23230	0.651
INVINCT1	-0.15992	0.67177	0.44223	0.79116	-0.20268	0.843
DEPTECT1	0.22868	-0.60220	-0.42503	-0.57167	0.40212	-0.483
ACCKT1	0.12259	0.79411	0.57787	0.95869	-0.37020	0.993
ACCDEVT1	0.24820	-0.50091	-0.32298	-0.16933	0.53178	-0.079
DEVAT1	0.05261	-0.18737	0.04812	-0.06264	0.40087	0.009
GNPCT1	-0.10197	0.98776	0.60249	0.78418	-0.72780	0.727
INVDIRT2	0.14656	0.63888	0.51726	0.57193	-0.35515	0.516
INVINCT2	0.29472	0.75085	0.53051	0.90708	-0.41293	0.917
DEPTECT2	-0.18206	-0.69625	-0.56491	-0.57165	0.66957	-0.449
ACCKT2	0.11075	0.76537	0.58277	0.92396	-0.32519	0.984
ACCDEVT2	0.23341	0.10943	0.14815	0.45145	0.27803	0.597
DEVAT2	1.00000	-0.06573	0.17129	0.19450	-0.18758	0.117
GNPCT2	-0.06573	1.00000	0.63049	0.81893	-0.70118	0.776
INVDIRT3	0.17129	0.63049	1.00000	0.59252	-0.47257	0.534
INVINCT3	0.19450	0.81893	0.59252	1.00000	-0.53145	0.945
DEPTECT3	-0.18758	-0.70118	-0.47257	-0.53145	1.00000	-0.336
ACCKT3	0.11749	0.77646	0.53403	0.94529	-0.33658	1.000
ACCDEVT3	0.18515	0.41218	0.34142	0.71030	-0.00945	0.845
DEVAT3	0.02158	0.03640	0.26049	0.31144	-0.23122	0.175
GNPCT3	-0.04666	0.98786	0.66153	0.85531	-0.62987	0.828
INVDIRT4	0.02750	0.19028	0.19638	0.03894	-0.43433	-0.068
INVINCT4	0.01173	0.87418	0.66477	0.94139	-0.49858	0.944
DEPTECT4	0.38515	-0.66764	-0.32550	-0.33946	0.66481	-0.220
ACCKT4	0.09967	0.79309	0.59073	0.94910	-0.35831	0.990
ACCDEVT4	0.11801	0.55783	0.41797	0.78091	-0.10308	0.911
DEVAT4	-0.49175	0.16643	0.10852	0.06917	0.18233	0.251
GNPCT4	-0.00740	0.96734	0.69379	0.87950	-0.57340	0.866

	ACCKT4	ACCDEVT4	DEVAT4	GNPCT4
INVDIRT1	0.66786	0.57300	0.18289	0.81736
INVINCT1	0.86629	0.71994	0.35225	0.75305
DEPTECT1	-0.51237	-0.26257	-0.08013	-0.59243
ACCKT1	0.99372	0.87649	0.26114	0.88814
ACCDEVT1	-0.13944	0.20890	-0.26388	-0.40315
DEVAT1	0.01144	0.08955	-0.14624	-0.10669
GNPCT1	0.74168	0.49684	0.16556	0.94013
INVDIRT2	0.52048	0.23261	-0.06127	0.69434
INVINCT2	0.91837	0.81395	0.07641	0.81982
DEPTECT2	-0.46585	-0.19956	0.07488	-0.63535
ACCKT2	0.97940	0.93873	0.24826	0.85660
ACCDEVT2	0.53469	0.76488	0.13749	0.23548

ite..)

LESSARD

09/01/77

PAGE

4

SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972

INVINCT3	DEPECT3	ACCKT3	ACCDEV3	DEVAT3	GNPCT3	INVDIRT4	INVINCT4	DEPTE
0.58547	-0.23230	0.05169	0.37597	-0.15770	0.80651	-0.06003	0.66715	-0.371
0.79116	-0.20268	0.84304	0.62699	-0.04902	0.71428	-0.04759	0.85045	-0.178
0.57157	0.40212	-0.48367	-0.11281	0.08699	-0.60445	-0.15283	-0.57911	0.381
0.95869	-0.37020	0.99359	0.80362	0.18956	0.84642	-0.00654	0.96385	-0.253
0.16933	0.53178	-0.07940	0.17176	0.12882	-0.44632	-0.52611	-0.32660	0.600
0.06264	0.40087	0.00961	0.05967	-0.42999	-0.14368	-0.29402	-0.09046	0.480
0.78418	-0.72780	0.72793	0.33864	0.01257	0.96530	0.23821	0.93476	-0.715
0.57193	-0.35515	0.51641	0.21632	-0.02020	0.67198	0.43303	0.54567	-0.210
0.90708	-0.41293	0.91783	0.69596	-0.02845	0.78517	-0.09386	0.87417	-0.156
0.57165	0.66957	-0.44976	-0.10709	0.22269	-0.64890	-0.28191	-0.55201	0.400
0.92896	-0.32519	0.98431	0.84528	0.18227	0.81697	-0.15944	0.93468	-0.222
0.45145	0.27803	0.59714	0.82225	0.19724	0.17974	-0.55856	0.38494	0.310
0.19450	-0.18758	0.11749	0.18515	0.02158	-0.04666	0.02750	0.01173	0.380
0.81893	-0.70118	0.77646	0.41218	0.03640	0.98786	0.19028	0.87418	-0.660
0.59252	-0.47257	0.53403	0.34142	0.26049	0.66153	0.19638	0.66477	-0.320
1.00000	-0.53145	0.94529	0.71030	0.31144	0.85531	0.03894	0.94139	-0.330
0.53145	1.00000	-0.53658	-0.00945	-0.23122	-0.62987	-0.43433	-0.49858	0.660
0.94529	-0.33658	1.00000	0.84937	0.17927	0.82891	-0.06841	0.94429	-0.220
0.71030	-0.00945	0.84937	1.00000	0.22464	0.48343	-0.33807	0.59910	0.140
0.31144	-0.23122	0.17927	0.22464	1.00000	0.07622	0.13395	0.22688	-0.220
0.85531	-0.62987	0.82391	0.48343	0.07622	1.00000	0.17468	0.91029	-0.620
0.03894	-0.43433	-0.06841	-0.33807	0.13395	0.17468	1.00000	0.09076	-0.380
0.94139	-0.49858	0.94429	0.69910	0.22688	0.91029	0.09076	1.00000	-0.430
0.33946	0.66481	-0.22614	0.14812	-0.22050	-0.62422	-0.38289	-0.43816	1.000
0.94910	-0.35831	0.99027	0.82164	0.18653	0.84420	-0.05186	0.96463	-0.240
0.78091	-0.10308	0.91125	0.93070	0.17800	0.62423	-0.36343	0.78024	-0.020
0.06917	0.18233	0.25270	0.22696	-0.02254	0.19256	0.19828	0.34102	-0.260
0.87950	-0.57340	0.86883	0.54100	0.08904	0.98998	0.17298	0.93342	-0.540

GNPCT4

0.81736
0.75305
0.59243
0.88814
-0.40315
-0.10669
0.94013
0.69434
0.81982
-0.63535
0.85660
0.23543

ACCKT4

ACCDEV4

DEVAT4

GNPCT4

DEVAT2
GNPCT2
INVDIRT3
INVINCT3
DEPECT3
ACCKT3
ACCDEV3
DEVAT3
GNPCT3
INVDIRT4
INVINCT4
DEPECT4
ACCKT4
ACCDEV4
DEVAT4
GNPCT4

0.09967
0.79309
0.59073
0.94910
-0.35831
0.99027
0.82164
0.18653
0.17800
0.84420
-0.05186
0.96463
-0.24836
1.00000
0.88727
0.25498
0.83447

0.11801
0.55783
0.41797
0.78091
-0.10308
0.91125
0.93070
0.17800
0.62423
0.62423
-0.36343
0.78024
-0.02296
1.00000
1.00000
1.00000
0.67127

-0.49175
0.16643
0.10852
0.06917
0.18233
0.25270
0.22696
-0.02254
0.19828
0.19256
0.19828
0.34102
-0.26707
0.25498
0.22292
1.00000
0.22136

-0.00740
0.96734
0.69379
0.87950
-0.57340
0.86883
0.54100
0.08904
0.98998
0.17298
0.93342
-0.54330
0.88447
0.67127
0.22136
1.00000

RESULTATS DE LA REGRESSION MULTIPLE
ET LES COEFFICIENTS DE CORRELATION PARTIELLE
DE L'HYPOTHESE #1

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

***** MULTIPLE REGRESSION

DEPENDENT VARIABLE.. GNPCT4

SUMMARY TABLE

VARIABLE	MULTIPLE R	R SQUARED
INVDIRT1	0.81736	0.6680
DEPTECT2	0.89006	0.7920
ACCDEVT3	0.92921	0.8630
(CONSTANT)		

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

----- PARTIAL CORRELATION COEFFICIENT

CONTROLLING FOR.. INVINCT2 ACCKT3

GNPCT4

INVDIRT1 0.6653
 (16)
 S=0.001

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

----- PARTIAL CORRELATION COEFFICIENT

CONTROLLING FOR.. INVINCT2

ACCKT3

INVDIRT1 0.2471
 (17)
 S=0.154

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

----- PARTIAL CORRELATION COEFFICIENT

CONTROLLING FOR.. ACCKT3

GNPCT4

INVINCT2 0.1139
 (17)
 S=0.321

147.

LE

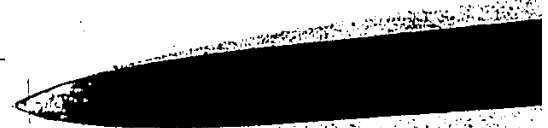
LESSARD 09/01/77 PAGE 15
 SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972
 * MULTIPLE REGRESSION * * * * * VARIABLE LIST
 REGRESSION LIST

SUMMARY TABLE				B	BETA
MULTIPLE R	R SQUARE	RSQ CHANGE	SIMPLE R		
0.81736	0.66808	0.66808	0.81736	0.6219230	0.560
0.89006	0.74221	0.12412	-0.63535	-185.3070	-0.392
0.92921	0.86342	0.07121	0.54100	0.4775887D-01	0.288
				236.6183	

LESSARD 09/01/77
 SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972
 CORRELATION COEFFICIENTS --



LESSARD 09/01/77
 SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972
 CORRELATION COEFFICIENTS --



RE LESSARD 09/01/77
 SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972
 CORRELATION COEFFICIENTS --

2 of 2

LES COEFFICIENTS DE CORRELATION PARTIELLE
DE L'HYPOTHESE #II

```

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD
FILE   TIME      (CREATION DATE = 09/01/77)  SERIES FOR BRAZIL 1950
-----
CONTROLLING FOR..  INVINCT2  ACCKT3

                        GNPCT4
DEVAT2      -0.3163
              ( 16)
              S=0.101

```

```

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD
FILE   TIME      (CREATION DATE = 09/01/77)  SERIES FOR BRAZIL 1950
-----
CONTROLLING FOR..  INVINCT2

                        ACCKT3
DEVAT2      -0.4034
              ( 17)
              S=0.043

```

148,

ES COEFFICIENTS DE CORRELATION PARTIELLE
DE L'HYPOTHESE #II

MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

09/01/77

ME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972

----- PARTIAL CORRELATION COEFFICIENTS -----
ING FOR.. INVINCT2 ACCKT3

GNPCT4

-0.3163
(16)
S=0.101

MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

09/01/77

ME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO 1972

----- PARTIAL CORRELATION COEFFICIENTS -----
ING FOR.. INVINCT2

ACCKT3

-0.4034
(17)
S=0.043

RESULTATS DE LA REGRESSION MULTIPLE
ET LES COEFFICIENTS DE CORRELATION PARTIELLE
DE L'HYPOTHESE #III

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

***** MULTIPLE REG

DEPENDENT VARIABLE.. GNPCT4

SUMMARY TAB

VARIABLE	MULTIPLE R	R SQUAR
ACCKT3	0.86883	0.7548
INVDIRT1	0.92979	0.8645
INVINCT2	0.93013	0.8651
(CONSTANT)		

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

----- PARTIAL CORRELATION C

CONTROLLING FOR.. DEPTCT2 ACCDEVT3

GNPCT4

INVDIRT1 0.7943
 (16)
 S=0.001

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 TO

----- PARTIAL CORRELATION C

CONTROLLING FOR.. DEPTCT2

ACCDEVT3

INVDIRT1 0.3645
 (17)
 S=0.062

TEST DU MODELE BRESILIEN FORMULE PAR PIERRE LESSARD

FILE TIME (CREATION DATE = 09/01/77) SERIES FOR BRAZIL 1950 T

----- PARTIAL CORRELATION C

CONTROLLING FOR.. ACCDEVT3

GNPCT4

DEPTCT2 -0.6905
 (17)
 S=0.001

149.

FILE

SUMMARY TABLE					
MULTIPLE R	R SQUARE	RSQ CHANGE	SIMPLE R	B	BE
0.86883	0.75487	0.75487	0.86883	0.1958329D-02	0.5
0.92979	0.86451	0.10964	0.81736	0.4808739	0.4
0.93013	0.86514	0.00063	0.81982	0.4112930D-03	0.0
				204.9641	

2 of 2

B I B L I O G R A P H I E

ALSCHULER, L. 1977

The Argentine Political Economy and the Agrarian Sector. Texte préparé pour un atelier de travail sur le problème agraire en Amérique Latine, tenu à l'Institut de Coopération Internationale, Université d'Ottawa.

ARRAES, M. 1969

Le Brésil, le Pouvoir et le Peuple. Paris: François Maspero.

ARRUDA, M. 1975

"Legal Aspects of Foreign Investment in Brazil." in Multinational Corporations, The Impact of Multinational Corporations in Contemporary Brazil. California: Latin American Research Unit.

BAER, W. 1965

Industrialization and Economic Development in Brazil. Homewood: R.D. Irwin.

BAKLANOFF, E. 1971

"Brazilian Development and International Economy." in John Saunders (ed.) Modern Brazil. Gainesville: University of Florida Press.

BARNET, R.J. et MULLER, R.E. 1974

Global Reach, the Power of the Multinational Corporations. New York: Simon and Schuster.

BERGSMAN, J. 1972

"Foreign Trade Policy and Development." in Jon Rosenbaum et J.P. Wogart (eds) Contemporary Brazil: Issues in Economic and Political Development. New York: Praeger.

BLALOCK, H.M. 1972

Social Statistics. Washington: McGraw-Hill.

BODENHEIMER, S. 1971

"Dependency and Imperialism: the Roots of Latin America Underdevelopment." Policies and Society 3.

BONILLA, F. et GIRLING, R. 1973

Structures of Dependency. Stanford: Institute of Political Studies.

BORNSCHIER, V., CHASE-DUNN, C. et ROBINSON, R. 1978

"Cross-National Evidence of the Effects of Foreign Investment and Aid on Economic Growth and Inequality: A Survey of Findings and a Reanalysis." American Journal of Sociology 3.

CHILCOTE, R.H. et EDELSTEIN, J.C. 1974

Latin America: the Struggle with Dependency and Beyond. Cambridge: Schenkman.

COCKCROFT, J.O. et al. 1972

Dependence and Underdevelopment Latin America's Political Economy. New York: Anchor Books.

DeCASTRO, J. 1966

Death in the Northeast. New York: Random House.

DENIS, P.Y. 1976

"Le modèle brésilien de développement, la géo-politique et les intérêts canadiens." Etudes Internationales 3.

DONELLY, J. 1972

"External Debt and Long-Term Servicing Capacity." in H.J. Rosenbaum et N.G. Tyler (eds) Contemporary Brazil: Issues in Economic and Political Development. New York: Praeger.

DOS SANTOS, T. 1974

"Brazil: the Origins of a Crisis." in R.H. Chilcote et J.C. Edelstein (eds) Latin America: the Struggle with Dependency and Beyond. Cambridge: Schenkman.

EMMANUEL, A. 1976

"La "stabilisation" alibi de l'exploitation internationale." Revue Tiers-Monde 65.

EVANS, P.B. 1974

"The Military, the Multinationals and the Miracle: the Political Economy and the Brazilian Model of Development." Studies in Comparative International Development 3.

FISHLOW, A. 1972

"Brazilian Size Distribution of Income." American Economic Review 2.

FRANK, A.G. 1971

Capitalism and Underdevelopment in Latin America. London: Pelican Books.

FURTADO, C. 1972

"La formation économique du Brésil." Civilisations et Sociétés 32.

GALEANO, E. 1969

"The de-nationalization of Brazilian Industry." Monthly Review 7.

GERMIDIS, D. 1976

"Transfert international de technologies: les firmes multinationales face aux pays d'accueil en voie de développement." Revue Iranienne des Relations Internationales 4.

GRIFFIN, K. et ENOS, J.L. 1970

"Foreign Assistance: Objectives and Consequences." Economic Development and Cultural Change 18.

GRUNDMAN, H.E. 1976

"Foreign Patent Monopolies in Developing Countries: an empirical analysis." The Journal of Development Studies 2.

HIGGINS, B.H. 1968

Economic Development, problems and policies. New York: W.W. Norton.

JEQUIER, N. 1976

"Codes de conduite en matière de transfert technologique." Revue Tiers-Monde 65.

JURUNA, J. 1977

"Les difficultés du régime militaire brésilien." Le Monde Diplomatique, mai.

KATZ, J. 1973

"Patents, the Paris Convention and Less Developed Countries." Discussion Paper No 190. New Haven: Yale Economic Growth Center.

LALL, S. 1969

"Transfer-Pricing and Multinational Corporations." Monthly Review 7.

MICHALET, C.A. 1975

"The transfer of technology by Multinational Firms and the Absorptive Capacity of Developing Countries." in International meeting of recherches on transfer of technology by Multinational Firms. Paris: O.E.C.D.

MORLEY, S. et SMITH, G.W. 1971

"Import Substitution and Foreign Investment in Brazil." Oxford Economic Papers 1.

NEWFARMER, R.S. et MUELLER, W.F. 1975

Multinational Corporations in Brazil and Mexico: Structural Sources of Economic and Noneconomic Power. Report to the Subcommittee on Multinationals Corporations of the Committee on Foreign Relations. United States Senate. Washington: U.S. Government.

NUNN, F.M. 1972

"Military professionalism and professional militarism in Brazil, 1870-1970: historical perspectives and political implications." Journal of Latin American Studies 1.

ODEH, H.S. 1963

The Impact of Inflation on the Level of Economic Activity. Rotterdam.

ORGANIZATION FOR EUROPEAN COOPERATION
AND DEVELOPMENT (O.E.C.D..) 1972

Stock of Private Investments by DAC Countries in
Developing Countries. Paris: O.E.C.D.

PAYER, C. 1974

The Debt Trap: the IMF and the Third World.
New York: Penguin Books.

QUARTIM, J. 1971

"La nature de classe de l'Etat brésilien I et II."
Temps Modernes 304 et 305.

RAY, D. 1973

"The Dependency Model of Latin American Development."
Journal of Interamerican Studies and World Affairs 1.

ROBBINS, S.M. et STOBAUCH, R.B. 1973

Money in the Multinational Enterprise. New York:
Basic Books.

ROBBINS, S.M. et STOBAUCH, R.B. 1976

"Intra-firm Royalties crossing Frontiers and Trans-
fer-pricing Behaviour." The Economic Journal 344.

ROSENBAUM, H.J. et TYLER, G.T. 1972

Contemporary Brazil: Issues in Economic and Political
Development. New York: Praeger.

ROUX, D. 1972

La dévaluation. Paris: Mame.

SCHOOYANS, M. 1973

Destin du Brésil: la technocratie militaire et son idéologie. Paris: Duculot.

SERRA, J. 1973

"The Brazilian Economic Miracle." in J. Petras (ed.) Latin America: from Dependency to Revolution. New York: John Wiley and Sons.

SIMONSEN, R. 1939

Brazil's Industrial Evolution. São Paulo: Escuela Libra de Sociologia e Politica.

SKIDMORE, T.E. 1967

Politics in Brazil, 1930-1964: An Experiment in Democracy. London: Oxford University Press.

SWEEZY, P.M. 1975

"Savings, Consumption and Investment." Monthly Review 27.

TYLER, W.G. 1976

"Brazilian Industrialization Policies: a survey." World Development 10/11.

VAITSOS, C.V. 1975

"The Process of Commercialization of Technology in the Andean Pact." in H. Radice (ed.) International Firms and Modern Imperialism: selected readings. New York: Penguin Books.

WIONCZEK, M.S. 1968

Arrangments for the transfer of Operative Technology to Developing Countries: Case Study of Mexico. U.N. E/4452/Al63, New York: United Nations.

WOGART, J.P. 1972

"Mobilizing Resources for Economic Growth: From Inflation to Tax and DEBY-Asset Financing." in H.J. Rosenbaum et G.T. Tyler (eds) Contemporary Brazil: Issues in Economic and Political Development. New York: Praeger.

WORLD BANK, 1976

World Tables 1976. Baltimore et London: John Hopkins University Press.